



**HAL**  
open science

## Construction de la paix en Colombie : mouvements sociaux et participation citoyenne ici et ailleurs

Julie González Garzón

► **To cite this version:**

Julie González Garzón. Construction de la paix en Colombie : mouvements sociaux et participation citoyenne ici et ailleurs. Sciences de l'Homme et Société. 2017. dumas-01593678

**HAL Id: dumas-01593678**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01593678>**

Submitted on 26 Sep 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**CONSTRUCTION DE LA PAIX EN COLOMBIE : MOUVEMENTS  
SOCIAUX ET PARTICIPATION CITOYENNE ICI ET AILLEURS.**

GONZÁLEZ GARZÓN

JULIE

Sous la direction de Gaudichaud Franck.

UFR Langues étrangères.

Parcours : LLCE Études Ibériques. Master recherche.

Année universitaire 2016-2017



**DÉCLARATION**

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

NOM : Benziou

PRENOM : Julie

DATE : 13-09-2017

SIGNATURE : Julie

# Sommaire

Introduction.....	5
Chapitre 1 : Contexte historique.....	7
<b>LE CONFLIT ARMÉ EN COLOMBIE : DE LA TRAGÉDIE À L’ESPÉRANCE.....</b>	<b>8</b>
LES ORIGINES.....	8
<b>LES ACTEURS DU CONFLIT.....</b>	<b>10</b>
LES GUÉRILLAS :.....	10
LA SOCIÉTÉ CIVILE :.....	14
L’ÉTAT :.....	15
LES PARA-MILITAIRES.....	17
<b>L’HISTOIRE DES DIALOGUES DE PAIX EN COLOMBIE.....</b>	<b>19</b>
LES ACCORDS DE PAIX EN COLOMBIE DE 2012-2016 : UN AVANT DERNIER ESSAI POUR LA PAIX ?.....	23
AGENDA POUR LA PAIX.....	24
LES DÉFIS DANS L’ÉTAPE DES POST-ACCORDS.....	34
Chapitre 2 : Les mouvements sociaux en Colombie.....	36
<b>UN SEUL TISSU DE LUTTE : L’UNIFICATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN COLOMBIE.....</b>	<b>37</b>
<b>RÉSISTANCES CITOYENNES EN COLOMBIE.....</b>	<b>39</b>
CUMBRE AGRARIA, CAMPESINA, ÉTNICA Y POPULAR.....	42
EL CONGRESO DE LOS PUEBLOS.....	54
MESA SOCIAL PARA LA PAZ.....	64
<b>TENSIONS EXTERNES ET INTERNES DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN COLOMBIE.....</b>	<b>78</b>
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	82
Chapitre 3. Étude de cas : <i>La Mesa Social de Lyon</i> .....	84
<b>MÉTHODOLOGIE DE LA MESA SOCIAL DE LYON.....</b>	<b>85</b>
LES MOTIVATIONS DE PARTICIPANTS DE LA MSPL.....	87
<b>LES ACTIONS ALTERNATIVES DE LA MSPL.....</b>	<b>89</b>
ATELIER DE MÉMOIRE HISTORIQUE :.....	90
ATELIER D’ÉCONOMIE SOLIDAIRE :.....	97
ATELIER DE PÉDAGOGIE POUR LA PAIX.....	99
LA MESA SOCIAL : LES PARTICIPANTS ET LES ACTIONS.....	106
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	111
Conclusion finale.....	113
Bibliographie.....	119
Annexes.....	126
<b>ANNEXE 1 : LES “ CONVIVIR. ”.....</b>	<b>126</b>
<b>ANNEXE 2 : LES ZONES “ VEREDALES TRANSITORIAS ”.....</b>	<b>127</b>
<b>ANNEXE 3 : LA PRÉSENCE PARAMILITAIRE.....</b>	<b>128</b>
<b>CONFÉRENCE ORGANISÉE À L’UNIVERSITÉ GRENOBLE-ALPES LE 7 AVRIL 2017.....</b>	<b>129</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>130</b>
<b>MOTS-CLÉS.....</b>	<b>130</b>

## Introduction

L'annonce des accords de paix entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et la guérilla des FARC, en 2012, a hissé la Colombie dans la sphère internationale. Il s'agissait de résoudre par la voie pacifique et politique l'un des conflits armés les plus longs de l'histoire. Après 53 ans de guerre et plusieurs tentatives de paix, avec la guérilla, en septembre 2016, le président Santos a annoncé la signature des accords de paix avec les FARC.

Cette annonce faite par le président de la république, a précisé la création de deux commissions représentatives, l'une pour les représentants FARC et l'autre pour les représentants du gouvernement. Cette annonce a généré de multiples discussions et débats au sujet de la guerre et la paix en Colombie, et le rôle que la société jouerait dans ce processus historique. Ainsi, les citoyens devaient exiger son espace actif dans les dialogues de paix.

Mais les exigences des mouvements sociaux en Colombie ne se sont pas limitées au débat sur le conflit armé colombien, mais ils sont mis sur la table, le débat sur le conflit social. Il est clair que ce dernier avait été la racine du conflit armé et que, pour pouvoir construire un pays en paix, il devait être résolu parallèlement.

Les années 2012 et 2013 se sont caractérisées par une vague de mobilisations sans précédent en Colombie. Le CINEP a enregistré 1.027 protestations<sup>1</sup>, le plus grand nombre de manifestations depuis 1975. De même, le CINEP a établi trois des raisons principales de ce phénomène : “ *la disputa por el modelo económico aperturista y extractivista, el rechazo al manejo estatal de los conflictos sociales y los aspectos culturales y políticos implícitos en ellos.* ”<sup>2</sup> Les revendications ont été larges et diverses. Ce document tente de rendre compte de certaines des actions qui ont marqué ces dernières années de lutte et de résistances des mouvements sociaux en Colombie, avec un regard depuis la conjoncture politique et le contexte du post-conflit.

Nous nous concentrerons sur les actions alternatives et émancipatrices, proposées par les mouvements sociaux de Colombie, qui font le pari de la

<sup>1</sup> CINEP (2014), *Luchas sociales en Colombia 2013*. (Rapport spéciale), [en ligne] consultable sur : <<https://drive.google.com/file/d/0B2IRK2KYj9RBTERrY0pIRFVNNGFwcGlpRnpVSENMc19hLVdn/edit>>.

<sup>2</sup> *Ibid.*

participation active citoyenne dans la solution du conflit armé et social. Ainsi, j'approfondirai dans les processus de *la Cumbre Agraria, Campesina, étnica y Popular* (Sommet Agraire, champêtre, ethnique et Populaire), le *Congreso de los Pueblos* (Congrès de Peuples) et la *Mesa Social por la Paz* (Table sociale pour la Paix). Pour ensuite, faire une étude de cas sur la *Mesa social* menée à Lyon, qui est une action collective à laquelle j'ai participé activement.

Avec ce travail je cherche à répondre aux questions suivantes : quelles sont les nouvelles actions alternatives proposées par les mouvements sociaux de la Colombie ? Dans quelle mesure sont-elles configurées comme alternatives et émancipatrices ? Enfin, quelle reconfiguration du sujet politique rendent possible ces dites actions ?

Pour pouvoir répondre à ces questions, je propose, dans la première partie, un bref parcours historique sur la guerre en Colombie : la naissance des guérillas, les caractéristiques et les rôles des acteurs du conflit armé : les guérillas, l'État, les paramilitaires et les citoyens. Puis les tentatives de solution tant par la voie militaire que pour la voie politique, pour ensuite présenter les Accords, récemment, signés avec la guérilla des FARC. La deuxième partie, sera consacrée à la présentation et l'analyse des actions alternatives, proposées par les mouvements sociaux en Colombie et qui cherchent surmonter le conflit social qui menace le pays, tout en analysant les difficultés et tensions et caractéristiques des ces mouvements sociaux. Et finalement, dans la troisième partie, je présente l'étude de cas, de la *Mesa Social* pour la Paix menée à Lyon en 2015, où je me servirai des éléments issus lors de ma participation active, des interviews et comptes rendus des réunions faites au long de sa préparation.

## **Chapitre 1 : Contexte historique**

## **Le conflit armé en Colombie : de la tragédie à l'espérance.**

### *Les origines*

Pour bien comprendre la paix, il faut d'abord comprendre la guerre. Pour la majorité du peuple colombien, la guerre a été retransmise par les médias, sans majeur effet sur leur vie quotidienne. D'un côté, des images affreuses et sanglantes de la guerre ont inondés les écrans et les journaux, provoquant une normalisation de la guerre. De l'autre côté, la guerre s'accroît jour après jour et détruisait les vies de centaines de civils: des paysans, des indigènes, des femmes, des jeunes, des syndicalistes, des enfants. Ce sont ces derniers qui souffraient le plus d'une guerre impossible à nier.

Le conflit armé en Colombie est l'un des conflits internes les plus anciens au monde. En 2012, le gouvernement de Juan Manuel Santos et les représentants des FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Ejército del Pueblo) ont annoncé le commencement d'un dialogue de paix afin de mettre fin au conflit armé entre cette guérilla et l'état colombien.

Le conflit armé en Colombie date des années 60's avec la création officielle des guérillas les plus anciennes de Colombie. Bien évidemment, ces premiers conflits ne sont que " l'antichambre " d'un conflit social très profond et d'une forte violence politique. Les FARC et l'ELN (Ejército de Liberación Nacional), en 1964, puis en 1965, l'EPL (Ejército Popular de Liberación) constituent ce que les historiens ont appelé les " guérillas de première génération " <sup>3</sup>. Quant aux " guérillas de deuxième génération " <sup>4</sup> sont par la suite, apparues dans les années 70 et 80 : le M-19 (Movimiento del 19 de abril), le Quintín Lame, le PRT (Partido Revolucionario de Trabajadores) et la CRS (Corriente de Renovación Socialista).

---

<sup>3</sup> SAUMETH E. (2013), *Historia de la guerrilla en Colombia*. Brasil: Universidad Federal de Juiz de Fora, [En ligne] consultable sur: <<http://ecsbdefesa.com.br/defesa/fts/HGC.pdf> >.

<sup>4</sup> *Ibid.*

Toutes ces formes de résistance militaire et armée ont été créées en réponse à un contexte historique de violence qui s'est abattu sur la Colombie le siècle dernier. En effet, le XXe siècle en Colombie est caractérisé par une forte vague de violences et des tensions politiques. Ces violences proviennent en partie des luttes des paysans et des indigènes pour récupérer leurs terres, instaurer une réforme de la politique agraire et de meilleures conditions de travail. Face au silence et à la répression des gouvernements, les paysans se sont organisés. Ainsi, en 1928 la représentation politique des paysans prend forme au travers de partis qui soutiennent leurs luttes, tel que le Partido Agrario Nacional, l'Unión Nacional de la izquierda Revolucionaria et le Partido Socialista Revolucionario.

La violence émane également des fortes tensions entre les deux principaux partis politiques, les partis libéral et conservateur, entre 1948 et 1957. Cette période de grande confusion divise le pays en deux, et l'assassinat de Jorge Eliecer Gaitán, candidat libéral à la présidentielle de 1948, le 9 avril de la même année à Bogotá, déclenche l'une des périodes les plus violentes du pays : *La Violencia*. Pour protéger leurs intérêts, les propriétaires terriens financent des bandes armées tandis que les paysans organisent des groupes "d'Autodéfenses Agraires Paysannes", soutenus par le Parti Communiste. Ce sont certains membres de ces groupes d'autodéfense qui fondèrent par la suite la guérilla des FARC. Cette période de violence s'achève en 1957 lorsque les partis conservateur et libéral signent un pacte d'alternance du pouvoir, concentrant ainsi toutes les décisions politiques dans les mains des élites du pays en formant le *Front National* (Frente Nacional). Cette période est connue par les historiens comme une période d'oubli systématique, une stratégie politique de l'oubli.<sup>5</sup>

Le pacte du *Front National* est durable, il s'est maintenu ainsi pendant 4 mandats présidentiels (1958-1974). La première période fut celle du président Alberto Lleras Camargo, du parti libéral, qui proposa la démobilisation des Autodéfenses Agraires Paysannes. Mais les promesses de restitutions de terres et de garanties de travail ne furent pas tenues. Des paysans se regroupèrent en conséquence

---

<sup>5</sup> FORREST H. (2008), *Colombie, les heures sombres*, (Barbara Schmidt, trad.), Paris : Éditions Imho.p. 76.

pour s'opposer au *Front National*.

La deuxième période, entre 1962 et 1966, correspond à la présidence du conservateur Guillermo León Valencia qui développa une politique de contre-insurrection, appuyée notamment par le gouvernement des États-Unis. Les militants paysans armés décidèrent en conséquence de partir vers la forêt. En 1964, ces regroupements formèrent une guérilla communiste qui prit le nom de FARC. Au moment de la naissance des FARC, d'autres guérillas émergèrent également dans le pays, influencées par la victoire de la Révolution cubaine et des idéologies inspirées de la Chine communiste. C'est ainsi le cas de l'ELN et de l'EPL en 1965.

La troisième période entre 1966 et 1970 est celle du président libéral Carlos Lleras Restrepo tandis que la dernière période, entre 1970 et 1974, couvre la présidence de Michael Pastrana du parti conservateur. Ce dernier fut élu à la suite d'élections très douteuses qui entraînèrent de fortes manifestations pour dénoncer la fraude électorale. Un groupe armé s'organise rapidement pour mener des actions symboliques contre le gouvernement et prend le nom de Mouvement du 19 d'avril, plus généralement nommé " M-19 ".

## **Les acteurs du conflit**

### *Les guérillas :*

Tout comme les guérillas d'autres pays d'Amérique Latine, les Tupamaros en Uruguay, les Montoneros en Argentine et le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria) au Chili, les guérillas colombiennes ont suivi les idéologies des mouvements révolutionnaires de Cuba, de Chine et de l'Union Soviétique. Ces guérillas émergent comme une riposte face à des pratiques anti-insurrectionnelles menées par les gouvernements colombiens, et soutenues par les États-Unis. L'apparition de guérillas en Colombie répond donc à un contexte socio-politique global en Amérique Latine, et qui se caractérise par:

- La diffusion du marxisme et de l'idée de l'existence de conditions " favorables " pour mener une révolution.
- L'influence du Che Guevara et de sa théorie foquiste où les conditions pour la révolution doivent être créées dans le cadre même de la révolution et par le " Foco insurreccional "
- Par la prédominance des théories de la dépendance et leur développement dans les sciences sociales en Amérique Latine.<sup>6</sup>

En Colombie, ces facteurs se conjuguèrent avec la violence politique et le bipartisme systématique du *Front National*. Cela conduisit à la création d'organisations insurgées d'opposition qui cherchaient à déstabiliser l'hégémonie politique du bipartisme.

Pour les guérillas de première génération, on note que les FARC trouvent leurs origines dans l'idéologie communiste orthodoxe avec un sens fort de la cohésion et de la discipline, des origines rurales et un recrutement dans les milieux paysans.<sup>7</sup> Par ailleurs, la Révolution Cubaine a influencé l'ELN qui a trouvé un écho dans le Foquisme. Quant à l' EPL, on observe que son idéologie est fortement influencée par le maoïsme.

Pour les guérillas de deuxième génération (créées dans les années 70) dont le M-19 se construit autour d'une philosophie de " Démocratie en armes ". Le mouvement Quintín Lame quant à lui s'organise dans la quête de revendications et de résistance indigène pour la restitution des terres.

Le conflit armé en Colombie est d'une grande complexité du fait notamment de sa longévité, plus de 50 ans. Pizarro l'explique en déchiffrant les caractéristiques générales des groupes armés en Colombie:

- Le grand nombre d'organisations insurgées et de leurs idéaux.

<sup>6</sup> BENÍTEZ M. (2006), " El M-19 en el contexto de las guerrillas en Colombia. ", *Sociedad y Economía*, No.10, pp.157-188, [En ligne] consultable sur : <<https://core.ac.uk/download/pdf/11860734.pdf>>.

<sup>7</sup> GARIBAY D. (2010), " Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuites de violences ", *Résistances, insurrections, guérillas*, Presses universitaires des Rennes, pp. 127-140.

- La géographie du pays qui a limité les actions militaires et les projets sociaux des guérillas à la périphérie, et donc avec une représentation urbaine faible.
- La violence politique et l'illégitimité des groupes insurgés dans la mémoire historique de la population.<sup>8</sup>

Quant au grand nombre d'organisations de guérillas, le consulat des Affaires de la Défense, de la Sécurité Citoyenne et de l'Ordre de la Colombie (2004-2006) Erich Saumeth Cadavid<sup>9</sup> présente une liste très complète de ces groupes:

ADO : Autodefensa Obrera

FARC-EP : fuerzas armadas revolucionarias de Colombia.

ELN : Ejército de liberación nacional.

EPL : Ejército popular de liberación.

ERG : Ejército Revolucionario Guevarista.

M-19 : Movimiento 19 de abril.

ERP : Ejército Revolucionario del Pueblo.

PRT : Partido Revolucionario de los Trabajadores.

CRS : Corriente de Renovación Socialista

JEGA : Movimiento Jorge Eliecer Gaitan

MAQL : Movimiento Armado Quintín Lame

CRF : Comando Ricardo Franco Frente Sur.

ERICA : Ejército Republicano Independentista de la Costa Atlantica

MADO : Movimiento de Autodefensa Obrera

MIR/ COAR- Patria Libre : Movimiento Independiente Revolucionario – Comandos Armados

PLA : Comando Pedro León Arboleda

CNB : Coordinadora Nacional de Base.

MAR : Movimiento Armado Rebelde.

---

<sup>8</sup> PIZARRO E. (1991), " Elementos para una sociología de la guerrilla en Colombia ", *Revue análisis político*, N°. 12, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), [En ligne] consultable sur: <<http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/colombia/assets/own/analisis12.pdf>>.

<sup>9</sup> SAUMETH E., Op. Cit.

JBC : Jaime Bateman Cañon

MUR – ML : Movimiento de Unificación Revolucionaria – Marxista Leninista

MAL : Movimiento de Acción Liberadora

CGSB : Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar.

Cette longue liste précédemment citée, démontre la grande diversité des mouvements armés en Colombie, dont la provenance idéologique est très diverse. De ce fait, dans l'histoire du conflit en Colombie, il n'a jamais existé d'unité idéologique entre ces mouvements.

En ce qui concerne la géographie du pays, Pizarro souligne :

*En los países en los cuales se presenta un Estado con capacidad de control del orden público en los centros urbanos y en las zonas industriales, pero débil en las periferias como es el caso de Colombia, es probable que las guerrillas logren crear formas de contrapoder local rural, pero tengan dificultades serias para gestar una opción de contrapoder de tipo nacional.*<sup>10</sup>

En conséquence, la Colombie a vécu une guerre sur sa périphérie, ce qui explique d'importantes incompréhensions de la population face à la guerre. Ces incompréhensions ont progressivement mené à une normalisation, voire à une indifférence, des populations urbaines face à ce conflit. Ce phénomène fut notamment visible lors du référendum pour la paix en octobre 2016, lors duquel l'abstention dépassa les 60 % et où le NON l'emporta.

Finalement, au sujet de l'illégitimité et de la faible représentation des guérillas dans le contexte urbain, on note que ces dernières n'ont pas eu la capacité de s'organiser ou de créer une insurrection urbaine capable de déstabiliser le pouvoir politique. Seules quelques actions parvinrent à atteindre directement le pouvoir, telles que des prises d'otages dans des ambassades, l'enlèvement de ministres ou de congressistes de grand renom. Les grandes villes n'ont jamais réellement compris, et encore moins soutenu, les idéaux politiques de ces guérillas. Même en février 2008, lorsque la population colombienne fut convoquée à une grande mobilisation contre la guérilla des FARC, avec le soutien du gouvernement d'Uribe

---

<sup>10</sup> PIZARRO, Op.Cit.

Veléz, bien connu pour ses fortes représailles contre les guérillas, cette dernière eut peu de succès. Cette faible mobilisation contrasta avec la forte manifestation qui eut lieu quelques jours plus tard, cette fois-ci contre les groupes paramilitaires et sans le soutien du gouvernement.

### *La société civile :*

La société civile a joué un rôle important, mais implicite dans la guerre. Dans ce conflit la population est intervenue de manière implicite, car elle se trouva "coincée" entre tous les autres acteurs du conflit : les guérillas, l'armée nationale et les paramilitaires. Le rôle de la population peut être résumé par les chiffres douloureux du Centre National de Mémoire Historique (CNMH) :

*En Colombia, entre 1958 y 2012, el conflicto armado provocó la muerte de 2018.094 personas, de los cuales 19 % es decir 40.087 eran combatientes y 81 % es decir 177.307 eran civiles ; 27.023 víctimas de secuestro, 150.000 víctimas de asesinatos selectivos, 25.007 víctimas de desaparición forzada, 1.754 víctimas de violencia sexual y 5.712.506 víctimas de desplazamiento forzado.<sup>11</sup>*

Les chiffres font froid dans le dos et n'expriment pas la vraie douleur de chaque famille. On ne peut nier que la société civile a joué un autre rôle dans cette guerre et c'est celui de la résistance. Elle a également lutté contre l'injustice et la recherche de la vérité. La mobilisation de mères, de parents, d'enfants qui revendiquent leurs défunts, leurs mémoires et leurs luttes et qui ne perdent pas l'espérance, malgré les ennemis et les menaces, malgré la marginalisation de la part de l'État, malgré les adversités. Ils se sont organisés et se mettent en tête des actions alternatives à la recherche de la vérité et de la justice sociale dans le cadre du contexte post conflit, un long chemin à parcourir. Mais pour parvenir au bout du chemin, les actions collectives continuent et l'organisation paraît urgente. Ce mémoire a donc pour objectif d'approfondir l'analyse de ces formes de résistance afin de faire mémoire en ce moment historique.

---

<sup>11</sup> Centro Nacional de Memoria Histórica (CNMH) (2013), *¡Basta Ya! Colombia: Memoria de Guerra y Dignidad*. Resumen. Bogotá.

### *L'État :*

Les actions militaires des gouvernements durant ce conflit armé en Colombie ont été variées, ainsi que les recherches de solution au conflit par la voie pacifique. Il paraît certain que les actions contre les guérillas répondaient à un contexte politique et social durant des périodes spécifiques de la Colombie. Ainsi, durant les années 60 et 70, ce fut une lutte contre des idéologies, notamment le communisme. Cette lutte anticommuniste se répercuta également contre les mouvements sociaux et, plus généralement, contre toute opposition au régime. De ce fait, les gouvernements octroyèrent un grand pouvoir aux forces militaires afin d'assurer la " Sécurité Nationale " <sup>12</sup> du pays. C'est durant cette période que la Colombie connut les plus grandes violations de droits de l'Homme commises par l'État. Par le biais du *Front National* le gouvernement accorda l'autonomie aux forces militaires, ce qui donna lieu à des confusions entre les actions militaires et les actions politiques. Ces confusions menèrent ainsi à des contradictions entre la politique pacifiste du gouvernement de Belisario Betancur et les actions militaires visant à annihiler les guérillas. La note informative sur le conflit armé en Colombie publiée par le Centre de Mémoire Historique <sup>13</sup> évoque tel exemple :

*Es así como los primeros esfuerzos de contener la expansión guerrillera por la vía de la negociación y las reformas, en cabeza de Belisario Betancur, chocaron con el sabotaje de las élites políticas y económicas regionales que no admitían un escenario de competencia política con la izquierda.* <sup>14</sup>

D'un autre côté, les élites politiques et économiques régionales ont créé un lien avec les forces militaires, notamment grâce à la loi 48 de 1968 qui a autorisé la création d'autodéfenses civiles dans des zones de conflit. Ainsi, la force publique

---

<sup>12</sup> Les politiques de Sécurité Nationale répondaient l'appel de la Doctrine de Sécurité Nationale (DSN) proposé par les États Unis après la seconde guerre mondiale. Le liens militaires entre la Colombie et les États Unis se sont renforcer avec des accords militaires entre le deux pays. En 2009 le gouvernement d'Uribe Vélez a permis l'installation de 7 bases militaires afin de combattre les guérillas, ceci dans le cadre de son politique de *Sécurité Démocratique*.

<sup>13</sup> CNMH, Op.Cit., p.43.

<sup>14</sup> CNMH, Op.Cit., p. 45.

se dota d'armes et entraîna des civils afin de combattre les guérillas. On peut considérer ces initiatives comme les racines du para-militarisme.

À partir des années 80, ces forces déclarèrent la guerre aux mouvements sociaux de gauche. Dans les années 90, avec la nouvelle constitution en vigueur, le gouvernement du président Ernesto Samper (1994) a promu la figure de sécurité *Convivir*<sup>15</sup> ( annexe 1) soutenue par le Ministre de Défense, Fernando Botero Zea et le gouverneur d'Antioquia, Alvaro Uribe Vélez. En conséquence, les *Convivir* endossèrent une fonction de défense et d'appui aux forces publiques, tout en impliquant la société civile. Cette figure encouragea des actions de cruauté et de victimisation. Nous reviendrons plus tard en détail sur les mouvements paramilitaires.

Lorsque la violence atteignit son maximum de "tolérance publique", le président Pastrana (1998-2002) entama un dialogue pour mettre fin au conflit. Cette voie pacifique alimenta l'espoir du peuple colombien, mais souffrit de l'absence de soutien de l'élite économique et politique du pays. Le gouvernement négocia d'un côté avec les guérillas et de l'autre renforça les forces militaires suit à l'approbation du "Plan Colombia" soutenu par les États-Unis. Il s'agissait d'une guerre au milieu de négociations de paix. L'échec du processus de paix qui en découla conduisit à une acceptation de la sortie du conflit par la voie armée. Une nouvelle vague de massacres et d'assassinats sélectifs secouèrent ainsi de nouveau le pays.<sup>16</sup>

L'arrivée de la *Seguridad Democrática*, la principale politique du gouvernement d'Alvaro Uribe Vélez, exposa clairement l'objectif de détruire par la voie militaire l'ennemi identifié : les guérillas. Néanmoins, il proposa également une démobilisation négociée et pacifique avec les paramilitaires. Cette négociation fut fortement critiquée au vu de ses résultats, car elle accorda une large impunité aux

---

<sup>15</sup> Pour plus d'information sur la figure des *Convivir* voir L'article 42 du décret 356 de 1994 de la constitution colombienne de 1991.

<sup>16</sup> FORREST, Op.Cit., p. 138-153.

paramilitaires et n'exigea pas une reconnaissance des victimes du paramilitarisme<sup>17</sup>. Malgré cela, cette politique fut largement soutenue par le peuple et les élites. Cette stratégie militaire conduisit à une augmentation des forces armées de 215.000 hommes en 1998 à 445.000 en 2010.<sup>18</sup>

On peut noter que cette politique ne permit pas de régler les problématiques sociales et de faire cesser les violences. En critique de cette période, le CNMH observe que:

*Las medidas militares, además de ser insuficientes para el objetivo de ganar la guerra, habían llevado a crear condiciones propicias para la profundización de la fragmentación y polarización de la sociedad colombiana, que finalmente terminaron por fortalecer el predominio de las lógicas guerreras en desmedro de las salidas negociadas.*<sup>19</sup>

Enfin, en 2012, le gouvernement de Juan Manuel Santos entreprit des négociations avec les guérillas des FARC, afin de mettre fin au conflit par la voie pacifique. En octobre 2016, les deux parties signèrent des Accords de Paix mais ces derniers furent rejetés en octobre 2016 suite à un référendum. Ces accords furent néanmoins acceptés en décembre 2016 par le congrès de la République.

Désormais, la Colombie affronte un contexte de "post-accords" et, en février 2017, le gouvernement de Santos a débuté de nouveaux dialogues avec la dernière guérilla l'ELN, à Quito.

### ***Les para-militaires***

Les groupes para-militaires ont surgi au début des années 60, afin de défendre les possessions des grands et moyens propriétaires et entrepreneurs face aux extorsions, vols et enlèvements menés par les guérillas. Ces groupes ont puisé leur force et se sont étendus grâce aux politiques de "sécurité nationale" des

---

<sup>17</sup> *Ibid.* p.154-155.

<sup>18</sup> BORRERO A. (2010), *Monografía de las Fuerzas Militares y Policía*, Bogotá: Corporación Nuevo Arco Iris. En CNMH, Op. Cit., p. 179.

<sup>19</sup> CNMH, Op. Cit., p. 180.

gouvernements et par la loi 48 de 1986, qui fut en vigueur jusqu'en 1989. Par la suite, au travers des politiques d'État du gouvernement de Cesar Gaviria en 1991 : "la Estrategia Nacional contra la violencia", ces groupes trouvèrent de nouveau un soutien de l'État, qui se matérialisa par la création des *Convivir* en 1993. Ces derniers constituent des entités d'appui citoyen à la sécurité nationale. Ainsi, les forces armées exercèrent un contrôle total de la sécurité des propriétés de l'élite économique et politique. Ces derniers initièrent la création d'une armée privée autorisée par les lois. La problématique de ces groupes s'amplifia du fait de leur lien de plus en plus fort avec le narco-trafic. Le contrôle des zones de production de drogue accentua la violence entre paramilitaires et narco-trafiquants, au détriment des populations civiles.

Plus tard, entre 2003 et 2006, un groupe considérable de para-militaires se démobilisa dans le cadre des processus de Justice et Paix, encouragés par le gouvernement de l'ex-président Alvaro Uribe Vélez. Les résultats du processus de désarmement et de démobilisation des AUC (2002-2006) a abouti à : un total de démobilisés de 31.671 ; un total d'armes confisquées de 18.051, Grenades : 13.117, Munitions : 2.716.401, armes longues : 14.003, armes courtes : 2.782 et armes d' "accompagnement " : 1.266 <sup>20</sup>.

Néanmoins, on observe l'apparition aujourd'hui de nouveaux groupes armés illégaux qui se consolident au niveau rural et urbain (annexe 2). A ce sujet, le Centre National de Mémoire Historique (CNMH) de la Colombie explique les différences entre les deux principales périodes du para-militarisme en Colombie. Pour la période des AUC le CNMH explique que :

*Las AUC se conformaron a partir de las ACCU en un momento de fortaleza y expansión del paramilitarismo, con fuertes nexos e intereses compartidos con sectores del narcotráfico, conformación de alianzas diversas con algunos sectores del poder local o regional, con grados de colaboración o permisividad de agentes de la Fuerza Pública y estatales y mediante masivos*

<sup>20</sup> OFICINA DE ALTO COMISIONADO PARA LA PAZ (2006). En Comisión Nacional de Reconciliación y reparación (2006), *Il informe de la comisión nacional de reparación y reconciliación : La reintegración: logros en medio de rearmes y dificultades no resueltas* [En ligne] Consultable Sur : <<http://www.ideaspaz.org/tools/download/52283>>, p. 35.

*y graves ataques contra la población campesina en zonas de presencia histórica de la guerrilla.*<sup>21</sup>

Pour les nouvelles organisations, nommées “ Bacrim ” ou Bandes criminelles, le CNMH explique :

*En contraste, ahora entre los grupos emergentes referidos no hay un proyecto ni un sector hegemónico, predomina la disputa por territorios y rutas del narcotráfico, no se perfila un discurso político ni está prevista una ofensiva contra las guerrillas y pesa en la conciencia ciudadana, antes que cualquier justificación a su actuación, el horror por la revelación de la acción del paramilitarismo contra la población campesina.*<sup>22</sup>

Ainsi, les transformations des mécanismes d’actions des paramilitaires mirent en grand danger les politiques de paix comprises dans les accords de paix signés. Deux mois après la signature des accords et l’approbation de ces derniers par le congrès, les menaces contre des dirigeants et des leaders de mouvements sociaux augmentèrent. En 2016, malgré le cessez-le-feu définitif, plus de 116 leaders sociaux furent assassinés et l’on répertoria 51 cas d’assassinats, 130 menaces et 13 attentats contre des dirigeants de mouvements sociaux.<sup>23</sup>

De ce fait, les mouvements sociaux, les organisations de droits de l’Homme et des entités solidaires demandent une solution urgente pour protéger les constructeurs de paix en Colombie.

### **L’histoire des dialogues de paix en Colombie**

La Colombie a connu cinq épisodes de négociations avec les guérillas et un avec des groupes paramilitaires. En ce qui concerne les négociations avec les guérillas, un seul, avant celles de 2012-2016, s’est conclu par la démobilisation et la participation politique active des membres de la guérilla. Du côté des paramilitaires, une amnistie a été déclarée sans reconnaissance des victimes.

---

<sup>21</sup> CNMH (2015), *Rearmados y reintegrados : Panorama posacuerdos con las AUC*. Bogotá, p.204.

<sup>22</sup> *Ibid* p. 204.

<sup>23</sup> Chiffres de l’ Institut d’Études de Développement et de Paix: INDEPAZ (2017), *Venga esa mano por la paz !*, Communiqué de presse, [En ligne] consultable sur : <<http://www.indepaz.org.co/venga-esa-mano-por-la-paz/>>, [Consulté 17-02-2017].

Date	Acteurs	Caractéristiques
1982-1987	L'ex-Président de la République Belisario Betancur Cuartas et guérilla des FARC.	<p>Les dialogues entre le gouvernement de Betancur et les FARC se finirent par la signature d'un premier accord en 1984 : l'accord de la <i>Uribe</i>. Ils furent interrompus à cause des violences et du génocide de milliers de membres de l'Union Patriotique. En 1987 un affrontement entre la guérilla et la force armée nationale à Caqueta rompu définitivement le cessez-le-feu et les dialogues furent suspendus.</p> <p>Les accords de la <i>Uribe</i>, du nom de la municipalité du Meta où ils furent signés le 28 mai 1984 entre le gouvernement de Betancur et la guérilla des FARC-EP, conduisent à un cessez-le-feu réciproque et à une recherche d'une solution politique au conflit armé. Le gouvernement accepta ainsi les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Exécuter la loi 35 de 1982, ou loi d'amnistie.<sup>24</sup></li> <li>• Garantir et encourager la participation politique des FARC.</li> </ul> <p>Les FARC s'engagèrent de leur côté à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• accepter la loi d'amnistie</li> <li>• s'organiser économiquement, politiquement et socialement.</li> <li>• Cesser les enlèvements et les extorsions</li> </ul> <p>En 1985, le parti politique <i>Unión Patriótica</i> fut fondé, afin de garantir la participation des membres des FARC et de mettre en œuvre par la voie démocratique le programme politique de cette guérilla. À partir du</p>

<sup>24</sup> La loi d'amnistie est antécédente qui marque l'ouverture du régime politique après l'alignement du président Turbay à la politique de lutte anticommuniste menée par le président des États Unis Ronald Reagan.

		<p>moment de sa formation, ses membres furent poursuivis et assassinés. À partir de 1985 550 membres du parti furent tués, dont deux candidats aux présidentielles, 4 parlementaires et une cinquantaine d'élus.<sup>25</sup></p> <p>L'Union Patriotique représenta la première force politique en dehors du bipartisme élitiste colombien.</p>
1989-1990	<p>Gouvernement de l'ex-président Virgilio Varco et la guérilla du M-19.</p>	<p>Après de nombreuses réunions entre le gouvernement et le M-19, un accord fut signé afin de mettre fin aux actions belliqueuses du groupe de guérilla. Ainsi, la participation politique du groupe fut garantie et le groupe participa à la réforme constitutionnelle qui permit la création d'une force politique d'opposition. Le M-19 fut le premier groupe armé illégal à rendre les armes et à devenir une force politique représentative du peuple. De ce fait, les membres de ce groupe fondèrent le parti politique <i>Alianza Democrática M19</i>, que rejoindrons également des membres des groupes de guérilla Manuel Quintín Lame et l'EPL.</p> <p>Mais la persécution et les assassinats sélectifs ne se firent pas attendre et le 26 avril de 1990 le leader de ce parti, Carlos Pizarro, fut assassiné.</p>
1991-1992	<p>Gouvernement de l'ex-président Cesar Gaviria et la Coordinadora guerrillera Simón</p>	<p>Les dialogues commencèrent en 1991 au Venezuela et s'achevèrent au Mexique à cause d'un coup d'État perpétré sur le territoire vénézuélien. Les accords prirent fin suite à l'enlèvement de l'ex ministre Argelio Duran Quintero par l' EPL. Le ministre décéda d'une</p>

<sup>25</sup> MEDINA GALLEGOS C. (2009), *Conflicto armado y procesos de paz en Colombia: Memoria casos FARC-EP y ELN* en LACOMBE D. (SD), *La paix maintenant ? Une analyse du processus de paix colombien*. Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes OPALC. [En ligne] consultable sur : [https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/La%20paix%20maintenant\\_%20DL.pdf](https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf).

1998-2002	<p>Bolivar. (Un ensemble constitué de membres des guérillas des FARC, l' EPL et l' ELN.)</p> <p>Gouvernement de l'ex-president Andres Pastrana Arango et les FARC.</p>	<p>crise cardiaque durant sa captivité.</p> <p>Le gouvernement créa la "zona de despeje", une zone pour la paix et démilitarisée de 42.000 km carrés afin de favoriser les conditions de négociations. Les dialogues furent jugés comme douteux et le président reçut plusieurs critiques au sujet de ses méthodes jugées trop flexibles.</p> <p>La longueur de ce processus se caractérisa par le désintérêt des FARC et la faible préparation du gouvernement. De plus, sans cessez-le-feu préalable, les violences, les enlèvements et les attaques des guérillas mais aussi de groupes paramilitaires continuèrent à menacer la population.</p> <p>En 2002, ce processus prit fin à la suite de l'enlèvement de l'ex-congressiste Luis Eduardo Gehem. Cet événement marqua la fin de la dernière solution pacifique au conflit armé en Colombie avant 2012, où le président Juan Manuel Santos annonça le début de négociations et en 2016 la signature des accords de paix avec la guérilla des FARC. En 2017, le gouvernement débuta des dialogues avec la dernière guérilla : l'ELN.</p>
-----------	--	---

Tableau de l'auteur.

### *Les accords de paix en Colombie de 2012-2016 : un avant dernier essai pour la paix ?*

Les précédents dialogues de paix avec les guérillas servirent de leçons au gouvernement pour bien entamer les nouveaux dialogues en 2012. Ainsi, la décision d'installer les commissions des dialogues à l'étranger est la conséquence des dialogues au Caguan qui déchaînèrent de nombreuses critiques et difficultés du fait de la démilitarisation de cette zone. D'autre part, l'instauration d'un cessez-le-feu bilatéral permit à la population civile d'être plus en sécurité et ne permit pas à la guérilla de se renforcer militairement comme ce fut le cas au Caguan.

Le 4 septembre 2012, le président de la République annonça donc le commencement des dialogues de paix avec les FARC à Oslo et puis à la Havane<sup>26</sup>. Lors d'une conférence de presse, le président précisa le seul objectif des dialogues : la fin du conflit. De plus, il spécifia les trois " normes " guidant les processus de paix :

1. Aprender de los errores y aciertos del pasado para no crear falsas expectativas
2. Lograr efectivamente el fin del conflicto y no su prolongación
3. No ceder un solo milimetro del territorio nacional.

Il annonça également que el *Acuerdo general para la terminación del conflicto*<sup>27</sup> (l'accord général pour la fin du conflit) était le résultat de 6 mois de rapprochement direct avec la guérilla des FARC et de 18 mois de travail préparatoire pour parvenir à ces accords. Parallèlement, le président annonça les trois phases des dialogues. La première consistait en une phase exploratoire dont le résultat fut un document notifiant l'*Agenda de Paz*. La deuxième phase fut réalisée à Oslo puis à la Havane et a abouti à une première version de l'*Accord final pour la fin du conflit*. Cette deuxième phase s'est terminée en novembre 2016. La troisième phase de

---

<sup>26</sup> Allocution présidentielle du 4 septembre 2012, consultable en ligne : <<https://www.youtube.com/watch?v=6GKFKen0mi8>>, [consulté 20 mai 2017].

<sup>27</sup> PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA (2016), *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*. Bogotá, Colombie, consultable sur : <<https://www.mesadeconversaciones.com.co/sites/default/files/24-1480106030.11480106030.2016nuevoacuerdofinal-1480106030.pdf>>.

l'implémentation, est au jour d'aujourd'hui toujours en cours.

Concernant l'agenda proposé par l'État et la guérilla des FARC, elle fixe 5 thèmes de discussion :

- La politique agraire.
- La participation politique
- Fin du conflit armé
- Le trafic de drogue
- La réparation aux victimes

### *Agenda pour la paix*

#### *La Politique Agraire*

Ce point de l'agenda englobe l'accès et l'usage de la terre, la formalisation de la propriété privée et la protection de zones de réserves paysannes. Ces discussions prirent part au sein d'un débat plus large sur le développement social : la santé, l'éducation, le logement et l'éradication de la pauvreté. Il apparaît en effet que la non-conformité et les inégalités présentes dans ces derniers facteurs ont facilité la persistance de la violence et du conflit armé en Colombie. De ce fait, cet axe cherche à induire un changement de la structure des politiques agraires et rurales en Colombie.

Le document final<sup>28</sup> rendu par le gouvernement et la guérilla des FARC en novembre 2016, présenta les principes sur lesquels, la *Reforma rural integral RRI* (Réforme Rurale Global) devrait se mettre en œuvre. On peut notamment citer les points suivants:

- **Transformation structurelle** : transformation de la réalité rurale fondée sur l'égalité et la démocratie, une répartition plus équitable des richesses dans

---

<sup>28</sup> PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA, Op. Cit.

tout le territoire colombien <sup>29</sup>

- **Développement global agraire:** cherche à promouvoir l'activité commerciale et entrepreneuriale, tout en protégeant l'économie paysanne et familiale.
- **Régularisation de la propriété privée :** la réforme devra favoriser le droit institutionnel de la propriété privée et lutter contre l'illégalité de possession de terrains. Elle garantira la légitimité des propriétaires. <sup>30</sup>

De ce fait, pour respecter les principes annoncés, l'État garantit : une aide financière d'achat de terrains, un crédit spécial d'achat de terrain et la création de nouvelles lois afin d'inciter l'investissement agricole.

Le document propose diverses initiatives afin de structurer les territoires ruraux en Colombie, avec d'un côté, une dotation de terres plus équilibrée et mieux organisée. C'est ainsi un point clef des différentes réformes agraires des gouvernements précédents que ces derniers n'ont pas pu résoudre. Ce sujet concentre en effet des problèmes historiques, économiques et sociaux de fond, qu'une réforme agraire peut difficilement résoudre. On peut ainsi prendre l'exemple de terres qui ont été illégalement occupées pour cultiver la coca ou pour promouvoir la monoculture d'huile de palme. De ce fait, le phénomène paramilitaire doit aussi être discuté sur ce point, puisque ce sont des milices illégales qui ont été créés dans le but de protéger ces propriétés. En conséquence, le problème de la terre est un sujet transversal des accords et sans solution adéquate la Colombie ne pourra pas repenser la paix définitive.

D'un autre côté, le document propose aussi les *Programas con Enfoques Territoriales* (PEDT). Cette proposition regroupe des accords financiers pour des programmes qui promeuvent de nouvelles formes de production dans le champ des nouvelles technologies et de projets innovateurs. Ce programme devra rapprocher les paysans de ces nouvelles connaissances et les doter de nouvelles

---

<sup>29</sup> Mots du président Santos dans l'allocution présidentielle du 4 septembre, Op. Cit.

<sup>30</sup> PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA, Op. Cit., p. 12.

technologies. Ce point comporte des défis multiples : du type culturel, il doit prendre en compte les nécessités sociales et économiques, mais aussi culturelles de chaque région. On peut prendre pour exemple les exigences des communautés sur le respect de la terre et des pratiques rituelles et traditionnelles réalisées dans les travaux du champ. Il existe également des défis sociaux en lien avec l'autonomie, puisque les lois jusque-là en vigueur offrent une grande liberté aux entreprises commerçantes pour qu'elles fixent les conditions de vente de semences. Cette liberté a déjà causé des désastres économiques pour les petits producteurs qui se retrouvent à la merci des entreprises qui vendent les graines "Certifiées" et ont ainsi un monopole des semences.<sup>31</sup>

Pour dépasser ces défis, l'Accord propose une participation active de la société et la création de plans d'action qui permettent de prendre en compte les particularités de chaque territoire. Il est aussi important d'éclaircir les formes dans lesquelles lesdits programmes seront réalisés. Ces derniers comportent toujours beaucoup de vides et ce sera un processus long et exhaustif dans lequel l'engagement du gouvernement et des citoyens permettra, ou non, la réussite du plan d'action<sup>32</sup>.

Finalement, il est clair que ce point est très sensible, car il touche au secteur agroalimentaire de la Colombie, où les paysans et indigènes sont vulnérables au niveau économique, mais aussi au niveau territorial, car leurs terres ont été une cible constante des acteurs armés illégaux. Le chapitre 2 sera dédié à présenter les principales problématiques et les mobilisations, actions et propositions faites par les mouvements sociaux colombiens en faveur du changement du système économique. Ce changement vise à offrir une véritable solution au conflit social en Colombie. De ce fait, il est indispensable de reconnaître les exigences des mouvements sociaux et, par conséquent les enjeux des accords de paix à ce sujet.

---

<sup>31</sup> GARCÍA F., ESCOBAR ROLDÁN et CASAÑAS (2013), " Voces del debate del documental 970 ", *El Espectador*, 1 septembre, [En ligne] consultable sur :<<http://www.elespectador.com/noticias/medio-ambiente/voces-del-debate-del-documental-970-articulo-443599>>.

<sup>32</sup> ARISTIZABAL E., DIARTT K., GARCÍA P., et al. (2016), *Oportunidades y desafíos. Análisis desde el Caribe colombiano, de los puntos de la agenda que componen el acuerdo general para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, Barranquilla : Universidad del Norte, p. 6.

### *La participation politique*

La naissance des guérillas en Colombie a répondu à un moment historique en Colombie où le bipartisme noyait la démocratie. C'était un moment où la violence politique commandait chaque région du pays. Face à l'absence d'espace politique entre les deux forces politiques les plus puissantes, la conservatrice et la libérale, un groupe de paysans et de citoyens ont décidé de prendre les armes et de constituer une opposition. Aujourd'hui, 53 ans après, l'exigence de garanties et de protection pour les mouvements politiques d'opposition est essentielle. Car il s'agit de la base pour enclencher un vrai changement démocratique en Colombie.

De ce fait, ce point signale les “ *revisiones y los ajustes institucionales necesarios que conduzcan a una plena participación política y ciudadana de todos los sectores políticos y sociales, y de esa manera, hacer frente a los retos de la construcción de la paz.* ”<sup>33</sup> Pour commencer, le document fait une distinction entre les actions d'opposition du peuple et des mouvements sociaux et l'opposition directe de partis politiques afin d'exprimer les diverses propositions dans chaque secteur.

Ce n'est pas la première fois qu'en Colombie on discute sur l'apport politique potentiel d'ex-membres des groupes subversifs. En 1985, la fondation du parti politique l'*Union Patriotique (UP)* marqua le commencement d'une proposition politique de gauche légitime et institutionnelle, d'une action politique alternative. Mais les leaders et les membres de ce parti furent presque tous assassinés. Un génocide politique qui marque aujourd'hui encore l'histoire du pays. Au sujet Urrego Mesa exprime :

*[...] ante el crecimiento de esta alternativa política los sectores más recalcitrantes de la oligarquía colombiana adoptaron la estrategia del genocidio de los dirigentes, militantes y simpatizantes de la U. P. que dio como resultado el homicidio de dos candidatos a la Presidencia de la República, Jaime Pardo Leal y Bernardo Jaramillo, 7 congresistas, 13 diputados, 11 alcaldes, 70 concejales, un sinnúmero de dirigentes militantes de base que podrían pasar de 3.000 personas.*<sup>34</sup>

<sup>33</sup> PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA, Op. Cit., p. 37.

<sup>34</sup> URREGO A. (2004), “El genocidio de la U.P”, *El Tiempo*, [En ligne] consultable sur :

Par conséquent, la discussion devait porter sur les garanties de protection dans le cadre du libre exercice de l'opposition politique. En ce sens, le gouvernement s'engagea à créer un *Système Intégral de Sécurité pour l'Exercice de la Politique* (SISEP). Par ce biais, il s'attend à ce que le SISEP soit un élément pédagogique pour promouvoir la culture et le respect de la différence politique, pour ainsi éviter des risques de stigmatisation et de persécution à cause d'idéaux politiques. De même, le SISEP devrait fortifier les processus et les systèmes de recherche et de justice pour inculper dûment ceux qui s'attaquent aux acteurs politiques et garantir la protection de ceux qui sont menacés.

De cette façon, et grâce au nouveau Système, les mesures de sécurité pour ces partis et mouvements d'opposition au gouvernement disposeraient d'un espace garanti à l'intérieur des dynamiques politiques du pays. Ils compteront sur la création de médias nationaux et locaux que leur permettront de divulguer leurs actions et leurs idéaux politiques.

Néanmoins, ce point de l'agenda compte sur l'active participation des citoyens, et pour cette raison l'un de ses plus grands défis se trouve dans le changement de la culture politique des citoyens. Cette culture est largement entachée par la corruption, le clientélisme, l'inaccomplissement des promesses du gouvernement et les menaces envers les acteurs politiques actifs en Colombie. Les citoyens ont peu confiance dans la politique du pays. Il est donc nécessaire de mettre en application une pédagogie pour promouvoir le respect et la tolérance envers l'opposition politique afin que cette dernière soit entendue et diffusée par les médias privés du pays. Ces derniers ont la grande responsabilité d'informer au travers de contenus transparents et véridiques.

### ***La fin du conflit***

Les accords sur le *Cese al Fuego y de Hostilidades Bilateral y Definitivo (CFHBD)*" (le Cessez-le-feu définitif et la remise des armes). Visent à en finir définitivement avec les actions de guerre et les affrontements entre les forces militaires de l'État et les FARC. Le document final présente les engagements des

---

<<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1547221>>.

guérillas et de l'État pour atteindre cet objectif :

#### Compromis pour la Guérilla

- Rendre l'information pertinente sur le nombre de ses membres de ses fronts.
- Rendre les armes
- Retour à la vie civile.

#### Compromis pour l'État

- Donner des informations sur des faits demandés par les institutions compétentes.
- Mise à disposition de terrains pour le CFHBD.
- Communication nationale et internationale du CFHBD.
- Organisation et maintenance des "Zonas Veredales Transitorias de Normalización (ZVTN)" (annexes 3)
- Construction de 3 monuments faits à partir des armes rendues, ces monuments feront hommage à la paix et aux victimes du conflit et seront placés au siège des Nations Unies, à la Havane et en Colombie.

Dans ce point de l'Agenda, le document décrit les garanties proposées par l'État dans la création du nouveau parti politique des FARC. En premier lieu, l'État s'engage à promouvoir, soutenir et financer le parti. Il s'engage aussi à assurer la diffusion de son programme idéologique et politique. En deuxième lieu, les candidats seront adhérents au *Sistema Integral de Seguridad para el Ejercicio de la Política*.

De ce fait, ce point développe tous les pas à suivre depuis le jour " J " de l'abandon des armes qui ouvrent la voie à l'entrée dans la vie civile des guérilleros. Tout cela comprend des efforts de la part de membres de la guérilla, de l'État, de la commission internationale et des citoyens et d'interpreneurs. Un des moments les plus difficiles sera de trouver un emploi digne aux guérilleros et

de les faire co-habiter avec une communauté.

### ***Le trafic de drogues***

Le point numéro quatre de l'Agenda approfondit la problématique qui a frappé les villes les plus pauvres de la Colombie, où une plante a permis de surmonter les carences que l'État n'a jamais su résoudre. Mais derrière la plante, la violence et la tragédie sont arrivées. Les groupes de para-militaires et les guérillas se sont disputé les plantations de Coca, tuant pour susciter la peur parmi les paysans. La population a connu des infamies et de nombreux massacres au nom de ces disputes. Au Catatumbo, au Putumayo, au Cauca, au Meta, au Caqueta, au Guaviare et à l'Antioquia. Ce point est donc un de plus délicat, et des plus difficiles, pour trouver un accord car il s'agit d'un facteur où des multiples acteurs armés sont impliqués.

En conséquence, les accords proposent la *substitution de cultures illicites*, afin de contribuer à la récupération environnementale avec l'aide des paysans et les communautés rurales. Dans ce cadre, le document présente le nouveau *Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos de Uso Ilícito* (PNIS) . Le programme cherche à promouvoir l'active participation des communautés dans le processus de prise de décisions et dans la recherche de solutions. Les membres des FARC auront aussi l'opportunité d'y participer une fois retournés à la vie civile.

Ledit programme se propose de prendre en compte le contexte culturel, social et économique de chaque territoire, spécifiquement pour les territoires dont la population est indigène ou afro-colombienne. Le PNIS sera inscrit au cadre de la RRI et du plan d'organisation territoriale. De plus, il cherchera la réduction des niveaux de pauvreté, de violence et d'inégalité en dotant pour cela les communautés locales des nouveaux outils de travail et d'opportunités pour inciter les paysans à abandonner les cultures illicites.

Le PNIS cherchera également des solutions au problème de consommation de drogues. Il mettra ainsi en place un *Système de l'Attention au Consommateur des*

*Drogues Illicites.* Il mènera des actions pédagogiques et de sensibilisation. Concernant les groupes organisés autour des trafics de drogues, l'État s'engage à intensifier sa lutte contre le crime organisé en désarticulant les bandes criminelles et en proposant une politique anti-criminelle.

Les défis du plan d'action à ce sujet sont, d'une part, la nécessité du gouvernement d'appuyer efficacement les paysans qui décident de substituer leurs cultures du Coca pour d'autres cultures. D'autre part, il est nécessaire pour l'État de contribuer à ce que la production des nouveaux produits soit rentable et de favoriser l'achat de produits locaux. De ce fait, des politiques locales doivent stimuler les habitants à acheter des produits de sa région. Ce besoin d'encourager une consommation nationale demande néanmoins une révision de l'actuel système économique, régit par des accords internationaux.

Un de grands défis reste la lutte contre les autres groupes insurgés qui ont fait du trafic de stupéfiants une affaire très lucrative pour leurs membres. Il est donc nécessaire de combattre ces groupes paramilitaires et les petites guérillas ou groupes armés qui mettent en danger non seulement les habitants et les cultivateurs, mais aussi le Plan de substitution.

#### ***La réparation aux victimes – loi de victimes et recherche de la vérité***

Ce point de l'accord cherche à offrir une réparation aux victimes du conflit armé, en reconnaissant leurs droits et en éclaircissant la vérité. L'État s'engage à la sécurité et la vie des victimes et à empêcher une répétition des massacres. Dans ce cadre, la création d'institutions de contrôle sont indispensables et par conséquent l'État en propose trois : *Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición; Unidad Especial para la Búsqueda de Personas dadas por Desaparecidas en el contexto y en razón del conflicto* et la *Jurisdicción Especial para la Paz y las medidas específicas de reparación*. Ces trois entités géreront les processus de paix et de réconciliation post-conflit. Ceux-ci s'inscrivent dans le cadre de la *Justice transitionnelle*.

## Justice transitionnelle<sup>35</sup>

D'après la Constitution les membres des guérillas pourraient bénéficier de l'*amnistie* ou de remises de peine (*indulto*) comme dans le cas de la démobilisation du M19. Cette proposition est transcrite dans le cadre de la *Justice Transitionnelle*<sup>36</sup>. À ce sujet le président Juan Manuel Santos a déclaré devant l'assemblée générale de l'ONU :

*Adoptamos una estrategia integral de justicia transicional que atiende los principios de verdad, justicia, reparación y no repetición, que esperamos nos permita hacer el tránsito a la paz. Podemos decir que hemos sido pioneros en la implementación de medidas de justicia transicional en medio del conflicto, poniendo en un lugar prioritario la satisfacción de los derechos de las víctimas.*<sup>37</sup>

De ce fait, la *Justice transitionnelle* cherche à garantir aux victimes des réparations et la vérité. Mais ce point de l'agenda a entraîné de multiples critiques, tel que l'explique Lecombe :

*La gauche colombienne a critiqué le fait que la priorisation des enquêtes mène à dispenser les agents de l'État (policiers et militaires) responsables de graves violations des droits de l'homme d'être jugés. La droite et notamment la frange uribiste radicale, opposée à tout processus de paix avec la guérilla des FARC, a dénoncé de son côté la possibilité de gracier ou d'amnistier des combattants*

<sup>35</sup> Felipe Arango García définit la *Justice transitionnelle* pour le cas de la Colombie, ainsi: " tentative de lutte frontale contre le conflit lui-même, via les réparations aux victimes et les poursuites pénales à l'encontre des responsables des violations des droits de l'homme, elle vise également à mettre en place la coopération des anciens membres des groupes armés illégaux avec la justice, afin de démanteler les structures criminelles encore existantes et de démêler le vaste réseau d'alliances tissées entre les acteurs illégaux et certains représentants de l'État (anciens parlementaires, élus locaux, membres de la police et de l'armée). Parallèlement, ce sont les trois pierres angulaires du processus de transition actuel, à savoir la vérité, la justice et la réparation, qui devront constituer les fondements du nouvel État de droit à l'issue du conflit. ". ARANGO GARCÍA (2013), " Le processus de justice transitionnelle en Colombie ", *Critique internationale*, N° 58, pp. 117-132.

<sup>36</sup> Ce cadre de la justice transitionnelle a été utilisé dans le processus de paix avec les paramilitaires, négociée en 2003 par le gouvernement d'Alvaro Uribe Vélez. Qui donne lieu à un procès de justice extraordinaire nommé de *loi Justice et paix*, les chefs paramilitaires soupçonnés de crimes contre l'Humanité ont bénéficié, ainsi de peines de 5 à 8 ans de prison, contre la promesse de révéler la vérité des violences commises. Au sujet de la *Loi de Justice et paix* Arango Garcia explique : " La Loi « Justice et Paix » a été conçue afin de faciliter la démobilisation et la réintégration, collective et individuelle, des combattants des groupes armés illégaux, même si le nombre de guérilleros concernés est en l'occurrence bien moindre que celui des paramilitaires. Il s'agit d'un instrument complexe qui prétend favoriser le jugement de crimes contre l'humanité, la réparation des victimes touchées par la violence politique et la réconciliation entre tous les acteurs impliqués dans le conflit armé. ", *Ibid.*

<sup>37</sup> Extrait du discours du président Santos du 24 septembre 2013 devant l'assemblée générale de l'ONU à New York. Disponible sur : <[http://wsp.presidencia.gov.co/Prensa/2013/Septiembre/Paginas/20130924\\_08-Palabras-Presidente-Santos.aspx](http://wsp.presidencia.gov.co/Prensa/2013/Septiembre/Paginas/20130924_08-Palabras-Presidente-Santos.aspx)>.

« terroristes »<sup>38</sup>

De sa part, Santos affirme :

*Y quiero ser claro: NO habrá impunidad por crímenes de lesa humanidad y crímenes de guerra cometidos de manera sistemática. Por el contrario, esta es la primera vez que Colombia se toma en serio la obligación de lucha contra la impunidad por los hechos cometidos en el conflicto armado. No se trata entonces de sacrificar la justicia para lograr la paz, sino de cómo lograr la paz con un máximo de justicia. Lo digo con total convicción.*<sup>39</sup>

Néanmoins, le congrès a accepté la totalité des accords et est disposé à mettre en œuvre les décrets nécessaires pour l'application de ce point de l'agenda. Le 28 décembre 2016, le congrès a approuvé la *Loi d'amnistie* pour les membres des FARC qui rendent les armes dans le cadre de la démobilisation des accords signés. La loi comprend également un traitement spécial pour les agents de l'État ayant commis des crimes durant le conflit armé.

**LA JURIDICTION SPÉCIALE POUR LA PAIX. (JEP)** : La création du JEP, dans le cadre de réparation aux victimes, aura pour objectifs d'enquêter, de clarifier, de poursuivre, de juger et de sanctionner les graves violations aux droits de l'Homme commises durant la période de guerre<sup>40</sup>.

**LA COMISIÓN PARA EL ESCLARECIMIENTO DE LA VERDAD, LA CONVIVENCIA Y LA NO REPETICIÓN** : a pour but de reconnaître les victimes du conflit armé, de promouvoir le respect et la tolérance dans le processus d'intégration pour assurer la non-répétition. Elle visera notamment à réunir les récits de la guerre et ainsi à construire un processus de mémoire historique pour comprendre les causes du conflit.<sup>41</sup>

**LA UNIDAD ESPECIAL PARA LA BÚSQUEDA DE PERSONAS DADAS POR**

---

<sup>38</sup> LECOMBE, Op. Cit.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> OFICINA DE ALTO COMISIONADO PARA LA PAZ, Site web officiel : <http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/Documents/informes-especiales/abc-del-proceso-de-paz/abc-jurisdiccion-especial-paz.html>.

<sup>41</sup> ARISTIZABAL, DIARTT, GARCÍA et al, Op. Cit., p. 69-71.

*DESAPARECIDAS* : devra contribuer, diriger et coordonner le processus de recherche et d'identification des personnes disparues, et dans le cas de personnes décédées de remettre les restes à leurs familles tout en respectant les différences ethniques et culturelles.

La réparation des victimes était un point central des accords de paix. La guerre a été longue et ses conséquences terribles. La réparation doit envisager la Non-répétition, la vérité, mais aussi des outils pour revendiquer leur mémoire. L'État doit donc permettre de faire connaître aux colombiens les différentes luttes pour lesquelles les victimes se sont battues. Cette mesure vise à obtenir une reconnaissance de ces morts. L'implication du peuple colombien dans la construction de la paix est indispensable, mais pour bien comprendre et accomplir cette tâche il est nécessaire de bien comprendre la guerre.

### *Les défis dans l'étape des post-accords*

Concernant le défi socio-culturel, ce dernier implique une réflexion de fond pour ne pas générer de rupture, ni de transgression, des pratiques culturelles des populations, comme le signale l'analyse proposée par l'Universidad del Norte:

*Este propósito, establecido en el mismo acuerdo, debe partir del reconocimiento de los campesinos como sujetos de derechos y de reconocimiento diferencial, a partir de una caracterización que de cuenta de su complejo ethos cultural y social, así como de la coexistencia entre identidades campesinas y étnicas (por ejemplo, identidades afrocampesinas). Dicha caracterización no debe terminar limitada al reconocimiento único y exclusivo de su relación económica y productiva con la tierra como "trabajadores con vocación agraria".<sup>42</sup>*

Ainsi, les représentants du gouvernement et les communautés doivent générer des dialogues interculturels qui permettent un meilleur développement de la création et le bon déroulement du processus du plan d'action des Accords signés.

On note enfin la difficulté pour faire aboutir les propositions de changements de la politique publique établies au sein des Accords. Aristizabal, Dialtt et García

---

<sup>42</sup> ARISTIZABAL, DIARTT, GARCÍA et al, Op. Cit., p. 14.

insistent:

*Los acuerdos abren una brecha de esperanza y un renovado interés por resolver los problemas estructurales del campo en Colombia: incorporan elementos novedosos a una política de reforma rural en Colombia, por demás necesaria, y con ello cumplen una de las demandas históricas que ha hecho las FARC-EP desde su surgimiento. Sin embargo, aun no se ve la forma en que se cambie sustancialmente el enfoque bajo el cual se comprenden las diversas relaciones entre el territorio y sus habitantes, lo que pone en riesgo la posibilidad de que sea realmente aprovechada una oportunidad única para consolidar una real transformación del campo colombiano.<sup>43</sup>*

Pour conclure, on observe que les propositions établies par les Accords vont contre le système économique néolibéral, comme l'exigeait la guérilla des FARC, mais que ce modèle ne semble pas être remis en cause par le gouvernement. Cela explique les réactions des mouvements sociaux qui, ces dernières années, ont convoqué de grandes mobilisations nationales contre ce système. Ils exigent une active participation au sein de la société pour le développement des Accords. Le chapitre 2 nous permettra de comprendre les actions menées par les mouvements sociaux en Colombie et leur proposition de participation à la Table Sociale pour la Paix.

---

<sup>43</sup> *Ibid*, p. 14.

## **Chapitre 2 : Les mouvements sociaux en Colombie.**

## Un seul tissu de lutte : l'unification des mouvements sociaux en Colombie.

Le premier chapitre nous a permis de décrire les racines du conflit armé en Colombie, nous avons également découvert l'importance de mentionner le conflit social et ses répercussions dans l'histoire de la Colombie. Ainsi, nous avons présenté les solutions proposées par certains des gouvernements pour arriver à la fin du conflit armé et les résultats de ces actions, tout en expliquant les erreurs, les réussites et les apprentissages que ceux-ci ont laissés pour les accords récents avec les FARC à la Havane et avec l'ELN à Quito. Le chemin vers la paix est encore long, les séquelles et les blessures sont très récentes et les défis sont incalculables, mais malgré cela, la paix est en construction. C'est par ce processus que les citoyens se saisissent de la parole pour clamer : ¡ Basta ya !

Ce deuxième chapitre sera donc dédié à ce chemin de paix, construit " par le bas ", par ceux qui ont vécu et qui vivent encore la violence constante, la pauvreté et l'inégalité du pays. Il s'agit ainsi de retracer le parcours des actions collectives qui ont marqué une nouvelle étape dans la participation citoyenne aux accords de paix et de mettre en évidence le rôle des mouvements sociaux de la Colombie dans la réflexion critique du pays dans le cadre du post-conflit.

Tout d'abord, nous reviendrons sur la définition de Mouvements Sociaux proposée par Archila pour qui ces derniers sont " des actions sociales collectives permanentes, orientées à faire face aux conditions d'inégalité, d'exclusion ou d'injustice, et qui tendent à avoir une grande qualité de proposition dans des contextes d'espace - temporel déterminés "44. Ainsi, les mouvements sociaux ont une double fonction dans la société, celle de la confrontation au système global45

---

<sup>44</sup> ARCHILA M. (2008), " Sobre los movimientos sociales en la historia ", *Historia Crítica*, Bogotá : Universidad de los Andes, [En ligne] consultable sur : <<https://historiacritica.uniandes.edu.co/view.php/274/1.php>>.

<sup>45</sup> À ce sujet Florez-Florez explique : " Al irrumpir la globalización como categoría de análisis, vinculada a la crisis de la modernidad, el estudio de los movimientos [sociales] gana todavía más complejidad. Éstos son redefinidos como actores que, valiéndose de los procesos de globalización, resisten a los perjuicios que trae consigo la crisis de la modernidad. De ahí que, actualmente, hablemos de *actores críticos de la modernidad globalizada*". l'auteure place ainsi, la définition de Mouvements Sociaux de l'Amérique Latine dans le cadre du regard Decolonial. Florez-Florez Juliana, *Lectura no eurocéntrica de los movimientos sociales latinoamericanos. Las claves analíticas del proyecto modernidad/colonialidad*. En CASTRO-GÓMEZ et GROSFUGUEL (2007), *El giro decolonial*:

et celle de promouvoir de nouvelles propositions " antiglobalisation ". Cette double fonction, où les Mouvements sont appelés à créer de nouvelles alternatives, suppose un "déplacement" de l'État et des partis politiques de leur " rôle privilégié dans l'orientation de l'action sociale "46. Ces alternatives ont un " potentiel émancipateur "47 selon Boaventura Santos, qui vise la consigne : "Un autre monde est nécessaire, ensemble il devient possible "48.

Concernant l'analyse du sujet, deux aspects théoriques se sont approchés de l'étude des Mouvements sociaux en Amérique latine. D'un côté, l'approche structuraliste dont les perspectives les plus travaillées sont : la théorie d'opportunités politiques, l'élection rationnelle, la structure d'opportunités politiques (EOP), la dimension identitaire ou la théorie des cadres interprétatifs. Cesdites théories ont permis de connecter les actions sociales des mouvements sociaux directement avec la politique institutionnelle et elles agissent en priorité depuis le regard des sciences sociales. D'un autre côté, l'aspect interdisciplinaire, dont l'approche la plus représentative est la théorie des nouveaux mouvements sociaux et du point de vue décolonial, qui invite à porter un regard depuis l'intérieur<sup>49</sup> pour une critique du contexte et de l'histoire latino-américaine<sup>50</sup>.

Aussi, dans cette définition et à cause du contexte colombien qui a immergé après un conflit armé de plus de 50 années<sup>51</sup>, il est pertinent de voir la position d'Archila

---

*reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores; Universidad Central : Instituto de Estudios Sociales Contemporáneos et Universidad Javeriana : Instituto Pensar.

<sup>46</sup> *Ibid.* p. 243.

<sup>47</sup> SANTOS BOAVENTURA DE SOUSA (2016), *Epistémologies du Sud : mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris : Desclée de Brouwer, (Laville, Jean-Louis, trad.).

<sup>48</sup> Consigne du Forum Social Mondial.

<sup>49</sup> La théorie de la de-colonisation invite à faire un approche depuis les savoirs propres de l'Amérique Latine, pour donner la place aux connaissances subalternes et qui ont été déplacées par les pratiques hégémoniques occidentales. Ainsi la théorie de-coloniale inclut un " ré-penser " du pouvoir, du savoir et de l'être.

<sup>50</sup> CAPERA J. (2016), *Prácticas, discursos y resistencias de los movimientos sociales en el contexto Colombiano*. [En ligne] consultable sur : <[https://www.researchgate.net/publication/294258662\\_Practicas\\_discursos\\_y\\_resistencias\\_de\\_los\\_movimientos\\_sociales\\_en\\_el\\_contexto\\_Colombiano](https://www.researchgate.net/publication/294258662_Practicas_discursos_y_resistencias_de_los_movimientos_sociales_en_el_contexto_Colombiano)>.

<sup>51</sup> À la suite de la guerre en Colombie, les actions collectives des mouvements sociaux ont été parfois liées aux guérillas armées et cela justifiait les attaques de la force publique contre les manifestations et aussi cela a justifié la persécution et le meurtre des leaders sociaux de la part des bandes criminelles et des groupes paramilitaires.

sur les actions violentes. Ce dernier ne les inclut pas dans la catégorie d'action sociale et ressort l'idée du sociologue Alain Touraine pour qui : "*los movimientos sociales se inscriben en la dinámica civilista de construcción de democracia y no de imposición por la fuerza*"<sup>52</sup> De ce fait Archila précise : "*habrá movimiento social mientras se mantenga esa dinámica civilista y se busque la autonomía ante los actores violentos (como también ante el Estado y el sistema político en general), aunque algunos de ellos participen en la gestación y conducción de la lucha social.*"<sup>53</sup> Ainsi, la voie pacifique et l'autonomie doit être la base des actions collectives des Mouvements.

Mais cette autonomie ne signifie pas un détachement ou une négation complète de formes des politiques institutionnelles. Ainsi, je suis d'accord avec Archila quand il affirme que "*La autonomía no consiste en prescindir del contradictor, por antagónico que sea, excluyéndoselo, sino en entrar en el terreno de conflicto con criterios propios y obrar en consecuencia.*"<sup>54</sup> C'est pourquoi l'évolution des Mouvements Sociaux en l'Amérique Latine vise à une meilleure communication entre acteurs et entités politiques institutionnelles afin que chacun puisse y trouver une place méritée.

## **Résistances citoyennes en Colombie**

La littérature sur les mouvements sociaux en Colombie est peu volumineuse comparée à celle d'autres pays latino-américains où les luttes sociales ont débouché sur des changements institutionnels et politiques importants. On peut nommer pour exemple les cas de la Bolivie, du Chili, de l'Équateur ou bien encore du Brésil. Cependant, les réflexions à ce sujet en Colombie sont d'une énorme importance pour comprendre les actions collectives dans le contexte de ce pays. La discussion sur les mouvements sociaux en Colombie porte sur diverses nuances qui répondent aussi à la diversité des mouvements. De ce fait, des sujets comme l'identité, l'ethnicité, les relations démocratiques, et les liens de ceux-ci

---

<sup>52</sup> TOURAINE A. (1989), *América Latina : política y sociedad*. Madrid : Espasa-Calpe. En ARCHILA M. Op.Cit.

<sup>53</sup> ARCHILA, Op. Cit.

<sup>54</sup> *Ibid.*

avec le sujet de la distribution terre, sont directement liés à l'analyse des mouvements sociaux colombiens.

Ainsi, nous pouvons remémorer les actions collectives de grandes et petites dimensions qui ont donné forme à l'histoire des Mouvements. On peut citer la " Mutinerie du pain " en 1875, ou la grève des travailleurs du sucrier Riopaila, ou bien encore depuis 1976, la éternelle lutte des peuples indigènes et afro-colombiens pour la reconnaissance de la multiculturalité et de la pluriethnicité en Colombie. L'histoire de la Colombie a également été traversée par de très grandes grèves d'étudiants, d'ouvriers et de paysans. Plusieurs se sont terminées par des tragédies en raison de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Les luttes et actions de résistance de la part des acteurs sociaux ont été nombreuses. Cependant, le manque de continuité et d'organisation a amené quelques intellectuels à contredire la notion de Mouvement Social en Colombie. Comme nous le mentionnons déjà dans des paragraphes antérieurs, la notion de Mouvements Sociaux donnée par le Colombien Mauricio Archila pointe justement cette notion de continuité qui n'a pas précisément été caractéristique des actions collectives en Colombie. Néanmoins, on peut penser que ce manque de continuité ne peut être généralisé à tous les secteurs sociaux. On note ainsi le rôle historique des résistances indigènes que prouve leur organisation par le biais de la création du CRIC (Conseil Régional Indigène du Cauca) en 1971 et l'ONIC (Organisation Nationale Indigène de la Colombie) en 1982 et les communautés afro-colombiennes et la résistance cimarrone. Ainsi Archila préfère faire référence à la catégorie des *Protestations Sociales*<sup>55</sup> qu'il définit comme : " [...] *conjunto de acciones sociales colectivas que expresan intencionalmente demandas o presionan soluciones ante el Estado, las entidades privadas o los individuos* ".<sup>56</sup>

Archila argue que les actions collectives des mouvements sociaux colombiens ont une faible autonomie par rapport à l'État et aux acteurs armés, en plus de leur

---

<sup>55</sup> ARCHILA M. et PARDO M. (ed) (2001), *Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia. p. 18.

<sup>56</sup> *Ibid.*

grande faiblesse organisationnelle. Les faits passés nous portent à nous interroger de la manière suivante : quelles raisons amènent à la faible organisation et à l'autonomie précaire des Mouvements Sociaux en Colombie ? 17 ans après, les Mouvements continuent-ils d'avoir les mêmes difficultés ? Pouvons-nous actuellement parler de Mouvements Sociaux colombiens ?

La première réponse nous est donnée par Fals Borda, qui mentionne trois facteurs qui ont influé sur la " panne " de mobilité sociale<sup>57</sup> :

1. Les assassinats de dirigeants de gauche (cette tradition de la classe politique traditionnelle colombienne)
2. l'enrôlement des cadres dirigeants des mouvements sociaux par les partis officiels et le gouvernement.
3. Le manque concret de leader et d'imagination et conception politique.

Les deux questions suivantes ont des réponses plus complexes, puisqu'elles nous amènent à dé-construire les actions collectives des Mouvements Sociaux de la dernière décennie. Aussi cela nous demande d'observer le climat social et politique des dernières années, qui a été un terrain fertile pour le raffermissement de l'organisation populaire. Pour cela, nous pouvons faire une lecture de l'organisation de trois Mouvements Sociaux colombiens. Tous les trois se sont renforcés à partir de 2012 avec la nouvelle conjoncture politique centrée sur la négociation de paix avec la guérilla des FARC.

De ce fait, les trois actions collectives choisies sont :

- *La Cumbre Agraria, Campesina, Étnica y Popular*
- *le Congreso de los Pueblos.*
- *la Mesa Social pour la Paix en Colombie.*

Ils représentent la convergence de la pluralité sociale des Mouvements Sociaux en Colombie et ont pour objectif de créer un seul tissu de lutte. Ces actions ont été

---

<sup>57</sup> FALS BORDA (2001), *Comentarios sobre la diversidad de los movimientos sociales*. En *Ibid.* p. 13.

créés dans le contexte des accords de paix de la Havane et ont pu mettre en lumière la discussion du conflit social en Colombie ainsi que sa forte relation au conflit armé.

### ***Cumbre agraria, campesina, étnica y popular***

Porque quien sabe las problemáticas del campo es el movimiento agrario, el movimiento indígena, el movimiento afro, el movimiento campesino, el movimiento popular, quienes saben de los problemas de la soberanía alimentaria somos nosotros, quienes tenemos propuestas para superar la crisis somos nosotros, quienes nos hemos pensado, nos hemos organizado alrededor de buscar soluciones para el campo somos nosotros, por lo tanto no solamente con nosotros debe contar para diseñar una política que apoye todas las propuestas que desde el movimiento agrario se lideran, no solamente para liderarlo sino para ejecutarla, para hacerle seguimiento, para que se empodere este movimiento agrario de los cambios y las transformaciones en el país.<sup>58</sup>

Les plus grands problèmes en Colombie, comme la pauvreté, l'inégalité et le déplacement, sont liés, en grande partie, à la répartition de terres et aux difficultés de la Colombie à y remédier. Ce problème de répartition a ainsi engendré la concentration de terres par quelques propriétaires (Latifundios), la pauvreté des paysans, la faiblesse du recensement de terres rurales et spécialement des terrains *Baldíos* (incultes), des conflits pour l'usage de sol et l'abandon de terres rurales.<sup>59</sup>

Face à ces problématiques, les gouvernements ont créé des législations et des lois afin de trouver une solution et d'augmenter le contrôle et la transparence dans la répartition et récupération de terres. Néanmoins, ces politiques ont toujours été très timides pour ne pas nuire à l'agro-industrie et aux grands propriétaires.

Contre ces difficultés, les paysans ont organisé de grandes manifestations

---

<sup>58</sup> GIL A. (2013) (Représentante de la MIA), " Conférence de presse au sujet de la Cumbre Agraria, campesina, étnica y popular ", 13 décembre. Récupéré de <<https://www.youtube.com/watch?v=Z0hrnizromQ>>.

<sup>59</sup> ARISTIZABAL et al, Op. Cit., p. 3.

nationales, parfois en réclamant l'autonomie ou bien simplement une meilleure intervention de la part de l'État. En conséquence de ces mouvements, les leaders sociaux sont menacés de mort, notamment ceux qui défendent la restitution de terres enlevées, légalement ou illégalement, aux paysans.<sup>60</sup>

Au sein de ces grandes mobilisations agraires, des mouvements paysans et indigènes ont surgi pour proposer des actions alternatives aux différents gouvernements. Parmi ces mouvements, on peut notamment nommer la *Cumbre Agraria*.

La *Cumbre Agraria : campesina, étnica y popular*<sup>61</sup> (C.A.) se définit comme “ le point de rencontre des distincts secteurs agraires et populaires pour le débat et la construction d'une politique agraire orientée à défendre et à promouvoir le droit des peuples et de définir l'usage de la terre et du territoire. ”<sup>62</sup> . De sorte que la C.A a été créée dans un contexte de grandes tensions entre les mouvements agraires et populaires du pays et le gouvernement de Juan Manuel Santos. Les mobilisations des années 2012 et 2013 ont en effet été longues et très violentes. Ces mobilisations ont eu lieu dans des contextes de grèves de paysans liées à l'imposition des TLC (Traité de Libre Échange) signés par le gouvernement de Santos.<sup>63</sup>

En août 2013, les paysans ont investi l'espace public pendant plusieurs semaines. Des mouvements paysans ont ainsi éclot dans différentes régions du pays, dont

---

<sup>60</sup> La Colombie est le deuxième pays avec plus de déplacés internes. Environ 6.939.067 en 2015 et 3500 en 2017 selon l'ANCUR. Voir ANCUR (2015), “ *Tendencias globales, 2015 : desplazamiento forzado en 2015*”. [En ligne] consultable sur : <<http://www.acnur.org/t3/fileadmin/Documentos/Publicaciones/2016/10627.pdf>> ”, p. 57. Et l'interview de la déléguée de l'ANCUR en Colombie Jozef Merckx. [Consultable en ligne] : <<http://beta.elespectador.com/noticias/judicial/durante-2017-hubo-3500-desplazados-en-el-pais-delegado-de-la-acnur-en-colombia-articulo-683647>>.

<sup>61</sup> Dorénavant C.A.

<sup>62</sup> MANTILLA C. (SD), *¿En qué va la Cumbre Agraria?*, COMOSOC. [En ligne] consultable sur : <[://www.comosoc.org/En-que-va-la-Cumbre-Agraria](http://www.comosoc.org/En-que-va-la-Cumbre-Agraria)>, [Consulté le 27 avril 2017]. Traduction de l'auteure.

<sup>63</sup> Pour plus d'information sur les répercussions des TLCs en Colombie voir : SARMIENTO E. (2005), “ ¿Por qué no firmar el TLC? ” *Revista Colombia Internacional*, N° 61, p. 136-145.

notamment : *Dignité Agricole (Dignidad Agropecuaria)*<sup>64</sup>, le coordinateur National Agraire (*Coordinador Nacional Agrario (CNA)*)<sup>65</sup> et la *Table Nationale Agraire et Populaire d'Intermédiation et d'Accord (Mesa Nacional Agraria y Popular de Interlocución y Acuerdo (MIA))*<sup>66</sup>. Ces dernières se sont organisées afin de faire prendre conscience au gouvernement des problèmes des politiques agraires du pays.

### ***Le Gouvernement face à la grève nationale***

La riposte du gouvernement face aux grèves a été rapide et brutale, consistant en une violente répression et en une négation de la légitimité de la grève nationale et des problèmes agraires. On peut ainsi noter la déclaration suivante du président Santos qui fit scandale : “ *El tal paro nacional agrario no existe, hay algunos sectores agrarios de algunos departamentos que tienen legítimas reclamaciones* ”<sup>67</sup>. Cette négation du mouvement national a causé un mécontentement général au sein des mouvements sociaux colombiens et des nombreuses manifestations pacifiques de citoyens qui soutenaient la grève nationale. De plus, la répression organisée par la police et les militaires a causé, selon la déclaration de la “ *Cumbre Agraria* ” :

---

<sup>64</sup> Le mouvement de *Dignidad Agropecuaria* regroupe les secteurs paysans de plantations de café (Dignidad cafetera), de pomme de terre (Dignidad Papera), du riz (Dignidad Arroceras), du Cacao et ceux qui habitent aux régions froides du pays.

<sup>65</sup> La CNA représente les organisations agraires suivantes : le Comité de Integración Social del Catatumbo (CISCA), l'Asociación Campesina de Antioquia (ACA) et la Federación Agraria y Minera del sur de Bolívar (FEDEAGROBISMOL) et elle fait présence aux municipes de : Antioquia, Arauca, Bolívar, Boyacá, Caldas, Casanare, Cauca, Cesar, Chocó, Cundinamarca, Huila, Magdalena, Meta, Nariño, Norte de Santander, Risaralda, Santander, Tolima y Valle.

<sup>66</sup> La MIA est une organisation fondée afin de représenter les différents secteurs agraires au plan national face au gouvernement national, quelques organisations représentées par la MIA dans le cadre de la grève du 2013 ont été : Federación Nacional Sindical Unitaria Agropecuaria (FENSUAGRO), l'Asociación Nacional de Zonas de Reserva Campesina (ANZORC) et des associations présentes aux municipes de : Meta, Caquetá, Putumayo, Huila, Córdoba, Cauca, Valle del Cauca, Boyacá, Santander, Norte de Santander, Tolima, Bolívar, Choco, Sucre, Meta, Arauca y Antioquia. En EQUIPO NACIONAL DINAMIZADOR DE LAS CONSTITUYENTES POR LA PAZ CON JUSTICIA SOCIAL (2015), *Del Paro Nacional Agrario a la Cumbre agraria, campesina, étnica y popular 2013-2014 : Sistematización del proceso*. Bogotá : Mesa Nacional Agropecuaria Y Popular De Interlocución Y Acuerdo (MIA), p. 16.

<sup>67</sup> Mots du président Santos en Caracol radio, Conférence de presse du président Santos, 25 d'août 2013, [En ligne] consultable sur : [http://caracol.com.co/radio/2013/08/25/nacional/1377456000\\_957389.html](http://caracol.com.co/radio/2013/08/25/nacional/1377456000_957389.html).

*La represión por parte de la Fuerza Pública dejó un saldo de 12 manifestantes muertos, 4 personas desaparecidas, 660 casos de violaciones a los derechos humanos individuales y colectivos en todo el país, 262 detenciones arbitrarias, 485 personas heridas, 21 personas heridas con arma de fuego, 52 casos de hostigamientos y amenazas contra los manifestantes y líderes sociales y 51 casos de ataques indiscriminados a la población civil en diferentes departamentos del país.<sup>68</sup>*

Ces chiffres prouvent que la violence est un phénomène loin de disparaître en Colombie et que la culture de guerre s'est implantée dans les institutions dites protectrices des citoyens.

***Les exigences et revendications des principaux mouvements sociaux agraires lors de la grève nationale en 2013.***

Les revendications des mouvements paysans étaient assez variées et concernaient des problématiques spécifiques à chaque secteur. Néanmoins, tous se sont mis accord pour présenter un seul manifeste qui concentre les exigences générales du secteur agricole. Cet accord général accordait également des espaces pour inclure des revendications propres à chaque secteur.

En étudiant cet accord, on peut distinguer deux grands axes de demandes :

<b>Les revendications faites à l'État face à la crise du secteur agricole</b>	<b>Les revendications portant sur les sujets structurels de la politique agricole, rurale et urbaine</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accès à la propriété de la terre.</li> <li>• La reconnaissance de la territorialisation paysanne.</li> <li>• La réduction des prix des combustibles et des péages.</li> <li>• Le contrôle des prix des engrais, des insecticides, des abonnements et d'autres facteurs de production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La suspension et la révision, des Traités de Libre Échange.</li> <li>• La dérogatoire de la politique antidrogue et la construction conjointe d'une politique de substitution graduelle et concertée des cultures de coca, de marijuana et de coquelicot, ainsi que la fin des</li> </ul>

<sup>68</sup> Declaración política de la Cumbre Nacional Agraria, Campesina y Popular. 2013, 13 de septiembre. *Agencia Prensa Rural*. En EQUIPO DINAMIZADOR NACIONAL, CONSTITUYENTES POR LA PAZ CON JUSTICIA SOCIAL, Op. Cit., p. 24.

<p>agricoles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La défense des graines ancestrales et traditionnelles et l'abrogation de la résolution 970 de l'ICA<sup>69</sup>.</li> <li>• La suspension de l'importation d'aliments et de produits agricoles.</li> <li>• La définition d'une politique d'allocations pour les petits et moyens producteurs, ainsi que des aides économiques pour ceux qui ont été affectés par les TLC.</li> <li>• L'adoption d'assurances de récoltes, pour la petite et moyenne production agricole, afin de faire face aux changements climatiques et phytosanitaires.</li> <li>• L'effacement des dettes pour les petits producteurs agricoles.<sup>70</sup></li> </ul>	<p>fumigations et de l'éradication manuelle de ces cultures.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une dotation de terres aux paysans, aux indigènes et aux afro-colombiens qui en manquent.</li> <li>• La délimitation et la constitution immédiate de Zones de Réserve Paysannes et le financement et l'exécution de leurs plans de développement durable.</li> <li>• Un investissement social pour les populations rurales et urbaines afin de développer l'éducation, la santé, les services publics et des voies de transport.<sup>71</sup></li> </ul>
---	--

Tableau de l'auteur.

Ces demandes visaient la recherche de garanties pour le développement autonome de la population paysanne ainsi que l'accomplissement de ces garanties, au vu de la non-exécution de la part du gouvernement des accords signés les années précédentes. Comme est signalé par l'Equipo Dinamizador Nacional, constituyentes por la paz con justicia social:

*Se debe destacar que el argumento común de los sectores que impulsaron la protesta, como las Dignidades Agropecuarias, el Coordinador Nacional Agrario (CNA) y la Mesa Nacional Agraria y Popular de Interlocución y Acuerdo (MIA) fue el declive de su situación socioeconómica y el incumplimiento por parte del Estado colombiano de los acuerdos que se*

<sup>69</sup> Pour plus d'information voir le documentaire 9.70 de Victoria Solano [En ligne] : <[https://www.youtube.com/watch?v=kZWAqS-El\\_g](https://www.youtube.com/watch?v=kZWAqS-El_g)>.

<sup>70</sup> EQUIPO DINAMIZADOR NACIONAL, CONSTITUYENTES POR LA PAZ CON JUSTICIA SOCIAL, Op.Cit., p. 20. Traduction de l'auteur.

<sup>71</sup> *Ibid.* p. 21. Traduction de l'auteur.

*habían pactado con los campesinos en pasadas movilizaciones como las de los productores de café, los productores de clima frío y del Catatumbo, razón que explica el por qué se acudió a la movilización popular y a las acciones de protesta como única alternativa para llamar la atención del gobierno y de la sociedad colombiana para atender a sus reclamos.*<sup>72</sup>

Pourtant cette grève nationale n'était pas la seule en 2013. Les grèves du secteur du café et minier, ont mis en évidence que les accords de paix se construisent en parallèle de garanties sociales pour la population colombienne. Ces garanties concernent l'autonomie alimentaire, l'éducation, la santé et la sécurité du peuple. Ainsi, l'élaboration d'une réforme des politiques agraires fut pensée en prenant en considération les besoins des paysans et de citoyens.

### *Les actions collectives lors de la grève :*

Au sujet des actions collectives durant la grève, celles-ci se sont caractérisées par la quête du soutien des citoyens. Cette recherche de soutien passa par l'occupation des espaces publics tels que les universités, les rues, les marchés et même le sénat de la république. Lors de cette occupation, Cesar Pachón<sup>73</sup>, dirigeant et représentant de " Dignidad Papera ", a fait une intervention face aux sénateurs pour expliquer la situation et la crise agraire. Ces actions politiques visaient aussi à faire prendre conscience du problème agraire en montrant la réalité du secteur. Les grévistes se sont servis des réseaux sociaux et ont partagé des vidéos et des images de la violence policière. Des vidéos ont également été diffusés pour montrer l'état de décomposition de certaines d'aliments périmés qui n'ont pas pu être délivrés à cause de la grève. Les nouvelles technologies furent donc largement utilisées comme un moyen de dénonciation face à la répression.

De même, le soutien de la population a été rapide et les secteurs de l'éducation, les syndicalistes et l'ONIC (Organisation Nationale Indigène de la Colombie) se sont unis à cette grève.<sup>74</sup> Finalement, et après plusieurs réunions entre le

<sup>72</sup> *Ibid.* p. 16.

<sup>73</sup> Cesar Pachón représentant de *Dignidades Paperas* au Sénat de la république 22 mai 2013, explique les problématiques du marché interne et externe en Colombie dans le cadre de la grève National de 2013, [En ligne] consultable sur : <<https://www.youtube.com/watch?v=Fo50C8iw6kc>>.

<sup>74</sup> Le secteur indigène est particulièrement touché par les raisons qui ont mené à la grève national car les problèmes de distributions de terres a toujours été la basse de leur revendication en étant que peuples amérindiens. Pour cela et dans le cadre de la grève national agraire les indigènes ont organisé une

gouvernement représenté par l'ex-vice-président Argelino Garzón et les représentants de la MIA, les blocages de routes se sont terminés, mais les manifestations et la préparation d'une assemblée de négociations ont continué. Cette assemblée fut appelée la Cumbre Agraria Campesina, Étnica y Popular (Le Sommet Agraire, Paysan, Ethnique et Populaire).

La *Cumbre Agraria Campesina, Étnica y Popular* est née grâce à une revendication politique collective qui réunit l'ensemble de mouvements sociaux affectés par les politiques agraires du pays. De plus, après la grève nationale, des "Precumbres" (pré sommets) se sont organisés afin de discuter et créer cette nouvelle proposition.

Par ailleurs, les principaux sujets de discussions des "Precumbres" ont été : la production agricole, les infrastructures, les territoires, les cultures illicites, les droits politiques et les solutions politiques pensées depuis quatre axes : l'axe rural, l'axe urbain, l'axe unitaire et l'axe de paix.<sup>75</sup>

Les problématiques les plus importantes relevées par les "Precumbres" ont été regroupées dans deux grands thèmes, comme présentés plus bas :

<b>La dégradation environnementale</b>	<b>La protection de l'environnement</b>
Privatisation de droits sociaux tel que la santé, l'éducation, le logement, et un assainissement de base.	L'accès gratuit et de qualité au logement, à la santé, à l'éducation et à la récréation.
La persécution, stigmatisation et criminalisation des organisations.	Des actions coordonnées dans la défense de droits de l'Homme et des organisations sociales.
	La solidarité entre des gouvernements locaux et continentaux qui construisent des alternatives populaires.

"Minga" pour soutenir la cause. À ce sujet Miguel Suarez fait un analyse très important consultable en ligne : <<https://www.desdeabajo.info/ediciones/item/23180-paro-y-minga-ind%C3%Adgena.html>>.

<sup>75</sup> EQUIPO DINAMIZADOR NACIONAL, CONSTITUYENTES POR LA PAZ CON JUSTICIA SOCIAL, Op. Cit., p. 57.

<p>Le manque d'implication populaire dans le processus de paix à La Havane.</p>	<p>L'appui aux dialogues de La Havane au moyen d'une Assemblée Nationale Constituante, permettant sur le long terme de reformuler la constitution nationale par une ample participation populaire.</p>
---	--

Tableau de l'auteur.

Ces problématiques ont été discutées dans le cadre de la première C.A. les 15, 16 et 17 mars de 2014 à Bogotá en présence de plus de trente mille personnes de toutes les régions du pays. Ainsi la C.A. a été la première organisation apte pour créer un manifeste unitaire des secteurs paysans, indigène et afro-colombien de la Colombie. En effet, sa capacité de rassemblement a permis de concentrer la plupart des secteurs sociaux du pays.

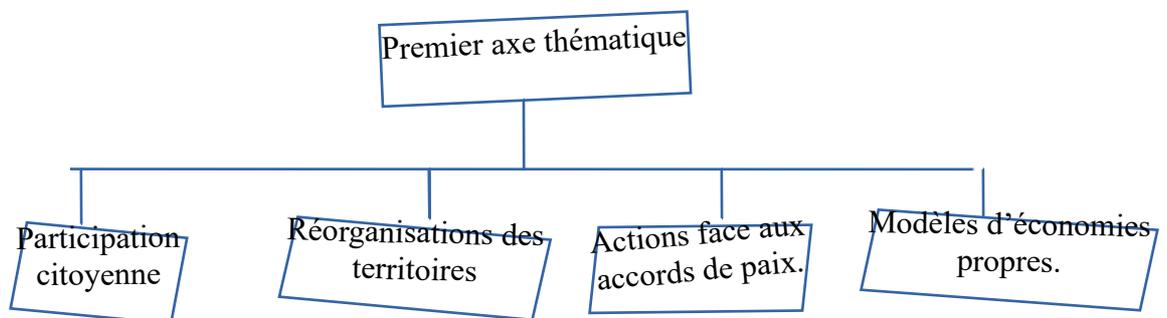
Partant de ce fait, entre les principales forces organisatrices de la C.A on peut mentionner :

- la Commission Nationale Agraire et Populaire d'Interlocution et d'Accord (Mesa Nacional Agraria y Popular de Interlocución y Acuerdo – MIA)
- le parti politique Marche Patriotique (la Marcha Patriótica)
- le Coordinateur National Agraire (el Coordinador Nacional Agrario – CNA)
- le Congrès des Peuples (el Congreso de los Pueblos)
- Processus de Communautés Noires (el Proceso de Comunidades Negras – PCN)
- la Commission Nationale d'Unité Agraire (la Mesa Nacional de Unidad Agraria – MUA)
- la Coalition de Mouvements et Organisations Sociales de la Colombie (la Coalición de Movimientos y Organizaciones Sociales de Colombia – COMOSOC)
- l'Organisation Nationale Indigène (la Organización Nacional Indígena de Colombia – ONIC)

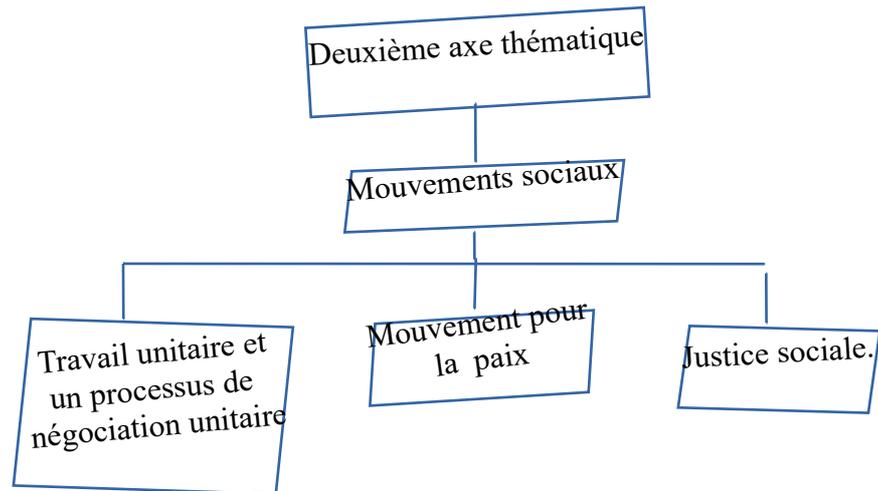
- le Mouvement de la Constituante Populaire (el Movimiento por la Constituyente Popular – MCP)
- la Fédération Nationale Syndicaliste Unitaire Agraire (la Federación Nacional Sindical Unitaria Agropecuaria – FENSUAGRO)
- l'Association Nationale de Zones de Réserve Paysanne (la Asociación Nacional de Zonas de Reserva Campesina – ANZORC)
- l'Association Paysanne Populaire (la Asociación Campesina Popular).<sup>76</sup>

Chacune de ces associations et organisations cherchent représenter les diverses ethnies et classes populaires de la Colombie. Et pour la première fois, celles-ci se sont réunies en portant un objectif commun : proposer une politique agraire populaire et collective.

La réflexion effectuée dans le cadre de la *Cumbre Agraria* a porté sur deux grandes thématiques, chacune avec de sous-sujets de discussion tel que présenté ci-dessous:



<sup>76</sup> *Ibid.* p.119.



Les discussions menées pendant les 3 jours de la C.A ont eu comme résultat un manifeste collectif et unitaire incluant les parties prenantes. Ce manifeste a été promulgué et présenté au gouvernement le 14 mars 2014. La proposition des paysans pour faire à la crise agraire du pays prenait en compte le secteur rural, tout comme le secteur urbain et exigeait, une réponse rapide de la part du gouvernement. Dans le cas contraire, une nouvelle grève était prévue pour la fin du mois d’avril 2014<sup>77</sup>.

Face à une réponse du gouvernement jugée insatisfaisante, une nouvelle grève fut annoncée et, dans le cadre de cette nouvelle grève, la commission du gouvernement et la commission de la C.A. se sont réunies dans le but de parvenir un accord. La commission de la C.A. a proposé la création d’une commission unitaire et représentative des paysans constitutionnellement valable. Cette dernière pourrait ainsi éventuellement faire partie de la formulation et de la construction d’une politique agraire. Le gouvernement accepta cette proposition et en mai 2014 le ministère de l’Intérieur éditait le décret 870 de 2014. Ce dernier stipule que “ sera régulé un espace de dialogue et de participation avec les organisations du C.A prénommé *Mesa Única Nacional* (Table Nationale Unique)” et décrète que : “*La Mesa Única Nacional entre los voceros de las*

<sup>77</sup> SANDOVAL H. (2014), “Campesinos preparan nuevo paro”, El Espectador, [En ligne] consultable sur: <<http://www.elespectador.com/noticias/economia/campesinos-preparan-nuevo-paro-agrario-articulo-480226>>.

*organizaciones reunidas en la Cumbre Agraria, Campesina, Étnica y Popular y el Gobierno Nacional, es un escenario de interlocución, bajo la coordinación del Ministerio del Interior.*<sup>78</sup>

Ce décret définit également l'objectif de la *Mesa Única Nacional* : créer un espace de dialogue et de concertation portant sur les sujets accordés à la C.A. de 2014. Cet objectif sera acté par le ministre de l'Intérieur. Une équipe constituée par des membres des ministères des affaires agraires, minières et de l'énergie, des affaires publiques et de l'environnement, ainsi que de 35 porte-paroles membres de la C.A. composèrent ainsi Mesa Única Nacional (MUN).<sup>79</sup>

Par conséquent, la constitution de la MUN est le résultat d'années de lutte et de résistance paysanne. Cet événement marque également une nouvelle étape du mouvement social en Colombie. En effet, la phase de l'après-conflit entraîne de nouveaux défis liés à la répartition de la terre et à la sécurité des leaders sociaux. On note ainsi que les menaces faites aux leaders sociaux persistent tout comme les assassinats. En 2016, par exemple, d'après le rapport annuel de leaders assassinés en Colombie de l'Institut d'Études pour le Développement et la Paix INDEPAZ, 86 leaders sociaux ont été assassinés.<sup>80</sup> En 2017, en date du 21 mars, ce chiffre était de 116<sup>81</sup>.

Les discussions entre la *MUN* et le gouvernement ont débuté en novembre 2014. Les premiers axes traités furent le problème minier et énergétique, la territorialité, les politiques économiques propres et la paix en Colombie<sup>82</sup>. Néanmoins, ces processus de discussions entre le gouvernement et les représentants de la C.A. n'ont pas conduit à des avancées notables. Ainsi, le 27 avril 2015, la C.A. envoya

---

<sup>78</sup> Article 1 du décret 870 du 8 mai 2014.

<sup>79</sup> Articles 2, 3, 4 et 5 du décret 870 du 8 mai 2014.

<sup>80</sup> INDEPAZ. (2016), *Liste de leaders sociaux assassinés en 2016*, Rapport, [En ligne] consultable sur : <<http://www.indepaz.org.co/6918/listado-actualizado-lideres-organizaciones-sociales-defensores-ddhh-asesinados-2016/>>.

<sup>81</sup> INDEPAZ (2017), *Liste de leaders sociaux assassinés en 2017*, Rapport, [En ligne] consultable sur : <<http://www.indepaz.org.co/7344/30-lideres-o-defensores-de-ddhh-en-el-2017-han-sido-asesinados-quelapazonoscuestelavida-colombiaenlacidh/>>.

<sup>82</sup> EQUIPO DINAMIZADOR NACIONAL, CONSTITUYENTES POR LA PAZ CON JUSTICIA SOCIAL, Op. Cit., p. 134.

une évaluation des discussions en expliquant les difficultés rencontrées. Ces dernières proviennent pour une part, selon le document, du non-respect par le gouvernement de ses engagements. À ce sujet, la C.A. remarque qu'en 2014 le gouvernement avait assigné 18 milliards de pesos pour des projets agraires de paysans et qu'en 2015 ce chiffre fut réduit à 8 milliards. La C.A. accuse également le gouvernement de vouloir désarticuler le mouvement par le biais d'une stratégie de désinformation et de mensonges :

*Estamos cansados y cansadas de que ya no es suficiente y es básicamente una estrategia del gobierno, hacer acuerdos, firmar acuerdos, para luego no cumplirlos, y luego básicamente la estrategia es de dilación y de no definir, eso de alguna manera va desgastando las dinámicas y lo que no queremos es entrar en ese desgaste.*<sup>83</sup>

De surcroît, cette évaluation dénonce les problèmes de non respect des Droits de l'Homme, dont les leaders sociaux sont les premières victimes. Ces derniers sont en effet régulièrement mis en examen ou agressés par les forces militaires ou policières à la suite de manifestations pacifiques.

Après cette infructueuse tentative de dialogue avec le gouvernement, et face à la non-exécution du compromis, aux assassinats et persécutions à l'encontre de leaders sociaux de droits humains, la C.A. se déclara le 8 mars en session permanente au ministère de l'Intérieur afin de dénoncer et manifester leur mécontentement :

*Debido a la falta de garantías en materia de DDHH, incumplimiento de los acuerdos y disposición para la negociación por parte del Gobierno Nacional, la Cumbre Agraria Campesina, Étnica y Popular vemos la necesidad de declararnos en sesión permanente en el Ministerio del Interior, desde hoy y de manera indefinida. Demandamos que el Ministro del Interior Juan Fernando Cristo en su calidad de coordinador de la Mesa; el Ministro Aurelio Irragorri como cabeza del gabinete de agricultura y desarrollo rural; El Ministro de Hacienda Mauricio Cárdenas; Ministro de Minas y Energía y el Procurador General de la Nación Fernando Carrillo Flórez y el Fiscal General de la Nación Néstor Humberto Martínez; se hagan presentes en la sede del Ministerio del Interior (edificio Bancol Cra 8 No.12B-31) y atiendan nuestras razones y exigencias*<sup>84</sup>

<sup>83</sup> Marilyn Machado (PCN-Movilización Mujeres Norte del Cauca), 14 mai, 2015. *Santos Incumple-Balance IV Asamblea Nacional Cumbre Agraria*. Consultable en ligne : <<https://www.youtube.com/watch?v=OIGZ-WKQNIY>> en *Ibid.* p. 135.

<sup>84</sup> CUMBRE AGRARIA, *Que no nos cueste la vida, a la Cumbre se le cumple*, prononciation publique, 09 mars 2017, [En ligne] consultable sur : <<http://www.cumbreagraria.org/que-no-nos-cueste-la-vida-a-la-cumbre-se-le-cumple/>> [consulté 19 avril 2017].

Jusqu'à aujourd'hui, la C.A. représente une force de lutte et de dénonciation de problématiques agraires. Elle est considérée comme le premier pas qui a fortifié le mouvement social en Colombie en réussissant à unir divers secteurs sociaux et en définissant un espace de discussion légitime au sein des institutions politiques. Mais malgré tous les efforts de conciliation entrepris avec le gouvernement, les actions de celui-ci sont allées à l'encontre d'une économie solidaire et d'un respect de l'environnement et des territoires sacrés du peuple colombien. Il faut enfin souligner que les accords de paix signés avec la guérilla des FARC n'ont pas su déterminer une vraie politique agraire, ni avancer sur les questions de la protection des territoires, ni même garantir une adéquate répartition des terres du pays.

### *El Congreso de los Pueblos*

Somos los trabajadores y las trabajadoras,  
Somos los corteros de caña y sus compañeras,  
Somos los campesinos y las campesinas, jornaleros y cosecheras,  
Somos la gente hija de la tierra,  
Somos los pueblos indígenas,  
Somos los descendientes de africanos que nos estamos liberando,  
Somos las mujeres dignas y libres,  
Somos gente pescadora de mares y ríos,  
Somos los moto-trabajadores, los taxistas, las camioneras,  
Somos los estudiantes, las maestras, los educadores populares,  
Somos las experiencias de resistencia al capital, al Estado y a la  
guerra,  
Somos los pobres, las marginadas, los excluidos,  
Somos las artistas y los artesanos,  
Somos la gente desplazada por las balas, la amenaza, las motosierras,  
el latifundio, los grandes proyectos,  
Somos los otros, las otras, quienes desde la diversidad sexual hacemos  
democracia,

Somos los habitantes de la calle, de los barrios, de los cerros de las  
grandes ciudades,  
Somos los detenidos y detenidas en las cárceles,  
Somos las defensoras de los derechos humanos,  
Somos los comunicadores y las comunicadoras populares,  
Somos los creyentes en nuestros dioses y sobre todo los creyentes en  
la justicia,  
Somos los ausentes y las víctimas,  
Somos las niñas y los niños, la risa y la imaginación sin límites,  
Somos los jóvenes, que resistimos la opresión de un sistema policíaco,  
Somos el país y los pueblos,  
Somos el Congreso de los Pueblos.<sup>85</sup>

Pour expliquer le Congrès des Peuples, il faut rappeler qu'entre 2004 et 2010 a eu lieu un rassemblement de mouvements sociaux de tous les secteurs de lutte en Colombie prénommé *Minga de Resistencia Social y Comunitaria*. Ce rassemblement a eu lieu en 2004, dans le cadre des luttes indigènes et afro-colombiennes. Le mot *Minga* désigne, en Amérique du Sud, le travail collectif indigène. Les *Taitas* ou médecins traditionnels indigènes font appel aux *Mingas de la Pensée*, où ils partagent la parole des ancêtres avec une communauté. Les *Mingas* sont une forme d'organisation collective qui cherche à impliquer toute la communauté dans un travail, en tenant compte du savoir-faire de chaque membre de la communauté (même les enfants y sont impliqués).

De ce fait, le concept de *Minga* a inspiré les mouvements sociaux indigènes et afro-colombiens afin d'inclure des jeunes, des femmes, des enfants et des anciens dans leurs luttes ancestrales. Ces mouvements ont par la suite inclus d'autres organisations ou secteurs en lutte. En parallèle de ce concept, une autre notion apparaît, celle de "Hacer caminar la palabra" (faire voyager la parole). Ainsi les luttes ethniques se sont emparées de toute la Colombie. En 2008 la *Minga* mobilisa des organisations de tous les secteurs marginaux de la Colombie : les paysans, les indigènes, les afro-colombiens, les femmes, les victimes du conflit,

---

<sup>85</sup> Consigne du Congrès des Peuples, Site officiel, consultable sur : <<http://congresodelospueblos.org/>>.

les étudiants, les personnes en état de déplacement forcé, les syndicalistes et les ONG des droits humains, entre autres.<sup>86</sup>

Cette *Minga* a marqué le début d'une lutte collective et diverse, forte et unie par les mêmes principes :

- Défense de la Pachamama ( la terre mère)
- Participation à la construction d'une nouvelle politique agraire.
- Droit à la protestation.
- Dénonciation des violations de Droits de l'Homme.
- Protection de leaders sociaux en Colombie.
- Recherche d'un État-providence en faveur de la population colombienne.
- Respect de la diversité ethnoculturelle.

Afin de consolider le mouvement de la *Minga*, les différentes organisations ont proposé la création du *Congrès des Peuples* (el Congreso de los Pueblos) : “ une alternative de législation à partir d'en bas ”<sup>87</sup>.

Ainsi, en octobre de 2010 à l'Université Nationale de la Colombie, plus de dix-huit mille personnes se sont réunies dans le but de “ Hacer caminar la palabra ” (faire voyager la parole), de réfléchir et repenser ensemble la construction d'un nouveau pays.

*Este Congreso fue convocado con un propósito fundamental: que el país de abajo legisle, que los pueblos manden, que la gente ordene el*

---

<sup>86</sup> Voici une liste des organisation présentes tout au long des différentes Mingas réalisées entre 2004 et 2010 : Organisation Nationale Indigène de Colombie (ONIC), Conseil, Régional Indigène du Cauca (CRIC), Organisation Indigène d'Antioquia (OIA), Organisation Régionale Embera Waun (OREWA), Organisation Régionale Indigène du Valle del Cauca (ORIVAC), Conseil Régional Indigène du Caldas (CRIDEC), Conseil Régional Indigène du Risaralda (CRIR), Conseil Régional Indigène du Huila (CRIHU), Conseil Régional Indigène du Tolima (CRIT), Unité du Peuple Awá (UNIPA), Organisation Régionale Indigène du Quindío (ORQUIN), Coordinatrice Nationale Agraire (CNA), Comité d'Intégration du Macizo Colombien (CIMA), Procès de Communautés Noires (PCN) Convergence Paysanne et Indigène (CNI) Mouvement Cimarrón du Cauca, Femmes en Minga pour la Vie, Réseaux de Femmes du Cauca, Route Pacifique de Femmes, Centrale Unitaire de Travailleurs (CUT), Coorporation “Destechados” (sans lieu d'habitation), Fondation pour l'Éducation Populaire (FUNCOP), Fondation Soleil et Terre, Minga Universitaire, Association d'Étudiants Universitaires, “La Colombiana”, Étudiants Univalle. Entre autres.

<sup>87</sup> CALDAS A. (2016), *Les expériences Minga et Congreso de los Pueblos en Colombie : Convergence conflictuelle et subjectivation politique*, (Mémoire de maîtrise), Université Paris Diderot, Paris. p. 52

*territorio, la economía y la forma de gobernarse. Así de sencillo. Estamos recuperando para el pueblo y los pueblos de Colombia nuestro carácter soberano, o como dicen, de constituyentes primarios*<sup>88</sup>

Le but du Congrès est ouvertement politique et repose sur une participation collective afin de récupérer les espaces de participation citoyenne. Cette première réunion avait pour objectif de discuter sur les 7 “ Mandats<sup>89</sup>” de lutte qui guident la route d’action du *Congrès des Peuples* :

1. Terre, Territoire et Souveraineté : quête de l’autonomie et autodétermination territoriale.
2. Économie de la vie contre la législation du “ saccage ” (“ despojo ”) : proposition d’une autre économie en harmonie avec les ressources naturelles et les territoires ancestraux.
3. Construction du pouvoir pour le “ bien vivre ” (Buen vivir) : proposition de politiques et de dynamiques de pouvoirs dans un objectif de respect de l’environnement et des êtres humains.
4. Culture, diversité et éthique du commun : tenir en compte les diverses sortes de construction sociale et la diversité de pensée et de cultures dans le cadre d’un pays multiculturel.
5. Vie, justice et chemins pour la paix : exiger la paix, la vérité et la justice sociale. En sachant que les racines du conflit armé se trouvent dans le conflit social du pays.
6. Violation des droits humains et accords non-respectés : une réclamation est portée par les mouvements sociaux face au gouvernement actuel et précédent pour la non-exécution des accords conclus avec le peuple colombien.
7. Intégration des peuples et globalisation des luttes : appel aux mouvements internationaux de l’Amérique Latine mais aussi en Asie, Afrique et en Europe afin

---

<sup>88</sup> Site du Congrès des Peuples. “ Proclama – Palabra del Congreso de los Pueblos de Colombia” Consultable en ligne : <<http://congresodelospueblos.org/instalacion-congreso-de-los-pueblos-2010.html>> [Consulté le 20 avril 2017].

<sup>89</sup> Les mandats sont des guides des actions collectives dans le sein d’une communauté, ils se créent en collectivité et sont indispensables pour la vie en communauté. Le mot a aussi un sens juridique et institutionnel mais les mandats indigènes n’ont pas ce validité car il ne dépende pas des institutions gouvernementales.

de souder les forces des peuples marginaux du monde.<sup>90</sup>

Ces discussions ont marqué une diversité de luttes et d'actions qui ont été menées postérieurement.

### *Congrès national de terres, de territoires et souverainetés*

En septembre 2011, le *Congrès national de terres, de territoires et souverainetés* lança l'appel suivant :

*LLAMAMOS y convocamos a comunidades, procesos sociales, políticos y a ciudadanos y ciudadanas colombianos y del mundo a articularnos en la lucha y propuesta, por los derechos de las comunidades campesinas, indígenas, afrodescendientes, pescadoras, agromineras, trabajadoras y urbanas; contra la extranjerización de la tierra y por la defensa de la madre tierra. La construcción del Congreso tendrá una agenda de preparación en escenarios de articulación regional y nacional. En Septiembre nos encontraremos en la ciudad de Cali (departamento del Valle del Cauca) para deliberar, decidir y legislar en torno a nuestras tierras, territorios y soberanías. Marcharemos hacia Cajamarca (Tolima) donde haremos públicos los mandatos. <sup>91</sup>*

Cet événement a eu pour but de repenser la législation territoriale. Elle se positionne contre le modèle économique prôné par les derniers gouvernements où les concessions de terres ont été données à des tiers privés nationaux et internationaux. Cela a eu pour effet de polluer des rivières, du fait de l'utilisation de procédés chimiques dangereux pour la santé des communautés, et de détruire les terres fertiles. Ainsi, l'événement a réuni " Près de 11.500 personnes de différentes organisations paysannes, de travailleurs (ruraux et urbains), des peuples indigènes, d'afro colombiens, de population urbaine, des organisations défenseurs des droits humains nationaux et internationaux "<sup>92</sup> les participants ont réfléchi sur les 7 mandats du CP et ont conçu neuf conclusions concernant la protection de la Terre et visant à la construction d'une politique populaire, en faveur de la terre, en respect du cycle de la vie, de la défense de l'eau et du " bien vivre " :

---

<sup>90</sup> MANTILLA, HERRERA et PARDO (2014), *Congreso de los Pueblos : poder popular para la vida digna*, Bogotá : Corporación para la educación y la investigación popular et Instituto Nacional Sindical. p. 57.

<sup>91</sup> Appel au Congrès de terres, de territoires et de souverainetés, 29 septembre au 3 octobre, 2011, Université du Valle, Cali, Colombie. Documents et comptes rendus de l'événement consultables sur : <<http://congresodelospueblos.org/mandatos-congreso-de-los-pueblos/mandato-1-congreso-de-los-pueblos.html>> [Consulté le 10-04-2017].

<sup>92</sup> CALDAS, Op. Cit., p. 79.

- Consolider l'unité du mouvement et des organisations populaires pour “ soigner ” la mère Terre, pour défendre les territoires et pour consolider la souveraineté populaire.
- Conserver la mère Terre et être reconnaissante de ses droits. Celui qui ne la conserve pas ne la mérite pas.
- Approfondir la libération de la mère Terre et la réalisation participative de la réforme agraire.
- Présenter les organisations sociales et les communautés comme protectrices de l'eau.
- Construire une économie *propia* et en accord avec les peuples.
- Penser un agencement social du territoire urbain.
- Entreprendre toutes les actions nécessaires jusqu'à ce que les responsables de l'extermination d'une partie des peuples soient jugés.
- Consolider des espaces pour que les petits fils et petites filles de nos territoires délibèrent et décident.
- Réaliser, en tant qu'organisations sociales et populaires, des actions politiques civiles pour construire un chemin vers la solution politique du conflit armé.<sup>93</sup>

Nous pouvons noter, dans les conclusions, une proposition de responsabilité et d'action collective des organisations et des citoyens où ils assument la construction sociale comme en fait collectif, qui dépasse les actions politiques du gouvernement. Caldas, l'affirme ainsi : “ Ce qui ressort des conclusions de cette réunion est la quasi-disparition des exigences directes à l'État. L'accent est mis surtout sur des revendications de législation populaire à niveau local et national afin de créer des nouvelles manières d'habiter le territoire. ”<sup>94</sup>.

### ***Congrès pour la paix***

<sup>93</sup> CONGRESO DE LOS PUEBLOS (SD), *País para la vida digna*, [En ligne] Consultable sur : <<http://congresodelospueblos.org/phocadownloadpap/Cartilla%20CDP.pdf>>, p. 12-13.

<sup>94</sup> CALDAS, Op. Cit., p. 82.

Une autre initiative menée par les participants du Congrès de Peuples fut la réalisation du *Congrès pour la paix* :

*Convocamos el Congreso para la paz como una propuesta de Paz Integral, para superar por la vía de la movilización y organización política y de los argumentos, los problemas esenciales que generaron los conflictos y que proponga caminos de organización y dignidad para nuestros pueblos.*<sup>95</sup>

Le Congrès pour la Paix a été mis en place en avril 2013, à L'Université Nationale de la Colombie à Bogotá et dans le cadre des Accords de paix en Colombie. Les objectifs du *Congrès pour la paix* sont les suivants :

- Reprendre, articuler, construire et mobiliser un agenda social,
- Contribuer à fortifier un mouvement social pour la paix,
- Porter sur les scènes nationales et internationales le sujet de la paix
- Générer une mobilisation sociale pour la paix.<sup>96</sup>

Ces objectifs visent l'articulation de l'organisation populaire et de la participation active des acteurs sociaux dans le processus de paix, mené par le gouvernement et les FARC. Il est également question de repenser la notion de paix en Colombie. Les conclusions du *Congrès* furent les suivantes :

1) Créer un modèle économique qui démocratise les moyens de production, de manière à distribuer la richesse de manière juste. Il s'agit de construire un modèle qui ait comme objectif le bien-être de la population, et non pas l'accumulation de capital. Une économie qui renonce au néolibéralisme.

2) Réinventer la politique en créant des nouvelles formes de gouvernance à partir des territoires.

3) Transformer le modèle de justice qui légitime le vol du territoire et ses

---

<sup>95</sup>Appel au *Congrès pour la paix*, Avril 2013, Bogotá Colombie, consultable sur : <<http://memoriaypalabra.blogspot.fr/2013/04/congreso-para-la-paz.html>> [Consulté le 12-04-2017].

<sup>96</sup>*Ibid.*

ressources. Les peuples ont besoin d'un modèle de justice où l'objectif central est d'assurer les droits des peuples. Il faut créer un modèle de justice qui se fonde sur les mécanismes populaires déjà existants.

5) Le problème de la terre et du territoire est un facteur central pour la résolution du conflit. Il faut formuler une réforme agraire capable d'assurer le territoire aux paysans.

6) Il faut s'opposer à la concession des territoires aux entreprises transnationales. Les organisations continueront à l'expulsion des entreprises de leurs régions. Il faut déroger les lois qui menacent la vie et la permanence dans les territoires.

7) Consolider un mouvement culturel pour promouvoir la culture de la vie à partir de l'éducation, les arts, le sport et la récréation.

8) Continuer de travailler avec les autres *procesos* latinoaméricains comme CLOC-Via Campesina, Frente Popular Darío Santillán, Coordinadora de Movimientos Populares de América (COMPA), Movimiento de los Sin Tierra y otros. Ils chercheront l'interlocution avec l'UNASUR, el MERCOSUR, la CELAC et l'ALBA afin de trouver un bon accompagnement pour la paix en Colombie et pour présenter l'Agenda de pays pour la vie digne.<sup>97</sup>

Comme nous pouvons voir, les conclusions de ce congrès pointent à la recherche et l'urgence de "autres" formes de politique, d'économie, de justice et d'éducation, dont la fin sera de résoudre le problème socio-politique du pays. La préoccupation à ce sujet est mise en évidence dans le document final du congrès :

*Seguimos sosteniendo que la paz no consiste únicamente en el silenciamiento de los fusiles. A nuestro juicio, no podrá consolidarse una sociedad en paz sin los cambios necesarios que ataquen de manera decidida las raíces del conflicto y sin revertir las acciones del Estado que vulneran los derechos de los pueblos.*<sup>98</sup>

---

<sup>97</sup> CALDAS, Op. Cit., p. 83-84.

<sup>98</sup> Déclaration finale du Congrès pour la paix, consultable en ligne : <<https://es.scribd.com/doc/270514929/Proclama-Congreso-Para-La-Paz-2013>> [Consulté le 12-04-2017].

La déclaration précédente nous permet de distinguer la problématique du conflit armé de celle du conflit social. Les négociations ont abouti à un accord historique, mais ces derniers ne garantissent pas un règlement des problèmes sociaux qui restent forts dans le pays. Les accords proposent la construction d'une nouvelle politique agraire, mais avec des limites qui protègent l'actuel système économique, un système dont les dynamiques compétitives mettent en péril les ressources naturelles du pays et le travail de petits producteurs. Il est aussi claire, la volonté des organisations sociales, d'être partie active des processus de paix et de proposer un agenda populaire et collectif de paix.

### *D'autres actions alternatives*

Le *Congrès des Peuples* en 2010, le *Congrès national de terres, de territoires et souverainetés* en 2011 et le *Congrès pour la paix* en 2013 ont été les plus grands rassemblements à niveau national, mais d'autres petites manifestations ont également eu lieu partout en Colombie :

- Côte Caraïbe. (Bolívar, Guajira, Magdalena, Atlántico, Córdoba, Sucre, Cesar, San Andrés et Providencia) 5 et 6 mars 2013 à Barranquilla.
- Sud-Occident. (Huila, Valle, Cauca, Nariño, Caquetá) 16 et 17 mars à Popayán, Cali, Cauca et Huila.
- Ouest du pays. (Antioquia, Eje Cafetero y Choco) 16 et 17 mars à Medellín.
- Centre du pays (Cundinamarca, Boyacá, Sumapaz, Sabana, Bogotá, Tolima). 16 et 17 mars à Bogotá
- Centre est (Meta, Casanare, Arauca). Séminaire à Villavicencio le 23 mars.
- Magdalena Medio, Bajo Cauca, Nord-est Antioqueño, sud de Bolívar, Santander. 16 et 17 mars à Barrancabermeja.<sup>99</sup>

Ces manifestations confirment la déssectorisation du mouvement social en Colombie. Celui-ci est passé d'une étape de lutte sectorielle à une étape de

---

<sup>99</sup> Site du CP : <<http://congresodelospueblos.org/>>.

construction et de consolidation d'une lutte collective où le consensus autour d'un agenda d'actions collectives renforce l'espoir de transformation du pays.

De ce fait, la constitution du *Congrès des Peuples* annonce le commencement d'une nouvelle forme de résistance, une résistance sans distinction de race, de genre, de religion ou d'idéaux politiques. Ce mouvement cherche la création d'une nouvelle " culture politique " où le citoyen prend en main le rôle historique des sujets politiques et créateurs de réalités :

*L'autodétermination des peuples est une dette historique, qu'il ne faut plus seulement honorer, mais également assumer. Il est nécessaire de reconnaître le devoir historique de construire ce nouveau pays tant rêvé, celui dont nous rêvons, que méritent les Colombiens et Colombiennes. C'est ce pays qui est le nôtre et que nous devons nous approprier au travers d'une nouvelle culture politique. Cela demande de construire, de ne pas déléguer, mais d'articuler, de ne pas attendre un sauveur, mais d'assumer de manière collective les tâches indispensables.<sup>100</sup>*

Dans ce contexte le *Congrès des Peuples* assume une posture d'" Empoderamiento " des citoyens. Face à une crise de la démocratie participative et représentative en Colombie, la création du *Congrès des Peuples* suppose une initiative politique " autre ", provenant d'en bas où les citoyens deviennent des " sujets politiques ".

Ces deux expériences de construction collective nous ont démontré l'évolution de la mobilisation citoyenne en Colombie. Cette dernière était sectorisée, mais, depuis peu, décide de se ressembler en une seule voix pour dénoncer les problématiques sociales. De plus, dans le cadre des accords de paix en Colombie, la mobilisation s'est fortement intensifiée, car il est clair, pour les mouvements sociaux, que les racines du conflit armé sont d'abord le conflit social que vit la Colombie depuis la colonisation des Espagnols. Le conflit social est un conflit historique, qui n'a pas encore été traité avec suffisamment d'attention. Les mobilisations, manifestations et organisations collectives ont démontré le besoin de faire mémoire, pour demander la vérité, la justice et surtout la non-répétition de l'histoire et des crimes.

Dans ce contexte, et vu que les accords de paix entre le gouvernement et la

---

<sup>100</sup> MANTILLA, HERRERA et PARDO, Op. Cit., p. 60.

guérilla des FARC n'envisageaient pas une participation directe de la population colombienne, les mouvements sociaux ont proposé la création d'une commission émanant d'en bas (un espace de dialogue, et de participation citoyen afin de créer des propositions de paix). Cet espace est nommé *La Mesa Social para la paz*<sup>101</sup>. (*La Table sociale pour la paix*).

### ***Mesa Social para la Paz.***

La *Mesa Social por la Paz* (MSP) est un espace de réflexion, de discussion et de création de la participation des citoyens dans les accords de paix avec les guérillas de la Colombie. Un espace où convergent la voix de citoyens, des mouvements sociaux, des associations, des représentants religieux et des victimes.

L'appel de plus de 40 associations, organisations et ONG's de toutes les régions du pays<sup>102</sup>, a eu lieu le 5 octobre 2015 à Bogotá. Ce fut un appel dirigé vers les citoyens, de tous les secteurs, de tous idéaux politiques, militants ou non et vers ceux et celles qui souhaitent construire de manière collective la paix en Colombie. Les objectifs de la création de la MSP sont :

- Contribuer à la résolution du conflit social, politique et armé.

---

<sup>101</sup> Dorenavant MSP.

<sup>102</sup> Les organisations qui ont signé leur présence et leur soutien à la Mesa Social por la Paz sont les suivantes : Congreso de los Pueblos, Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC), Proceso de Comunidades Negras (PCN), Central Unitaria de los Trabajadores (CUT), Coordinación de Movimientos Sociales de Colombia (Comosoc), Unión Sindical Obrera de la Industria Petrolera (USO), Movimiento de Mujeres por la Paz, Movimiento Social de Discapacidad de Colombia (Mosodic), Federación Unitaria de Trabajadores Mineros, Energéticos, Metalúrgicos, Químicos y de Industrias Similares de Colombia (Funtraenergética), Asociación de Cabildos Indígenas del Norte de Cauca (ACIN), Coordinador Nacional Agrario (CNA), Movimiento Campesino de Cajibío, Casa de la Mujer, Sindicato de Trabajadores y Epleados Universitarios de Colombia (Sintraunicol) seccional Valle, Mesa Ecuémica, Comisión de Justicia, Paz e Integridad de la Creación de los Misioneros Claretianos, Sindicato Único de Trabajadores de la Educación del Valle (Sutev), Red de Universidades por la Paz (Red Unipaz), Movimiento Político de Masas del Centro Oriente Colombiano, Red de Lucha contra el Hambre y la Pobreza, Proceso Nacional de Identidad Estudiantil, Minga Juvenil Nacional, Tejido Juvenil Transformando a la Sociedad (Tejuntas), Confluencia de Mujeres para la Acción Pública, Sindicato Único Nacional de Mototrabajadores (Sumcol), Corporación Claretiana Nórman Pérez Bello, Comité de Integración del Macizo Colombiano (CIMA), Comité de Integración Social del Catatumbo (CISCA), Comisión de Interlocución del Sur de Bolívar, Centro y Sur del Cesar, Movimiento Político Poder y Unidad Popular (PUP), Asociación Minga, Instituto Nacional Sindical (INS), Observatorio de Movimientos Sociales Suroccidente (Omsapt), Censat Agua Viva, Colectiva Antonieta Mercury, Colectivo Profes Nuevos 1278, Colectivo de la Salud Epitelio, Corporación Ensayos, Rocado Estudiantil, Zona Pública et Instituto de Investigación Acción en Procesos Educativos y Sociales "Orlando Fals Borda" (lapes – OFB).

- Constituer un espace de participation collectif pour les citoyens qui souhaitent la fin du conflit social, politique et armé.
- Joindre toutes les forces politiques, collectives, organisationnelles et transformatrices du pays.
- Créer un espace de dialogue entre le mouvement social et populaire et les pouvoirs institutionnels et économiques.
- Créer un espace complémentaire aux dialogues de paix, pour aborder et résoudre avec légitimité et le consentement populaire, les problématiques qui ne sont pas abordées par les commissions du Gouvernement national ou celle des FARC.
- La construction d'un agenda social pour la paix. <sup>103</sup>

La première MSP a eu lieu à Bogotá en 2015. Cette rencontre a été le déclencheur de tout un mouvement organisationnel, solidaire et populaire de construction de la paix en Colombie. Dans toutes les régions du pays, des petites MSP ont été organisées afin de repenser la paix et les actions à mener dans chaque contexte social, culturel et politique du pays.

Des représentants des différentes MSP partagent des comptes rendus. Les expériences sont vastes et riches. Dans cette partie nous montrerons la méthodologie et les caractéristiques d'une de ces MSP régionales afin de comprendre les dynamiques d'actions et d'organisation menées par l'équipe *dynamisante*.

### ***Mesa Social pour la Paix : le cas de la région du sud-ouest***

La région sud-ouest de la Colombie est constituée de huit Départements<sup>104</sup> : Nariño, Cauca, Valle, Risaralda, Choco, Caldas, Quindio et Antioquia. Historiquement, ces départements ont été très frappés par la guerre et le conflit armé et social en

<sup>103</sup> Lanzamiento para la Mesa Social para la Paz. 30 octobre 2015. consultable sur : <<https://mesasocialpaz.wordpress.com/2015/10/>> traduction de l'auteure.

<sup>104</sup> La Colombie est constituée par 32 départements.

Colombie car ils comptent de nombreuses richesses naturelles. L'inégalité sociale dans ces départements est alarmante. Selon un communiqué de presse du Département Administratif national de statistiques DANE, le Choco et le Cauca sont les départements le plus pauvres du pays avec un revenu per capita de 227.493 pesos, ce qui veut dire en moyen de 70.69 € par mois. Ainsi, les habitants du Choco et du Cauca sont les plus vulnérables à la pauvreté : le Chocó (68,0%) et le Cauca (62,1%).<sup>105</sup> De plus, dans le Registre Unique de Victimes (RUV)<sup>106</sup> les chiffres de victimes de ces départements sont dramatiques : Nariño 431.526, Choco 411.032, Cauca 408.226, Caldas 141.032, Quindio 19.263, Antioquia 1.623.119, Valle 394.595 et Risaralda 68.651 des victimes.<sup>107</sup>

Cette région du pays comprend une grande diversité culturelle, ethnique, sociale et politique. D'un côté nous pouvons trouver les luttes indigènes et afro-colombiennes des départements du Choco et Cauca qui luttent pour récupérer leurs terres et, d'autre part côté les propriétaires terriens les plus puissants du pays qui cherchent à maintenir leur pouvoir sur les terres. Parmi eux se trouvent des trafiquants de drogues comme Pablo Escobar dans le département d'Antioquia. Pour illustrer la grande disparité politique dans la Région, on peut observer qu'on y trouvait la plus grande opposition, mais aussi la plus grande approbation au gouvernement de l'ex-président Uribe Vélez. Les politiques de ce dernier ont en effet privilégié la sécurité des propriétaires terriens et défavorisé la vie des habitants les plus pauvres. Les séquelles de cette situation soulignent les résultats du referendum pour la paix, mené par le gouvernement de Santos en octobre 2016<sup>108</sup> :

Département	OUI aux accords de paix.	NON aux accords de paix.
-------------	--------------------------	--------------------------

<sup>105</sup> DANE, *Resultados Pobreza Monetaria y Desigualdad 2012, por Departamentos*, Communiqué de presse, 10 juillet 2013, Bogotá, [En ligne] consultable sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/cp\\_pobreza\\_departamentos\\_2012.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/cp_pobreza_departamentos_2012.pdf)>.

<sup>106</sup> REGISTRO ÚNICO DE VICTIMAS (2017), *Victimas del conflicto armado en Colombia. Periodos de 1984 - abril 2017*, [En ligne] consultable sur : <<http://rni.unidadvictimas.gov.co/RUV>> [consulté 29-avril-2017].

<sup>107</sup> À propos des victimes du conflit armé en Colombie en ce moment, se porte une grande discussion car les sortes de victimes et leurs blessures sont très variées, il y a par exemple les victimes qui ont été violentées physiquement par les auteurs de crimes, d'autres sont victimes parce qu'ils ont été extorqués. En tout cas les réparations doivent prendre en compte ces variations afin de trouver une vraie réconciliation et la paix avec la justice sociale dont la Colombie a besoin. Et en plus la discussion sur les auteurs de crimes est aussi indispensable.

<sup>108</sup> Résultats par départements du referendum, 2 octobre 2016, consultable sur : <<http://plebiscito.registraduria.gov.co>>.

Cauca	67.39 %	32.60 %
Nariño	64.84 %	35,18 %
Caldas	42,90 %	57,09 %
Choco	79,76 %	20,23 %
Risaralda	44,30 %	55,69 %
Quindio	39,86 %	60,13 %
Antioquia	37,99 %	62,00 %
Valle	52,44 %	47,55 %

Tableau de l'auteur.

Les résultats obtenus au sud-est démontrent la division de la région au sujet des accords de pays avec les FARC. Les départements les plus pauvres et les plus touchés ont voté pour le OUI aux accords de paix (le Choco et le Cauca) . Ce sont aussi les départements ayant le plus de diversité culturelle et ethnique, dont les mouvements sociaux et leurs représentants ont été le plus attaqués. Ces départements sont aussi caractérisés par une forte opposition au gouvernement de Uribe Velez et Juan Manuel Santos, notamment à cause de leurs politiques néolibérales et extractivistes qui ont mis en danger les territoires. D'un autre côté, l'Antioquia<sup>109</sup>, berceau des politiques d'Uribe Velez a été le département avec le plus grand nombre de votes en faveur du NON aux Accords signés, de la région.

La caractérisation antérieure nous permet de comprendre les problématiques du contexte local qui sont à la base des discussions de la MSP de la région du sud-ouest : problèmes de répartition des terres, traités de Libre Échange, pauvreté, inégalité. La MSP de la région du sud-ouest a pour but de nourrir la discussion nationale pour la paix, la justice sociale et la réparation des terres en Colombie. En conséquence, les objectifs de cette MSP sont :

- Informatif : explication, analyses des accords signés. Constitution d'un espace pour travailler sur la mémoire et dialoguer sur la guerre et sur la paix.

<sup>109</sup> Antioquia est aussi un des départements où la distribution de terres rurales présente plus d'inégalités dans le pays : " 1995 38.3% du secteur rural appartenait à 1.4% des propriétaires, phénomène qui a augmenté en 2004, avec 39.9% du secteur total pour le même pourcentage de propriétaires " Tatiana Maritza Mora et Juan Carlos Muñoz. Concentración de la propiedad de la tierra y producto agrícola en Antioquia 1995-2004. *Ecos de Economía* No. 26. Universidad de Antioquia. Medellín, avril 2008. En QUINTERO NAVA (2009) *Espaces ruraux, conflit armé et accès à la terre en Colombie : L'accès à la terre et ses usages*. Juin, Nantes, France. <hal-00716941>.

- Pédagogique : elle cherche à transmettre de façon plus claire et à résumer les pactes acceptés par les FARC et le gouvernement.
- Décisif : elle compte exiger un espace de participation active que la société civile mérite.
- Dynamique : elle articule des processus régionaux dans le but de pourvoir d'expérience le processus de la MSP en Colombie.
- Il est aussi indispensable d'étudier les accords signés entre les FARC et le gouvernement pour les comprendre, les analyser et pour inclure les propositions des MSP .<sup>110</sup>

Le but principal de cette MSP du sud-ouest est de faire une ou plusieurs propositions d'actions politiques et sociales au sujet de la construction de la paix en Colombie, tout en prenant en compte le contexte spécifique de la région. Pour cela, les organisateurs ont proposé trois questions qui ont permis de créer un espace pour la réflexion et la discussion :

- 1) Quelles actions ou activités ont été réalisées dans votre organisation ou département ?
- 2) Quels en ont été les résultats, les objectifs ont-ils aboutis ?
- 3) Quelle orientation ou projection - mandat nous ont laissé ces actions ?

Ces trois questions guides ont été au cœur des discussions et ont été analysées selon 5 axes ou commissions de travail :

- Commission 1 : Table de victimes et justice
- Commission 2 : Table des accords à Quito (gouvernement et guérilla du ELN)
- Commission 3 : Table de participation
- Commission 4 : Table de non- exécution des accords de la part du gouvernement.
- Commission 5 : Table de sujets agraires.

Les commissions ont développé des réflexions concernant le contexte social et politique de la région, mais aussi au niveau national, présentant des propositions et des réflexions qui ont été discutées par la suite et écrites dans des comptes

---

<sup>110</sup> JARAMILLO J. (2016), *Mesa Social para la paz, encuentro región Sur-occidente : Recapitulación de actas*. Santader de Quilichao :Universidad del Valle. p. 8, traduction de l'auteur.

rendus. J'ai classifié les réflexions et propositions dans un tableau comparatif afin de comparer les propositions et les réponses données dans chaque commission créée :

Questions pour lancer les discussions	Commission 1 : Table des victimes et table de la justice	Commission 2 : Table des accords à Quito (gouvernement et guérilla du ELN)	Commission 3 : Table de participation	Commission 4 : Table de non- exécution des accords de la part du gouvernement.	Commission 5 : Table de sujets agraires.
1)Quelles actions ou activités ont été réalisés dans l'organisation ou le département ?	Lecture et compréhension des accords de paix au sujet des victimes et réparation.	Des Mingas, réunions et manifestations symboliques et informatives sur les axes à traité à Quito.		Face à la non-exécution des accords et compromis du gouvernement, les mouvements sociaux ont décidé de s'unir et provoquer une mobilisation non sectoriel	Congrès de territoires et souverainetés en 2011.
2)Quels a été le résultat de ces actions ?, quels en sont les aboutissements ?		Créations de agendas sectoriels, réflexion sur des problématiques par région et par secteur : l'éducation, la santé, le travail, le droit à la terre.		Présentations des agendas uniques. Poursuites pénales contre le gouvernement.	Créations des mandats ou lignes à suivre sur des sujets agraires, de la terre et de l'autonomie alimentaire.
3)Quelle orientation ou projection – mandat nous ont laissé ces actions ?		Il y a des problématiques qui ne seront pas traitées dans les accords avec les guérillas donc il est impératif de les traiter en dehors de ces négociations.			Structuration d'une politique agraire à faveur de la souveraineté alimentaire.

Autres propositions	<p>Exiger des réparations aux victimes de la part des guérillas mais aussi de la part de l'État. Chercher les corps des victimes disparues, utiliser des technologies avancées afin d'élucider la vérité concernant ces disparitions.</p> <p>Documenter et systématiser les témoignages des victimes. Exiger les garanties de non-répétition.</p>	<p>La MSP joue un rôle crucial car elle s'ajoute à la vision et construction collective de la paix en Colombie.</p> <p>La participation active de la société civile dans la construction de paix en Colombie suppose un changement de la culture politique de la société.</p> <p>Proposer une commission qui représente la société et qui se déplacera à Quito et en même temps soutenir cette commission avec des actions symboliques</p>	<p>Besoin de rendre les mouvements politiques les mouvements sociaux.</p>	<p>Consolider la figure de "Guardia"<sup>111</sup> indigène, paysanne et marronne. Présenter une action civile contre le gouvernement. Une action collective entre paysans, indigènes, afros et communauté rural. Renforcer la commission ethnique culturelle<sup>112</sup>. Créer un seul document des pétitions non respectés par le gouvernement. Organiser des nouvelles mobilisations dans la région du sud-ouest Créer une commission d'information aux citoyens au sujet des accords de paix et des problématiques de la région.</p>	<p>Construction de territoires interculturels.</p>
---------------------	---	--	---	---	--

<sup>111</sup> La " Guardia " est le terme employé pour désigner une organisation qui part de la base populaire. Dès la colonisation, les peuples indigènes et "marrons" ont créés des " Guardias " pour se défendre et protéger les terres sacrées de leurs ancêtres. À l'époque de l'indépendance afin de faire valoir leur droit à la terre, ils ont lutté contre les propriétaires terriens. La "Guardia" indigène est une organisation collective, qui regroupe des enfants, des hommes et des femmes d'une communauté, elle est une figure de défense ancestrale pour le droit à la vie et à la terre. Leur arme de résistance est la "Chonta" ou Bâton de commandement.

<sup>112</sup> La commission ethnique culturelle est une proposition des peuples indigènes et afrocolombiens dans le but de faire partie des accords de paix. Dans ce cadre, nous avons invité Francia Marquez, dirigeante et représentante de cette commission qui a partagé avec nous quelques réflexions à ce propos : en première lieu, la commission n'a pas été prise en compte dès le début car ces dialogues de paix n'ont pas créés un espace pour la participation citoyenne, néanmoins les secteurs ethniques de la Colombie se sont organisés et ont présenté un document de pétitions. (Basé sur l'intervention de Francia Marquez lors de la Conférence tenue à Grenoble le 7 avril 2017).

		<p>en Colombie : des rassemblements, manifestations, etc.</p> <p>À Quito la MSP fera partie de discussions accordées par l'agenda du ELN et le gouvernement, en Colombie les mouvements sociaux vont discuter à propos de ce que n'a pas été tenu en compte, par exemple des problématiques spécifiques de chaque région et les Traités de Libre Échange.</p> <p>Promouvoir une pédagogie pour la paix, afin de repenser la culture de la paix en Colombie.</p> <p>Pédagogie pour la paix doit être promue par l'État, financée par un "Fond d'investissement pour la paix".</p>		<p>Construire un agenda en commun pour la région sud-ouest.</p> <p>Renforcer la commission dynamisant de la MSP dans le but d'élargir la participation.</p>	
Réflexions diverses		L'exigence de l'ELN,	Vu l'impossibilité de	Le gouvernement va -t-il	

		<p>d'inclure une participation citoyenne aux dialogues de paix avec les FARC, l'espace qui exige la guérilla d' ELN est indispensable pour y participer.</p> <p>Comment débattre au sujet du changement de système économique si le même gouvernement s'abstient ?</p> <p>Maintenir l'autonomie de l'action politique et sociale de la MSP.</p> <p>Créer une commission en dehors les accords entre le gouvernement et les citoyens. Afin de discuter sur des sujets pas convenus avec les guérillas.</p> <p>La communication des accords de Quito doit être neutre, les moyens de communication ont toujours stigmatisé</p>	<p>respecter ses engagements envers les accords convenus à la Havane ?</p>	
--	--	--	--	--

		<p>les mouvements sociaux en Colombie, il doit avoir d'autres stratégies de communication qui garantissent la transparence de l'information.</p> <p>La MSP s'érige en organisme de participation de l'après conflit, en espace de participation pour les membres de guérillas qui se réinsèrent à la vie civile.</p> <p>L'espace de la MSP n'est pas garanti par l'État, il doit être exigé au moyen de la mobilisation.</p>			
--	--	--	--	--	--

La grille auparavant présentée nous permet d'identifier les axes travaillés dans la MSP, les actions menées par les mouvements sociaux de la région Sud-ouest et aussi au niveau national ; les résultats de ces actions, les obstacles lors de la réalisation des actions et les propositions à venir.

Quant à la commission 2, on peut y noter l'intérêt particulier apporté aux accords négociés avec la guérilla du ELN. Cela s'explique par la faible participation de la société civile dans les accords avec les FARC. L'agenda présenté par l'ELN est une condition pour mener les dialogues et représente une opportunité pour les organisations sociales. D'un côté, cela leur permettra d'être reconnues dans la sphère politique nationale et internationale et, de l'autre côté, cela supposera un changement de la culture politique où les citoyens deviennent des acteurs politiques actifs et décisifs pour la construction de la paix en Colombie. Il est important de remarquer que la création d'une commission de citoyens à Quito ne signifie pas l'interruption des mobilisations en Colombie, mais, qu'au contraire, cela intensifierait la lutte et la résistance dans chaque région du pays afin d'exiger la fin du conflit armé et social en Colombie.

En outre, la commission 3 sur la participation vient compléter ce qui nous avons mentionné auparavant. Mais la réflexion porte également sur le savoir-faire de la MSP à Quito. De ce fait, le défi de cette dernière est de maintenir l'autonomie de son action politique et sociale. On note en effet qu'une des stratégies de délégitimation des mouvements sociaux est celle de les lier aux groupes subversifs et guérillas. À ce sujet, il est pertinent de rappeler que dans de plusieurs reprises, les mouvements sociaux ont fait de fortes critiques aux actions de guérillas :

*Nous refusons l'intrusion des FARC dans nos conseils communautaires et nos conseils indigènes (cabildos) car elle compromet notre autonomie et notre identité culturelle, entrave le libre déroulement de nos activités quotidiennes, sert de prétexte à l'État pour ne pas faire les investissements sociaux nécessaires, gêne l'application des règlements et des dispositions internes, et affecte notre propre sécurité.*<sup>113</sup>

Un autre point traité par la commission 3 a été la politisation des mouvements

<sup>113</sup> " No en nuestros territorios ", 15 novembre 2005, leaders du Choco. En FORREST HYLTON, Op. Cit., p. 14.

sociaux. Cette proposition est le résultat de la longue trajectoire de la lutte et la résistance qui, face à des promesses non- respectées par les gouvernements, ont vu le besoin de mener des actions politiques en parallèle aux actions sociales. On a vu l'exemple de la *Cumbre Agraria*, où les représentants ont créé la *MUN* comme espace légitime de dialogues entre le gouvernement et les paysans, ou le Congrès de Peuples en quête d'une meilleure compréhension des politiques de la Colombie. Ces deux actions collectives rendent accessible et ouverte la sphère politique qui a longtemps été éloignée de la conscience des citoyens malgré l'importance de celle-ci.

Un autre point est celui de la consolidation des formes de justice et politiques " otras " et " propias ", par exemple, les *Guardias* indigènes. Cette proposition a été faite par la commission 4. La discussion porte sur le climat de méfiance envers la sphère politique. Plusieurs raisons alimentent cette méfiance. D'une part, les constants scandales de corruption qui impliquent des politiciens, des procureurs, des candidats à la présidentielle, des évadés fiscaux, etc. Ces scandales ont mis en cause la bonne exécution des lois et de la politique. L'ambiance de mécontentement des Colombiens est très visible au moment d'exercer leur droit de vote. En 2010, l'abstention aux présidentielles a été de 51 % au premier tour et de 56 % au second tour ; en 2014, il était de 60 % au premier tour<sup>114</sup>. De plus, le Referendum pour la Paix a également été marqué par une méfiance politique, conduisant à un taux d'abstention de 62,57 %. <sup>115</sup>

On note également que la non-exécution des compromis institutionnels acquis suite à des mobilisations sociales a accentué la perte de confiance des citoyens envers l'État. C'est donc dans ce contexte de méfiance que la population propose de nouvelles formes d'action pour faire valoir ses droits et rechercher une construction de l'État " par le bas ". Un changement de la culture politique semble évident. La collectivisation des formes de gouvernements et de justices " propias ", " ancestrales " pratiquées au quotidien par des cultures indigènes et afro-colombiennes prend de plus en plus de force et deviennent un projet tout à fait possible en tant qu'État " autre ".

<sup>114</sup> EL TIEMPO (2014), *60% la abstención más alta en la últimas elecciones, 25 mai*. [En ligne] consultable sur : <<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-14035636>>, [consulté le 05-mai-2017].

<sup>115</sup> ORDOÑEZ F. (2016), " Plebiscito, abstención y sistema democrático ", *Revue América Latina en movimiento*, 11 octobre, [En ligne] Consultable sur : <<http://www.alainet.org/fr/node/180876>>, [consulté le 06-mai-2017].

Pour finir, la MSP de la région du Sud-ouest a fait appel aux organisations sociales pour partager leurs expériences et réflexions sur les actions faites, et à venir, dans chacun des départements. De sorte que les représentants ont pris la parole et ont exprimé leurs propositions et inquiétudes quant au moment historique que traverse le pays :

Putumayo : En octobre et novembre de 2016, les mouvements sociaux ont prévu des rassemblements dans le but de renforcer les mobilisations à venir après le referendum pour la paix. Ils ont prévu des réunions avec des organismes internationaux de défense des droits de l'Homme, la participation au forum mondial de l'environnement et à des ateliers sur les répercussions de l'exploitation minière.

Caqueta : proposition de la création d'une commission de défense des sources d'eau et des territoires, d'une consolidation de l'agriculture familiale, du renforcement de la " Guardia " interculturelle dans des territoires où le conflit avec les FARC persiste, d'une de-collectivisation de la politique intégrale indigène et, enfin, d'une organisation d'un second congrès indigène du département de Caqueta.

Valle : la construction collective d'agendas de travail sur le sujet de la reconstruction de la mémoire historique, l'accompagnement de victimes et la quête de la non révictimisation.

Nariño : Réalisation de la *Minga de Nariño*, dans le but de défendre les territoires de projets miniers. Organisation de réunion pour étendre les réflexions de la MSP. Création du projet un toit c'est mon droit (un techo mi derecho) qui est une initiative permettant de consolider le programme d'une vie digne proposé par les organisations sociales. Proposition d'une réflexion sur la paix avec la Pachamama (la mère terre) pour prendre conscience des actions en faveur de sa protection.<sup>116</sup>

En conclusion, la MSP de la région du Sud-ouest nous a permis de mieux comprendre de l'organisation de la MSP en Colombie pour de nombreuses raisons : ses lignes directrices, ses propositions et sa vision du pays en paix. Mais aussi l'importance de la participation active de la population et sa contribution à ce qu'on pourrait nommer le commencement du changement de la culture politique

<sup>116</sup> JARAMILLO J., Op. Cit.

en Colombie, le début de l' *Empoderamiento du sujet politique*.

## **Tensions externes et internes des mouvements sociaux en Colombie**

Le processus de convergence proposé par les trois cas susmentionnés, est d'une grande complexité, car il implique, d'un côté, de faire face aux obstacles présentés par des institutions extérieures au dit processus (l'État, les groupes paramilitaires, les guérillas, les médias) et, d'un autre côté, de surmonter les tensions internes, notamment la division idéologique (héritage historique issu des anciennes manifestations et idéologies de gauche).

Ainsi, les principales tensions externes que doivent affronter les mouvements sociaux sont, d'une part, les relations avec le gouvernement, dont la réponse aux actions collectives et aux manifestations peut être la répression, le non respect des accords conclus avec les secteurs mobilisés ou encore plus récemment le phénomène des « faux positifs » judiciaires<sup>117</sup>. Les mouvements doivent aussi faire face aux groupes paramilitaires qui menacent et assassinent régulièrement des leaders sociaux, faits déjà évoqués ci-dessus. Ainsi, les manifestations collectives, les leaders sociaux et les militants de causes humanitaires ont subi, depuis plusieurs décennies, calomnies et stigmates qui ont mis en danger la continuité et la réputation des mobilisations sociales en Colombie. Dans les années 80, par exemple, la Colombie a connu une période de grande violence sociale et politique, ayant aboutie à la destruction de la UP, puis celle du mouvement politique abstentionniste "A LUCAR". Selon Ospina :

*La década de los ochentas se caracteriza por una fuerte violencia política en Colombia no solo contra AL [A LUCAR] sino en general contra la oposición política. Los elementos fundamentales para explicar el aumento de la violencia política a finales de la década de los ochentas se agrupan así: la preocupación estatal por la constitución de la Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar, en septiembre de 1987; la multiplicación de los grupos de extrema derecha; la incorporación abierta de la mafia al conflicto político a través de la violencia y la formación de grupos paramilitares y escuelas de sicarios; y la*

<sup>117</sup> Le faux positifs judiciaires est le nom donné aux poursuites judiciaires (apparemment fausses) contre les membres ou représentants de l'opposition, afin de désarticuler et de criminaliser les manifestations de opposition.

*preocupación de las élites frente al repunte político de la izquierda y el movimiento de masas. Las víctimas de esta violencia política en su mayor proporción eran de la izquierda especialmente de la UP aunque proporcionalmente AL también sufrió el embate de la violencia política.*<sup>118</sup>

À l'heure actuelle, les raisons de la violence sociopolitique ne se trouvent pas si éloignées de celles des années 80 : nous voyons que le phénomène paramilitaire reste en vigueur et menaçant, ainsi que la répression et la stigmatisation des mobilisations sociales, même dans un contexte de désarmement de la gauche armée colombienne.

De plus, il faut ajouter à tout ce qui précède, la préoccupation du gouvernement en ce qui concerne les diverses résistances collectives et critiques du système néolibéral qui a mis en place une logique économique extractiviste qui met en péril l'environnement, de même que plusieurs territoires et réserves naturelles du pays. De plus, le renforcement des traités de libre échange signés avec les États-Unis et l'Europe renforcent la compétition de marché et marginalisent les petits et moyens producteurs, tout en consolidant le pouvoir des élites.<sup>119</sup> D'une manière générale, la violence politique contre les mouvements sociaux et les résistances émancipatrices reste très présente de nos jours, et les plaintes pour violations des droits de l'homme sont encore nombreuses.

Néanmoins, les tensions externes ne se limitent à la violence sociopolitique ou paramilitaire car les mouvements sociaux doivent aussi se positionner par rapport aux stratégies des guérillas, à leurs idéologies et revendications. Cette relation a été d'abord marquée par une certaine proximité, surtout dans les années 80, où les mouvements sociaux et politiques comptaient parmi leurs membres des militants ou d'ex-militants des guérillas : c'est le cas pour A LUCHAR, dissidence de l'ELN, du Front Populaire, dissidence de l'EPL ou encore de l'UP, liée aux FARC.<sup>120</sup> Ceci a provoqué de multiples tensions, dans le sens où les actions armées contredisaient les actions pacifiques proposées par les mouvements, mais aussi car lors d'occasions répétées la présence d'ex-guérilleros dans les mouvements a été employée par l'Etat pour criminaliser et dénoncer l'illégitimité

<sup>118</sup> OSPINA F. (2013), *Propuesta y trayectoria del movimiento social y político A Luchar 1984-1991* (Mémoire de Master), Bogotá : Universidad Nacional de Colombia. p. 271.

<sup>119</sup> FIGUEROA J. (SD), *Prácticas, discursos y resistencias en las comunidades negras de Buenaventura Colombia*, [En ligne] consultable sur : <<file:///C:/Users/user/Downloads/208998-buenaventura.pdf>>

<sup>120</sup> OSPINA. Op. Cit., p. 275.

de ces mobilisations.

Ce type de problématiques a conduit à des ruptures et à des disputes entre les différents groupes qui composent les organisations sociales. Comme nous l'avons déjà mentionné, la convergence de divers secteurs au sein d'une seule plateforme de mobilisation n'a pas été simple, notamment à cause de différences idéologiques, des formes d'action collective et des notions diverses de construction du pouvoir que chaque organisation a construit tout au long de son histoire. Il est pour cette raison intéressant de nous appuyer sur des recherches de terrain réalisées par des chercheurs colombiens, qui permanent d'identifier d'une manière directe ces difficultés et tensions organisationnelles.

C'est par exemple le cas des tensions entre le CRIC (Conseil Régional Indigène du Cauca) et la Minga. Il convient de préciser que ces tensions changent en même temps que le contexte social et politique du pays. Le CRIC est un projet d'organisation qui naît des luttes et du désir d'organisation des peuples indigènes du Cauca. Il a ouvertement participé aux forums, aux congrès et aux manifestations avec d'autres secteurs ethniques et en résistance de la Colombie. Il a aussi encouragé la convergence de divers secteurs dans ce qu'on appelle la MINGA, organisation décrite plus haut.

Cette posture d'ouverture vers l'autre, vers le non indigène et le "blanc", a causé de multiples débats et incompréhensions de la part des organisations indigènes dont la lutte est pour l'autonomie. C'est le cas de L'AICO (Autorité Indigène de la Colombie). Caldas explique :

*L'AICO était une organisation qui critiquait la présence des non-indigènes à l'intérieur du CRIC. L'AICO de sa part a toujours privilégié une organisation où les indigènes les plus âgés sont les responsables de conduire le mouvement. L'AICO défend seulement les droits à l'autonomie ethnique et aux savoirs ancestraux. Au contraire, pour le CRIC il est important de sortir d'une enclave purement ethnique invitant les personnes non-indigènes à lutter tous ensemble. Le CRIC s'organise à travers des "gremios" (corporations) qui ne suivaient plus le mode d'organisation indigène traditionnelle. Pour l'AICO tout cela représente une "dénaturalisation" du mouvement indigène qui néglige et trahi les traditions ancestrales.<sup>121</sup>*

<sup>121</sup> CALDAS, Op. Cit., p. 58.

Nous voyons que pour l'AICO, la convergence de l'organisation indigène avec d'autres secteurs sociaux, met en risque l'autonomie de ses traditions et perd, avec cela, l'objectif principal de l'organisation même. Cette tension s'affirme surtout avec la constitution de la Minga, à partir de 2008, puisque c'est une proposition qui naît depuis les secteurs indigènes, mais avec le temps elle commence à prendre une dimension multisectorielle et nationale.<sup>122</sup> De ce fait, les objectifs du CRIC n'ont pas réussi à concorder avec ceux de l'AICO et cela a causé une rupture entre les deux processus.

Par ailleurs, la formation d'un espace populaire et protestataire ample comme celui suggéré par la Minga implique aussi de multiples problèmes en terme de gestion du pouvoir au sein de l'organisation et d'affrontements idéologiques :

*[...] existe mucho "celo" o prevenciones, donde se ha consolidado el imaginario de que determinadas organizaciones quieren hegemonizar a otras, y entonces esas otras no se dejan hegemonizar; donde tales organizaciones están, entonces éstas no van. Esto hace que se entren en pugnas ideológicas, políticas y sociales que no dejan fluir un proceso de participación y articulación conjunta entre tales organizaciones,*<sup>123</sup>

Ce qui précède, nous laisse entrevoir que les notions d'hégémonie et de pouvoir construites de façon verticale continuent à être présentes dans les processus de résistance et au sein des mouvements sociaux. Ceci explique l'absence de réelle convergence entre les divers mouvements sociaux en Colombie, malgré le fait que les espaces de dialogue se soient fortifiés au cours des dernières années. Cette constatation devrait inviter les organisations à intensifier les formes de dialogue horizontal et surtout à dépasser l'héritage historique qui a marqué leurs actions par le passé. Il est temps pour les mouvements de dépasser les brèches idéologiques, de repenser le pouvoir comme une construction collective et non fondé uniquement sur la notion de "l'État souverain" implantée par la pensée moderne occidentale.

<sup>122</sup> *Ibid.* p. 60.

<sup>123</sup> Interview à John Jairo Rincón García. Membre du *Coordinador Nacional Agrario CNA* et du *Centro RAIZ-AL de Pensamiento Latinoamericano*, janvier 2011. En CASTAÑO A. (2013), *La Minga de Resistencia Social y Comunitaria : Construcción de un proyecto de movilización popular bajo lógicas de articulación intersectoriales*, Santiago de Cali : Universidad ICESI, [En ligne] consultable sur : <[https://repository.icesi.edu.co/biblioteca\\_digital/bitstream/10906/76521/1/minga\\_resistencia\\_social.pdf](https://repository.icesi.edu.co/biblioteca_digital/bitstream/10906/76521/1/minga_resistencia_social.pdf)>.

## ***Conclusion du chapitre***

Ce chapitre nous a permis d'analyser des dynamiques organisationnelles de trois des mouvements sociaux les plus actifs de Colombie lors de ces 5 dernières années. Ces derniers représentent tant le secteur rural que urbain, dont la consigne de lutte est l'unification des mouvements sociaux. Cet objectif vise à résoudre le conflit social qui entrave le pays depuis deux siècles et qui a été à la racine du conflit armé des 53 dernières années. Les mouvements sociaux apportent ainsi une discussion sur la question sociale qui jusqu'à présent avait été atténuée et minimisée à cause du conflit armé. En effet, jusqu'à présent la réflexion sur le lien entre l'impact du conflit armé et les problèmes sociaux était peu développée. De ce fait, les mouvements sociaux permettent à la société de réfléchir sur la fin du conflit armé à partir du champ du social. La consigne de "la Paix oui, mais avec de Justice Sociale" est l'emblème de ce débat.

La deuxième conclusion de ce chapitre fait référence à l'importance du renforcement de la mobilité citoyenne, comme Archila le souligne, et de son articulation aux mouvements sociaux. Cela renvoie aussi à la question de l'autonomie des mouvements par rapport au politique, problème qui ne réside pas dans une séparation complète des mouvements vis-à-vis des institutions politiques, mais au contraire dans la recherche de la place qu'ils méritent dans l'arène politique du pays. À ce sujet, de nombreux progrès ont été obtenus : d'une part, grâce à la création de la MUN par le biais du décret 870 2014, qui a permis la légitimation du mouvement agraire, indigène, paysan et afro-colombien et, d'un autre part, grâce à l'installation de la MSP à l'occasion des négociations en cours avec l'ELN.

De ce point de vue, les mouvements sociaux colombiens peuvent être définis comme des mouvements "anti-globalisation" dont les pratiques et les propositions sont de caractère émancipateur. Ainsi, leurs propositions d'actions et de réflexions mettent en place l'usage de pratiques "autres" et alternatives, face à celles du modèle de globalisation eurocentriste. Cesdites propositions sont variées et de type social, économique et politique. Elles portent notamment sur la défense de la Terre-mère, les sources d'eaux, le respect pour la culture responsable ; la consolidation de l'agriculture urbaine, solidaire et familiale, les plans de

développement durable, le respect pour les droits de la Terre et les pratiques du "Bien vivre".

En ce qui concerne les actions alternatives, elles essaient de récupérer les systèmes d'actions collectives comme la Minga qui applique la notion de "*Caminar la palabra*" suivant ainsi l'idée indigène que : " la palabra es el canal que condensa el poder-pensar-decir-hacer a través de la acción de hablar/decir palabras desde su mundo. Esta palabra es colectiva: genera temor y respeto, al ser emanada por la «multitud con palabra de autoridad »<sup>124</sup>. De même, le concept ancestral des " Mandats " se retrouve dans les mots de Piñacue :

*[...] [los mandatos] operan bajo el principio colectivo, donde naturalmente tienen posturas divergentes que en debate los llevan a una unidad de criterios llamada mandatos Allí las ideas siempre surgen bajo la consigna de la unidad (cohesión), y es múltiple dicho mandato debido a que es replicado por otros pueblos indígenas. En este sentido se realiza la colectividad, fundada por la experiencia del territorio-creencia-saber, siendo esta concepción principio del conocimiento colectivo, es decir, que el conocimiento no parte de un yo-individual, sino de un yo-colectivo que obedece a la autoridad colectiva que opera en el territorio*<sup>125</sup>

Ce retour vers les traditions indigènes est l'échantillon le plus tangible de la mission *antiglobalizadora* de plusieurs mouvements sociaux en Colombie. C'est aussi leur plus grand pari et défi. Ils ne se contentent ainsi pas de l'action locale au sein de territoires et municipalités, mais étendent leur proposition au reste du monde. Il se crée ainsi un tissu d'action où la lutte traverse toute limite et frontières. L'exemple vivant de cela est la réplique de ces actions dans d'autres pays. Nous verrons ainsi dans la prochaine partie un essai de réalisation de ces pratiques collectives " autres ", provenant des propositions du mouvement social en Colombie, dans un autre continent : l'Europe.

<sup>124</sup> PIÑACUÉ ACHICUE J. (2014), " Pensamiento indígena, tensiones y academia ", *Revue Tabula Rasa*, Bogotá, N° 20, janvier-juin, pp. 161-192. [En ligne] consultable sur : <[https://antropolitica.uniandes.edu.co/IMG/pdf/Pinacue\\_2014.pdf](https://antropolitica.uniandes.edu.co/IMG/pdf/Pinacue_2014.pdf)>.

<sup>125</sup> Ibid.

### **Chapitre 3. Étude de cas : *La Mesa Social de Lyon***

## **Méthodologie de la *Mesa Social de Lyon***

Le deuxième chapitre nous a permis de mettre en valeur les actions collectives des Mouvements sociaux en Colombie. Nous avons vu le contexte de ces 5 dernières années et comment la conjoncture politique a favorisé l'unification des mouvements afin de repenser la construction du pays, tout en dénonçant le conflit social. Nous avons remarqué le but émancipateur de ces actions et les propositions *Antiglobalizadoras* développées au cours des manifestations citoyennes. De ce fait, ce dernier chapitre analyse le cas de la *Mesa Social* pour la paix en Colombie tenue à Lyon (MSPL) en 2016<sup>126</sup>, afin d'aborder l'impact international des mouvements sociaux et de mettre en évidence la participation active des Colombiens qui habitent à l'étranger.

En réponse à l'appel des mouvements sociaux de la Colombie à créer une *Mesa Social* pour construire collectivement une proposition de paix "*par le bas*", plusieurs Colombiens migrants ont décidé de s'unir. Ainsi, l'expérience de la première Mesa Social pour la Paix organisée à Genève, en 2015, a convoqué des organisations, associations, étudiants, académiques, exilés politiques, et toute personne intéressée à repenser la paix en Colombie. Au moins une cinquantaine de personnes s'y sont réunies pour parler de paix et de ce que cela signifie pour nous en tant que citoyens du monde. Cette réunion a inspiré la création de différents événements afin de répondre aux interrogations sur le rôle des Colombiens émigrés dans la construction de paix du pays. De ce fait, des Colombiens et tous ceux qui étaient intéressés par cette discussion se sont réunis à Zurich, à Berne et à Vitoria au Pays Basque pour construire des espaces d'échanges et débats autour de la paix en Colombie. Toutes ces expériences ont marqué le début d'un grand rassemblement de Colombiens habitant à l'étranger afin de jouer un rôle important dans ce moment historique.

Parmi toutes ces manifestations, je souligne la Mesa Social pour la Paix en Colombie menée à Lyon à laquelle je vais consacrer tout ce dernier chapitre. J'ai participé à plusieurs des événements mentionnés ; c'était une participation active, mais indirecte. Après avoir participé aux diverses rencontres dans le but de

---

<sup>126</sup> Tenant en compte que la *Mesa Social* de Lyon est un événement très récent et très peu étudié ce chapitre est basé sur des dialogues avec des acteurs de la MSPL, interviews, comptes rendus et ma propre participation dans le processus et la mise en place de l'événement.

repenser la paix de la Colombie, l'opportunité de co-organisation de la *Mesa Social* m'a semblé le scénario le plus raisonnable et cohérent qui, d'un côté, me ferait être membre actif du moment historique que le pays vit et, d'un autre côté, enrichirait mon projet professionnel et académique.

Les pages suivantes proposent une caractérisation et l'analyse de ce moment de participation qui additionné avec les autres, au plan mondial, ont apporté un changement d'orientation des mouvements sociaux en Colombie. Cette partie se fonde sur ma participation à l'organisation et mise en place de la MSPL en mai 2016, sur les comptes rendus, les réunions de préparations et sur les entretiens que j'ai fait avec trois des organisateurs de la MSPL. Il faut remarquer que les idées que je présente ensuite sont basées sur mon expérience propre, lors de ma participation et ne cherchent pas à être exhaustives.

***Méthodologie de l'enquête : action-participative, entretiens semi-directifs.***

Ma participation à la TSPL a eu lieu, après avoir observé d'autres événements au sujet de la paix en Colombie. Le premier événement que j'ai co-organisé a été au sujet du Bien-vivre et je l'ai fait au sein d'une association dont le siège se trouve installé à Lyon, c'est une association de solidarité avec l'Amérique Latine nommée Palenque. Ainsi, j'ai commencé à faire la connaissance de la diaspora latino-américaine en France. Ensuite, je me suis intéressée au sujet de la paix en Colombie et assistée à différents événements proposés par des associations colombiennes. Ils avaient lieu partout en Europe et proposent des discussions et débats à propos de la participation active de la diaspora colombienne dans les accords de paix. C'est ainsi, que j'ai reçu l'invitation à la première Mesa Sociale en Europe, qui a été menée à Genève, le 28 novembre de 2015. La première TS m'a permis de connaître la proposition de créer une commission citoyenne permettant la participation de la population colombienne dans les accords de paix.

De ce fait, on a décidé de faire une réunion avec des membres des associations colombienne à Lyon qui pourraient être intéressés à l'organisation d'une MS à Lyon. La réponse a été très positive et très rapidement plus de 15 personnes se sont mobilisés pour construire une proposition d'action collective au sujet de la

paix en Colombie. L'équipe a été constituée par des étudiants français, colombiens, péruviens et équatoriens, et par des exilés politiques installés depuis plus de 10 ans à Lyon.

La plupart des organisateurs sont de jeunes étudiants qui travaillent pour pouvoir payer leurs études, néanmoins leur investissement était très actif, même quand les tâches demandaient beaucoup de temps. Mais il était clair que pour plupart d'entre nous il s'agissait plus d'un engagement personnel que d'une vocation politique. Beaucoup commençaient à peine à entendre parler du conflit armé en Colombie et les enjeux politiques et sociaux que ceux-ci symbolisaient. De ce fait, un des premiers défis était de les comprendre et de s'informer.

On part, donc, du fait que nous n'étions pas tous des militants ou des experts en Histoire de la Colombie : la diversité des idéaux politiques, des religions, de " classes sociales " et d'investissement politique étaient l'une des caractéristiques de l'équipe. Cela a enrichi le processus, car cela nous a permis de connaître les différentes réalités qui motivaient les actions de chacun. Mais, en même temps, cela a créé des tensions et des débats très controversés : par exemple le fait d'être favorable ou pas à la totalité des Accords signés. Il a fallu comprendre que la MSPL n'était pas une stratégie de publicité des Accords de paix, mais une construction collective qui visait une compréhension et le soutien à la sortie du conflit armé par la voie pacifique.

Aussi, la tension entre ceux qui " sympathisaient " avec les actions de groupes armés et ceux qui, au contraire, les condamnaient. Ce fût des débats très importants et ont permis de comprendre les difficultés à surmonter, mais surtout à accepter avec responsabilité et tolérance l'avis de l'autre. Malgré les idéologies hétérogènes, la tension politique n'a pas créée de fortes ruptures, car l'équipe était constituée, pour la plupart, d'étudiants non-militants, peu liés aux groupes politiques.

### *Les motivations de participants de la MSPL*

Comme nous l'avons constaté, l'équipe de la MSPL, est hétérogène et diverse. Cette caractéristique révèle l'intérêt récent des jeunes latino-américains, pour les actions collectives qui visent à rendre visible les problèmes de l'Amérique Latine.

Le premier groupe de participants qu'on peut distinguer est celui des militants fortement engagés ; le deuxième, celui des jeunes étudiants latino-américains sans une vocation politique préalable et, finalement, les Français (pour la plupart avec un fort investissement politique est social). Dans mon enquête action-participative, j'ai eu l'opportunité de faire 3 interviews (un interviewé par catégorie) et d'avoir des discussions informelles au sujet de la MSPL. Ainsi, ces partages m'ont permis de comprendre les motivations de quelques membres de la MSPL.

En premier lieu, les interviews m'ont permis de comprendre que la plus grande motivation pour la participation à un événement comme la MSPL, était l'urgence de participation citoyenne dans des espaces collectifs, pour les uns afin d'être participants des décisions politiques et, pour les autres, afin d'essayer de changer la réalité et le contexte local que chacun construit collectivement. Alors que, les militants qui visent un changement du système politique, économique et social, le reste des participants recherchent un changement local moins utopique et plus " tangible ".

Pour les participants français, la MSPL était une opportunité de comprendre les dynamiques sociales, culturelles et politiques de la Colombie et de confronter les imaginaires de guerre qu'ils avaient reçu, surtout de la part des médias. Mais, pour les étudiants colombiens, la MSPL a aussi été un espace propice pour s'informer et comprendre la réalité du pays : *Principalmente, aprender, empaparme de la realidad de los colombianos que han sido víctimas de ésta guerra. Porque cabe aclarar que yo no lo fuí, mi ciudad siempre fue muy tranquila y cuando mi padre estaba amenazado yo ni lo sabía. Así que el hecho de pertenecer a MSP me hace vivir ésta guerra que tanto ha afectado a los colombianos de una manera mas sensible y real.*<sup>127</sup>. De sorte, que l'équipe devait se former d'abord pour, pouvoir ensuite, apporter à la construction des ateliers proposés. Néanmoins, ceux qui connaissaient mieux le contexte apportaient beaucoup plus de références et de bases pour les ateliers que ceux qui n'étaient pas encore des connaisseurs. Quant à l'animation des ateliers, les participants de 3 catégories se sont proposés avec le même enthousiasme, de sorte que dans chaque atelier il y avait un Français, un militant et un étudiant et la répartition de tâches s'est opérée collectivement et selon les envies et les capacités de chacun.

---

<sup>127</sup> Interview à Ana Maria Rodriguez, jeune colombienne, étudiante de L2 de sciences politiques.

Évidemment, comme dans tous processus d'organisation, le rôle des leaders ont commencé à émerger, et les membres les plus investis étaient, d'une part, ceux qui avait le plus de temps à consacrer à l'organisation et d'autre part, ceux qui liait la MSPL à leurs actions politiques et sociales.

## **Les actions alternatives de la MSPL**

La MSPL est une expérience d'organisation sociale ; il s'agit de la réponse à ce grand appel qu'est la MSP en Colombie. Les buts de la MSPL sont :

- Créer un espace de dialogue au sujet de la paix en Colombie.
- Soutenir les projets et événements au sujet de la migration colombienne en France.
- Repenser les actions sociales et politiques menées en France et en lien avec la Colombie.
- Regrouper la migration colombienne autour de la discussion sur son rôle dans la construction de paix en Colombie.
- Répondre activement à l'appel de la MSP de la Colombie.<sup>128</sup>

Pour réaliser ces objectifs, l'équipe organisationnelle a décidé de travailler trois thématiques fondamentales pour comprendre le conflit armé et social en Colombie et les enjeux politiques et sociaux des accords de paix. Ces thématiques ont été les suivantes :

- **Construction de la mémoire historique** : dont nous avons mis en lumière les divers événements historiques qui expliquent le contexte social, économique et politique du pays.
- **Modèle économique** : dans laquelle nous mettons en évidence les conséquences des traités de libre-échange avec l'Europe, conséquences qui ont négativement contribué à la recrudescence de la guerre en Colombie, à l'inégalité sociale et à la pauvreté extrême.
- **Pédagogies pour la paix** : dans laquelle se mettent en valeur le travail et la lutte de quelques organisations qui ont travaillé pour la paix en Colombie et dans d'autres pays affectés par la violence.

---

<sup>128</sup> Information issu des interviews et comptes rendus de réunions faites par l'équipe de la MSPL.

Lesdites thématiques ont été travaillées en forme d'ateliers. Postérieurement, je vais décrire chacun des ateliers et expliquer leurs objectifs et résultats. La méthodologie des ateliers a permis une dynamique plus active et relationnelle entre les animateurs des ateliers et les participants, les sujets choisis ont été soigneusement pensés. L'équipe organisationnelle a tenu compte du contexte de la Colombie, mais aussi du contexte français et également des impacts économiques, sociaux et politiques du réseau entre ces deux pays. En ce sens, d'une part, les ateliers ont porté sur l'imaginaire collectif que les Français ont de la guerre et la paix en Colombie, d'autre part, ils ont cherché à confronter le modèle de consommation en France aux dynamiques économiques qui nourrissent le conflit armé et social en Colombie. Et finalement ils ont évoqué aussi des pratiques et événements de pays en post conflit dans le but de mettre en valeur les actions de paix liées à l'éducation et à la lutte des citoyens.

#### *Atelier de mémoire historique :*

L'objectif de cet atelier était de faire un parcours historique de la Colombie. Cet atelier a été conçu dans le but de " briser " le paradigme occidental de l'histoire qui présente les faits historiques de façon linéaire : passé, présent et avenir. La contre-position à ce paradigme a été celle que les indigènes nomment "la spirale de la vie" qui montre les faits historiques comme une spirale, qui est en constant mouvement et où les événements sont en immuable relation. L'atelier de mémoire a été travaillé au cours de trois moments de réflexion :

#### *Le photo-langage :*

Dont l'objectif était de confronter les imaginaires que les Français et les Colombiens ont de la guerre et la paix en Colombie. Pour cela l'équipe a choisi des photographies, contenus de revues, et des informations transmises par les médias. D'abord, les images ont été mises à la disposition des participants de l'atelier, pour ensuite choisir une image qui représentait le conflit armé en Colombie. Les images choisies par l'équipe de TSPL étaient encadrées en 7 imaginaires possibles présentés par les médias :

- La femme et les enfants dans la guerre.
- La prise d'otage.
- Les manifestations contre la guérilla des FARC.
- Terrorisme
- Narco-traffic
- Victimes du conflit
- Conséquences sociales de la guerre.

Finalement les participants ont partagé leur choix, dans un moment de prise de parole collective.

*Mémoire en spirale :*

Ensuite, les participants ont réalisé un parcours historique des faits les plus transcendants de la vie politique et sociale de la Colombie. Ils ont mis en dialogue des faits historiques depuis la colonisation jusqu'à nos jours. L'équipe organisatrice de cet atelier a choisi 30 événements majeurs de l'histoire de la Colombie. Ceux-ci devaient être organisés par des dates disposées sur une spirale du temps. Les participants avaient comme référent d'autres événements connus. Chaque participant a relié l'image à la date choisie. Ensuite, les participants de l'atelier ont discuté sur la date, les protagonistes et les conséquences des faits présentés par les photographies.

Ainsi, le placement des faits dans la temporalité en spirale cherchait à rappeler les moments de plus grande violence en Colombie, et sans interruption depuis l'arrivée des Espagnols. Je présente ci-dessous quelques-uns des événements choisis par l'équipe de l'atelier.

DATE	ÉVÉNEMENT HISTORIQUE
Avant arrivée des	Cultures Tayronas, Muiscas, Quimbayas. Rappel : actuellement, la Colombie compte plus de 104 peuples indigènes encore en

Espagnols	résistance.
1492	"Conquête" et colonisation postérieure.
1810: 20 Juillet	Processus d'indépendance politique
1819-1946	Confrontations entre fédéralistes et centralistes, puis entre conservateurs et libéraux.
1946	Apparition du mouvement politique Gaitaniste.
1948	Assassinat de Jorge Eliécer Gaitán. 9 avril, Bogotazo.
1946 1966	Période de la <i>Violencia</i> , guerre entre libéraux et conservateurs.
1949	Apparition des autodéfenses paysannes ou guérillas libérales.
1958 1974	Front National. Répartition alternée du pouvoir politique entre conservateurs et libéraux
1964	Création des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), guérilla qui se déclare marxiste-léniniste
1965	Création de l'Armée de Libération National (ELN) et Armée Populaire de Libération (EPL)
1970	Apparition du M19. Guérilla majoritairement urbaine et intellectuelle.
1971	Fortes grèves citoyennes. Mouvement d'étudiants (la manifestation la plus importante en Colombie). 26 février, plus de 20 morts à cause de la répression de l'armée nationale.
1982-1984	Accord de cessez-le-feu de l'Uribe, entre le gouvernement du président conservateur Belisario Betancur et la guérilla des FARC. Pas de remise des armes, négociation interrompue en 1987.
1990	Le M19 se démobilise et participe à l'élaboration de la nouvelle Constitution de 1991 // Assassinat de Bernardo Jaramillo Ossa, président du parti politique l'Union Patriotique // Assassinat de Carlos Pizarro León Gómez, principal dirigeant de cette guérilla.
1997	Création des AUC (Autodéfenses unies de la Colombie), qui regroupent tous les groupes paramilitaires nés dans les années précédentes, pour défendre les propriétaires terriens et les narcotrafiquants contre les FARC. La guerre entre les deux factions armées s'intensifie.
1999-2002	Ouverture de négociation de paix entre le gouvernement de l'ex-président Andres Pastrana et la guérilla des FARC.

2003-2006	Le gouvernement Alvaro Uribe signe un accord très controversé de démobilisation avec les AUC, le plus important groupe de paramilitaires, responsable de plus de 30 000 assassinats depuis les années 1980.
2008	Mort du numéro deux des FARC lors d'un bombardement en Équateur. Mort (naturelle) du numéro un : Manuel Marulanda, à 78 ans. Libération d'Ingrid Betancourt
2010	Élection de Juan Manuel Santos à la présidence. Le commandant militaire des FARC, Mono Jojoy, est tué en septembre. Puis en 2011 mort d'Alfonso Cano, le successeur de Marulanda.
2012	Débuts des accords de paix avec la guérilla des FARC et le gouvernement du président Juan Manuel Santos.

La spirale de la vie est un paradigme de la temporalité pensé depuis la cosmovision des peuples indigènes de l'Amérique. Cet important symbole est gravé dans des pétroglyphes, tissé sur des *Mochilas*<sup>129</sup>, de tissus et d'autres expressions d'art de ces communautés qui résistent toujours dans le continent. La Colombie compte plus de 104 peuples indigènes et c'est une nation multi-culturelle et pluriethnique<sup>130</sup>. Ces communautés ont créé, à l'intérieur de leurs processus de lutte, un dialogue interculturel avec les savoirs occidentaux, afin de "globaliser la résistance"<sup>131</sup>, elles ont ainsi suscité des débats et des discussions sur leurs cosmogonie et forme de penser. Dans ce cadre, la *Mesa Social*, dans l'intérêt de revendiquer les savoirs ancestraux, met en dialogue le paradigme linéaire de l'histoire défendu par l'Occident et le paradigme de la spirale de la mémoire défendu par les communautés indigènes.

Dans la pensée propre indigène, la valeur du partage est si tangible que les propres expériences deviennent communautaires, car les effets du comportement individuel sont collectifs. De ce fait " *El hombre indígena reflexiona sobre la experiencia, llegando a ser ésta, la base de todo conocimiento*"<sup>132</sup>. Cette expérience est plus réelle qu'abstraite. Dans ce sens, ils réfléchissent sur les

<sup>129</sup> Sac à main tissé en laine et utilisé par beaucoup de peuples indigènes en Colombie.

<sup>130</sup> Fait reconnu dans la constitution de 1991.

<sup>131</sup> PIÑACUE, Op. Cit.

<sup>132</sup> GAVILAN PINTO (2012), " El pensamiento en espiral, el paradigma de las comunidades indígenas ", *Working papers series 40*, [En ligne] consultable sur : <<http://ebiblioteca.org/?ver/111340>>, p. 25.

événements vécus et la mémoire est construite et apprend de cela. Ainsi, le passé se déplace au présent grâce au partage communautaire. Toute action a une conséquence, et la spirale invite à se remémorer dans l'intérêt de repenser l'expérience, pour apprendre d'elle. De ce fait, l'histoire dépend de nos actes en tant que communauté, Silvia Rivera C. explique ceci :

*[...] el pasado y el futuro están contenidos en el presente : la regresión o la progresión, la repetición o la superación del pasado entran en juego en cada conyuntura y dependen de nuestros actos más que de nuestras palabras.* <sup>133</sup>

C'est ainsi que la pensée en spirale détermine les actions sociales, culturelles et politiques des peuples, car elle définit la façon d'affronter la réalité et l'histoire et de résoudre les conflits, et c'est en cela que réside l'importance du paradigme en spirale dans le processus de paix en Colombie, puisqu'il nous permettra de penser les actions collectives qui favoriseront le tissu relationnel entre les acteurs du conflit, les citoyens et l'État, ainsi que de garantir la non-répétition du conflit armé.

#### ***Réflexions/conclusions de l'atelier :***

La première réflexion de cet atelier a un rapport avec le type de public intéressé. La majorité d'entre eux travaillent ou ont travaillé dans le secteur social. L'atelier comportait la présence de professeurs de sciences sociales, d'étudiants de sciences politiques et d'exilés politiques. Et aussi de quelques Français issus des filières d'économie solidaire ou internationale. Ceci a mené à des débats de caractère politique et même à des critiques faites aux médias. En général, dans l'atelier se sont exprimés trois points de vue qui sont issus des expériences vécues par les participants : le Colombien et son expérience en Colombie, le Colombien et son expérience en France et le Français et son expérience en France (la plupart n'ayant pas visité la Colombie).

Ces "regards" sur l'imaginaire de la guerre de Colombie en France, a donné lieu à diverses réflexions. Tout d'abord, la question sur le rôle que les médias jouent

---

<sup>133</sup> RIVERA CUSICANQUI S. (2010), *Ch'ixinakax utxiwa : una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*, (1ere ed.), Buenos Aires : Tinta Limón. p.55.

dans l'implantation de cet imaginaire a motivé la majorité de la discussion. D'un côté, la critique aux médias nationaux colombiens qui ont transmis les épisodes de la guerre sans approfondir l'aspect historique ou social. Les participants étaient d'accord sur le fait, qu'à travers les médias, la guerre a été banalisée, surtout pour les grandes villes. Ils ont aussi convenu qu'en Colombie, la guerre a atteint divers degrés, par exemple il y a eu des régions du pays où les affrontements, les crimes et la peur étaient constants. Dans d'autres régions, la guerre était celle racontée par les médias. De là le danger de la non-neutralité des médias et qu'ils aient des intérêts politiques.

Ensuite, la question s'est transposée au contexte de la France. Selon les Colombiens présents, les médias ont renforcé les stéréotypes créés par des séries télévisées ou encore par des films et des livres dans lesquels la guerre est juste un affrontement entre des trafiquants de drogues. Par ailleurs, les Français ont été d'accord de choisir comme symbole la photo de l'otage de la Franco-Colombienne Ingrid Betancur. Son enlèvement a suscité une grande préoccupation du gouvernement français qui, par la suite, a proposé tout son soutien au gouvernement colombien afin de la libérer.

En ce qui concerne le choix des Colombiens, la plupart d'entre eux ont opté pour des images qui représentaient les conséquences sociales de la guerre (la pauvreté, la délinquance juvénile, l'inégalité et les faibles ressources pour les secteurs sociaux) Ils ont exprimé aussi que cela n'était que peu mentionné par la majorité des médias, alors que ces problématiques seront les plus difficiles à surmonter en cas d'une réussite des accords.

Concernant, la vision de temps en spirale, les participants se sont montrés intéressés par cette conception pour deux raisons. La première est, qu'après avoir vu l'histoire de la Colombie depuis l'époque de la colonie, ils ont reconnu que la violence politique a été présente depuis plus de 500 ans. La deuxième est que grâce à la visibilité des faits dans la spirale, nous avons compris que les événements historiques étaient déjà connectés entre eux. Ainsi nous voyons par exemple que tout au long de l'histoire il y a des noms qui se répètent constamment. Par exemple, il y a eu deux présidents de la famille Pastrana, le

père et le fils dans les années 1970 –1974 et 1998 – 2002, ou l'ex-sénateur German Vargas Lleras est apparenté avec Carlos Lleras Restrepo président de la Colombie de 1966 à 1970. Cela nous permet d'entrevoir que la politique en Colombie est aussi une affaire de famille.

De même, l'atelier a souhaité insister sur le fait que le conflit armé est une étape de la grande vague de violences vécue au long de son histoire et qu'il n'est pas le seul conflit violent qu'a vécu la Colombie. En ce sens, les participants ont porté la discussion sur le sens de la spirale, soit qu'elle commence du bas vers le haut, ce qui représentait, selon eux, que la violence en Colombie augmente au fil du temps, soit qu'elle se présente du haut vers le bas, qui signifierait le contraire. Ils ont été d'accord avec la première proposition.

L'atelier a aussi remémoré les causes des luttes de paysans, d'ouvriers, d'étudiants depuis bien avant les années des guérillas et dont les revendications semblent être proches des Mouvements sociaux actuels. Depuis les temps de la colonie, on exige une réforme agraire qui résoudrait l'inégalité et les failles dans la répartition des terres.

La violence politique, qu'a causé le bipartisme politique, est évidente. D'abord, entre des fédéralistes et des centralistes et, plus tard, entre des libéraux et des conservateurs. Actuellement et avec la conjoncture politique, la division politique est d'avantage, entre le SI et le NON aux accords de paix. Les participants ont évoqué les réseaux sociaux, où plusieurs sont victimes de violences symboliques et psychologiques pour être ouvertement contre ou en faveur des accords. Tout cela avant que le référendum pour la paix ne fût annoncé.

Cela met en évidence que l'histoire politique de la Colombie semble se répéter sans un changement de fond. Le modèle bipartite a imprégné nos formes de *faire* de la politique. Le principal objectif à atteindre est ainsi, de faire en sorte que les mouvements proposent de "deconstruire" ces *dichotomies modernes* (Nord - Sud, centre - périphérie, gauche - droite, conservateur - libéral, global - local)<sup>134</sup> qui comme Florez-Florez l'explique “ [es] *una lógica binaria que jerarquiza las dinámicas sociales, según su mayor o menor distanciamiento de la tradición.* ” Dès lors, l'usage des dichotomies modernes est une stratégie pour préserver le pouvoir et l'hégémonie des uns (plus puissants) vis-à-vis des autres, qui sont

---

<sup>134</sup> FLOREZ- FLOREZ, Op. Cit., p. 51.

caractérisés par des groupes divers et hétérogènes dans la société. À ce sujet Escobar déclare: “ *Mientras más se afirme la diversidad, especialmente por los grupos subalternos que constituyen la mayoría del mundo, crece la tendencia a la exclusión o a la dominación por parte de aquellos que controlan el acceso a las oportunidades y recursos para la sobrevivencia y el desarrollo.* ”<sup>135</sup> En résumé, les dichotomies modernes installées au cœur de la pensée colombienne, ont facilité de grands conflits, notamment le conflit armé qui a duré plus de 53 ans dans le pays, puisque le droit à l'opposition n'a pas été reconnu, mais a prévalu le pouvoir hégémonique des deux grandes forces politiques du pays.

La pensée dichotomique mentionnée ci-dessus s'est installée sous divers aspects : dans le champ social et culturel, avec le racisme et la discrimination identitaire ; dans le champ politique, aspect susmentionné, mais aussi sous l'aspect économique que nous analyserons tout de suite.

### *Atelier d'économie solidaire :*

Cet atelier a eu pour objectif d'identifier, d'analyser et de proposer des solutions quant aux facteurs économiques issus de la mondialisation qui nourrissent les dynamiques de conflit en Colombie. La méthodologie suivie a été la suivante : en partant de produits finis consommés en France, les participants devaient identifier la matière première qui est produite en Colombie, puis analyser dans quelle mesure l'exploitation de cette ressource contribue à alimenter le conflit (expropriation des terres, dégâts environnementaux, narcotrafic).

<b>Produit</b>	<b>Matière première</b>	<b>Problématique traitée</b>
Nutella	Huile de Palme	Monocultures
Bijoux en émeraude	Emeraude	Exploitations minières
Cocaïne	Feuille de Coca	Trafic de drogues
Pétrole	Pétrole	Exploitation du pétrole

La sélection des produits et des problématiques, ultérieurement expliquées, confirment l'implication du système économique mondial dans les dynamiques du

<sup>135</sup> ESCOBAR A. (2010), *Una minga para el postdesarrollo : lugar, medio ambiente y movimientos sociales en las transformaciones globales*, Lima : Programa Democracia y Transformación Global, Universidad Nacional Mayor de San Marcos. p. 98.

conflit armé et social en Colombie. C'est pourquoi, les mouvements sociaux en Colombie exigent du gouvernement et des guérillas, une modification de l'actuel système économique, en même temps que la paix.

### *Réflexion/conclusion de l'atelier*

L'atelier d'économie a permis de reconnaître les liens entre la vie quotidienne française et le conflit armé en Colombie. La discussion a porté sur la consommation de produits en France et dont la production alimente le conflit armé ou social en Colombie. Plusieurs des participants ne connaissaient pas les problématiques concernant les monocultures de l'huile de palme en Colombie ou les répercussions du travail des mines légales et illégales. Les participants ont été plutôt réceptifs quant aux conséquences de la consommation des produits proposés puisque la majorité ne l'associait pas a priori au conflit colombien.

Par conséquent, les participants ont réfléchi sur la consommation responsable et consciente en proposant des pratiques alternatives afin de ne pas utiliser des produits nocifs pour la santé, ni pour l'environnement. Aussi à l'égard des conséquences de la consommation de ces produits, plusieurs des participants ont ressortis les impacts à l'égard de la santé, mais très peu ont réussi à visualiser une conséquence sociale des dites pratiques. Ainsi l'équipe organisatrice a informé sur les incidences du travail dans les mines et les monocultures, notamment la contamination de rivières, les sécheresses de villages entiers et le déplacement forcé. Sans nommer les massacres et les menaces à la population, de la part des groupes paramilitaires qui protègent les propriétés privées où ces activités se développent.

Les participants ont souligné l'importance de la réflexion sur cette thématique, puisque le fait de créer une conscience sur la consommation et sa relation, non seulement avec le conflit armé en Colombie, mais au plan mondial, peut générer un vrai changement de société.

Ce qui précède, nous renvoie à nouveau à la dichotomie moderne, cette fois-ci au binôme centre – périphérie, où le centre est représenté par le consommateur, le

moderne, le développement et la périphérie par le traditionnel, le producteur, le " retard ".<sup>136</sup>

### *Atelier de pédagogie pour la paix*

Cet atelier avait pour but de défendre l'idée de la paix comme projet de construction sociale et quotidienne qui doit être assumée par la population civile, de promouvoir la construction de tissus sociaux et de construction collective dans le respect de la différence à partir des dialogues *en* et *pour* la paix, et de présenter des cas où les actions de la population se dirigent vers le chemin de la justice sociale et de la vérité dans un cadre de post-conflit. Il a été exécuté grâce à deux grands moments de socialisation : le cercle de parole et le partage des expériences des actions citoyennes dans d'autres pays.

#### *Cercle de parole :*

L'atelier a cherché, dans cet ordre d'idées à mettre en application dans sa méthodologie et dans la pratique, quelques dynamiques de paix réalisées à travers le monde. Dans ce sens, le premier moment appelé " le cercle de la parole ", nous a rappelé la forme de partager la parole et de la construction collective des idées ou des tâches dans une société. Cette pratique a été reprise des traditions ancestrales de beaucoup de peuples indigènes de la Colombie.

Le cercle de parole consiste à partager une réflexion, une question, une idée ou même le silence, concernant une discussion proposée par le "Mayor" du peuple, celui-ci utilise un Batôn pour faire "marcher la parole", le bâton passe de main en main en donnant la permission de parler, pendant ce temps le reste des personnes qui se trouvent dans le cercle écoutent attentivement. Si l'un des participants éprouve le désir de parler, il attend jusqu'à ce que le bâton arrive à sa place ou il demande le bâton respectueusement.

Comme on a pu constater le cercle de la parole a deux composants symboliques : la forme en cercle et la parole. Quant au cercle, il est une figure très présente

---

<sup>136</sup> FLOREZ FLOREZ, Op. Cit., p. 251.

dans la symbolique indigène. Le soleil, les étoiles, la lune, la terre sont rondes; le *Chakana* le symbole de l'espace est enfermé dans un cercle, le tambour est rond, les danses traditionnelles sont faites dans des cercles, si nous faisons un tour dans un cercle nous serons toujours à la même distance du centre, c'est une figure de perfection<sup>137</sup>. Aussi le cercle nous permet de nous voir en face, les uns et les autres, avec une plus grande facilité. C'est aussi un symbole de mouvement : le cycle de la vie. Il est fermé et il ne laisse rien s'en échapper de son intérieur. Ainsi la parole circule. Dans le cercle de parole, le silence est aussi partagé, se respecte et s'écoute.

En ce qui concerne la parole, elle renvoie au sens de la tradition orale. Et c'est justement de cette forme : oralement, que la mémoire historique des peuples indigènes est transmise. D'après la pensée indigène, l'action est une conséquence de la parole et qui, à son tour, est la conséquence de la pensée. Hugo Jamioy, *oralitor*<sup>138</sup> Colombien indigène l'affirme ainsi dans le poème suivant : ***Botamán cochjenojuabó/ Botamán cochjenojuabó.../chor, botamán/cochjoibuambá /mor bëtsco, /botamán mabojatsá.***<sup>139</sup>

Ce poème trace la route de l'action des peuples indigènes, il faut penser avant de parler pour ensuite aller à l'action, mais Jamioy, non seulement marque la route à prendre, mais de plus il explique comment il faut faire la route, tout doit se faire "Bonito", cela détermine une bonne action. Rocha Vivas l'explique ainsi: "*Botamán, lo bonito, es expresión de lo bello en tanto equilibrio, orden, correspondencia, y armonía entre lo que se piensa, habla y hace.*"<sup>140</sup> De ce fait, l'action dépend de la pensée qui, à son tour, dépend de la parole. Ainsi, la pensée est individuelle, nourrie de l'expérience de chacun et elle se transmet à travers la parole, là dans le cercle. C'est le cercle où la parole est partagée et devient collective qui plus tard, génère aussi, des actions collectives.

---

<sup>137</sup> GAVILAN PINTO, Op. Cit., p. 28.

<sup>138</sup> En Colombie la notion de "oralitura" et "oralitor" est utilisé par les écrivains et auteurs indigènes pour désigner les "littérature orales" afin de donner la place à la tradition orale de leurs peuples originaires. Car la plus part des œuvres de ces auteurs viennent de la tradition orale partagée par les médecins traditionnels dans des rituels et des cercles de parole.

<sup>139</sup> **Bonito debes pensar/ Bonito debes pensar... / luego, bonito debes hablar. / Ahora, ya mismo, / bonito empieza a hacer.** JAMIOY H. (2010), *Binybe oboyejuayëng : Danzantes del viento*, Biblioteca básica de los pueblos indígenas de Colombia, Tomo 6, Bogotá Ministerio de cultura. P. 58-59.

<sup>140</sup> ROCHA VIVAS (2010), *Palabras mayores, palabras vivas. Tradiciones míticas literarias y escritores indígenas en Colombia*. Bogotá : Fundación Alzate Avendaño. p. 69.

Comme nous pouvons le remarquer, les actions présentées par la *Mesa Social de Lyon* pointent le principe de la collectivité. Elle nous présente l'exercice de mémoire depuis la construction collective avec le paradigme de l'histoire dans une spirale, et aussi elle nous invite à faire une réflexion collective sur une solution possible qui est aussi collective, dans le cercle de parole. De ce fait, l'espace de dialogue proposé par la *Mesa Social* et son projet alternatif prétend contribuer à la *reconfiguration* du sujet politique, afin de continuer la transformation de la société.

Le cercle de parole a porté sur la thématique des conflits quotidiens, et a été guidé par les questions suivantes : comment faisons-nous front quotidiennement à l'autre ? Et comment résolvons-nous des problèmes avec les autres ? Ceci afin de concevoir la grandeur du conflit colombien et de comprendre que dans des termes de paix, sa construction est dans les mains des citoyens qui ont été victimes directes ou non de ce conflit. Et pour cela nos réactions face aux conflits quotidiens peuvent déterminer notre façon d'affronter les défis de reconstruction collective du pays.

*Apprenons de l'autre : les expériences internationales de construction de sortie de conflit :*

Le second moment de l'atelier a consisté en mettre en évidence des actions “ par en bas ”, faites par des citoyens dans un contexte de post-conflit. Pour cela, l'équipe a choisi 3 situations qui ont démontré la bravoure de leurs protagonistes pour obtenir la justice et la vérité. L'équipe organisatrice a présenté, la lutte des femmes indigènes du Guatemala, qui ont obtenu pour la première fois, la détention de militaires de haut rang pour violence contre la femme à l'époque de guerre civile au Guatemala. Deuxième thème : la figure du *Palabrero* ou porte-parole, de la communauté Wayuu. Le *Palabrero* étant le médiateur de justice de la communauté. Il résout les problèmes et les conflits entre les familles, les voisins, les époux et les autorités à travers la parole. Au travers du dialogue, le *Palabrero* obtient un accord entre les deux parties, il écoute les versions de chacun et assume un rôle de facilitateur qui est propice aux accords. De ce fait, les décisions du *Palabrero* sont respectées et honorées par la communauté. Il ne juge pas, il n'émet pas des sentences, il favorise la communication et permet aux parties de

prendre une décision en conscience.<sup>141</sup> Et finalement été abordé, le cas du COPAZ du Salvador, entité qui a permis de suivre et vérifier l'accomplissement des accords signés au Salvador, avec le soutien de la population.

### La méthodologie de l'atelier :

Les participants ont formé deux équipes de travail, chaque équipe comptait entre 8 et 12 personnes, ensuite les animateurs ont distribué une image, trois citations, trois faits historiques et trois mots clés. Les participants devaient choisir la citation, le fait historique et le mot clé qui convenait le mieux à l'image. J'affiche ci-dessous les informations des documents fournis par les animateurs.

Action	Mot emblématique	Fait historique	Citation
Communauté Wayuu, justice " autrement "	Pütchipüu = Palabrero= Porte-parole.	Article 246 de la constitution colombienne de 1991. Les autorités des peuples indigènes pourront exercer des fonctions juridictionnelles à l'intérieur de leur domaine territorial, en conformité avec leurs propres normes et leurs procédures, à condition qu'elles ne soient pas opposées à la Constitution et aux lois de la République. La loi établira les formes de coordination de cette	On trouve des problèmes partout et on peut trouver toujours aussi des ennemis. Quel clan n'a pas des ennemis, si même les animaux en ont ? Est-ce que les fourmis n'ont pas des ennemis ? Et le serpent ? Même si les gens ont peur de lui, il n'est pas attaqué par d'autres espèces ? Tous les oiseaux, même en étant tranquilles, n'ont-ils pas d'autres êtres qui les attaquent ? Nous, les êtres humains, nous ne sommes pas l'exception, même si on ne mange pas nos adversaires

<sup>141</sup> Interview à Weilder Guerra. Par le Musée de l'or de Bogotá. 20 juin 2014. Traduction de l'auteure. Consultables sur : <<https://www.youtube.com/watch?v=0TsFHOSd61c>>, [consulté le 29-05-2017].

		juridiction spéciale avec le système judiciaire national.	avec les dents. Écoutez-moi, je suis venu depuis Rioacha, une terre lointaine, jusqu'ici, jusqu'au chez-vous et je me suis installé même sans faire partie de votre famille, sans être un des membres de votre famille, je suis venu pour vous inviter à faire la paix ensemble. <sup>142</sup>
Femmes du Guatemala	Féminité/ puissance féminine.	Février 2016. Pour la première fois des militaires ont été condamnés pour abus de pouvoir et violence contre les femmes indigènes du territoire Serpu Zarco en Guatemala. Ceci est le résultat d'une longue lutte de femmes qui se sont rassemblées dans l'association " Mujeres Tranformando el Mundo " (femmes qui transforment le monde). c'est aussi le prérequis pour continuer à chercher la justice et la vérité.	<b>Nos grands mères ont accouché des femmes libres.</b> Libre la femme mère qui a décidé d'accoucher une vie. Libre la femme qui est devenue femme à cause d'une violation sexuelle. Libre la femme qui décide de ne pas avoir d'enfants. Libre la femme qui aime. Libre la femme qui a survécu à la guerre. Libre la femme qui exige justice pour l'amour mort ou disparu. Libre la femme qui marche des kilomètres exigeant justice, vérité, liberté et vie. Libre la femme qui s'organise et qui lutte face à

<sup>142</sup> Mots d'un *Palabrero* à l'exposé du musée de l'or à Bogotá, Juin 2014.

			la faim, à la pauvreté et à l'injustice. <sup>143</sup>
Cas du Salvador	Participation citoyenne.	Le 25 septembre 1991, après près de 4 ans de négociations intermittentes et de l'incursion de l'ONU dans les négociations en 1989, lors de l'accord de New York, le gouvernement du Salvador et la FMLN s'accordent pour créer la COPAZ. Cette entité cherche à vérifier l'accomplissement des accords et à veiller pour le respect incontournable des droits fondamentaux. La COPAZ constituera l'espace de participation active pour la société civile, représentée par des partis politiques ou des coalitions qui comptent une présence dans l'Assemblée générale législative.	« Le besoin de négociation comme besoin historique, (c'est) un besoin qui jaillit de son plus grand contraire, justement, la guerre. Après plus de six ans de guerre, leur besoin devient lentement un besoin de négociation » <sup>144</sup>

Tableau de l'auteur.

<sup>143</sup> CHAMALE' PA'ATZ'AN N. (2013) *Nuestras abuelas parieron mujeres libres*, [en ligne] Consultable sur : <<https://chamalepatzan.wordpress.com/2013/07/24/nuestras-abuelas-parieron-mujeres-libres/>>, traduction de l'auteur.

<sup>144</sup> ELLACURIA E. (1991), " análisis ético-político del proceso de diálogo en El Salvador " *Escritos políticos*, Tomo III, San Salvador : UCA Ed.

### *Conclusions et réflexions :*

Les participants ont partagé leurs manières de résoudre un conflit en famille, entre amis ou au niveau professionnel. Tous ont été d'accord sur la nécessité de résoudre les conflits à travers le dialogue, le respect et la tolérance et, de plus, qu'il est urgent de prendre conscience de nos actes et sur la forme par laquelle nous nous dirigeons les uns envers les autres quand il y a un conflit. Nous avons réalisé que la résolution des conflits de petite échelle nous oriente vers une meilleure cohabitation et que, par conséquent, nous serons plus compétents à l'heure d'affronter un conflit d'une plus grande ampleur.

Par ailleurs, les participants ont évoqué certains défis du possible post-conflit : comprendre que la paix s'atteint avec la réconciliation, le pardon, la vérité et la justice sociale. Pour cela, il est nécessaire de guérir les blessures que le conflit armé a laissées, d'accepter le retour des acteurs armés à la vie civile et de construire avec eux la mémoire historique du pays.

Le cercle de la parole a fini en posant quelques questions au sujet des actes de paix que les Colombiens devront affronter dans l'étape du post-conflit :

- Sommes-nous prêts pour nous pardonner les uns et les autres ?
- Sommes-nous prêts pour assumer la grande responsabilité d'exiger la vérité et la justice sociale ?
- Sommes-nous prêts pour construire depuis l'amour et non depuis la haine et la vengeance ? Sommes-nous prêts à apprendre à agir en paix ?

De plus, cet atelier a porté sur 3 axes au sujet de la résolution de conflits : premièrement, le vécu et les perceptions et ressentis personnels sur le phénomène de la violence et de la notion de conflit qui y est sous-jacent, ainsi que de la résolution de ces conflits. Ensuite, la résolution de ces conflits et la prise de conscience de nos actions face à un conflit à niveau national qui devrait pouvoir signifier une riposte de la même amplitude. Et finalement, l'importance de concevoir d'autres expériences de résolution de conflits afin de pouvoir d'expérience le défi de la paix en Colombie.

Cette expérience a laissé beaucoup d'enseignements en ce qui concerne la perception que les participants ont de la notion de "solution" d'un conflit : d'un côté, le lien entre l'idée de la "solution" et l'idée de justice et de vérité. Beaucoup de participants étaient conformes à l'idée que le post-conflit devait garantir la vérité sur les crimes commis durant la période de la guerre, sur les acteurs et les circonstances des actes et sur la position des disparus. D'un autre côté, son importance d'humaniser l'autre dans la résolution du conflit. Dans ce sens, quelques participants remarquaient que dans beaucoup de cas la solidarité entre Colombiens qui habitent l'étranger était peu fréquente ou très "intéressée". Du fait des diverses circonstances par lesquelles ils ont dû sortir du pays plusieurs d'entre eux ne veulent rien savoir d'autres Colombiens. La haine se déplace, donc jusqu'aux autres continents. De ce fait l'urgence de la construction de paix ne doit pas seulement être à l'intérieur du territoire colombien, mais elle doit s'étendre à tous les Colombiens.

À l'égard des actions exercées par la population dans le cadre du post-conflit dans des pays de l'Amérique latine, les participants ont souligné la situation de vulnérabilité de quelques secteurs du pays, principalement le cas des paysans et des indigènes, qui sont les populations directement liées au travail de la terre, et qu'en plus du manque de garanties de la part du gouvernement (comme on a pu le constater dans les chapitres un et deux) sont confrontés à l'invasion d'acteurs armés subversifs afin de s'approprier les terres, de faire de l'exploitation illégale ou d'imposer des cultures de la coca.

Mais ces populations ne sont pas seulement lésés dans leurs droits par les acteurs armés subversifs, mais comme nous avons pu voir dans le cas du Guatemala, aussi par la force publique qui a exercé son autorité pour les agresser. Les participants ont reconnu que le fait de connaître ces derniers cas fait une partie du chemin vers la justice sociale et la vérité.

### ***La Mesa Social : les participants et les actions.***

Je voudrais aborder ainsi, deux éléments qui d'après moi, sont indispensables

d'analyser afin de comprendre l'impact de la *Mesa Social* Lyonnaise sur les acteurs et participants de celle-ci, mais aussi pour comprendre sa proposition de participation et de création de politiques " par en bas ". De ce fait, j'ai choisi d'aborder le phénomène migratoire qui encadre l'action de la *Mesa Social* et ensuite nous verrons les propositions " autres " traditionnelles qui nous rappellent les pratiques communautaires des paysans et des indigènes.

*La diaspora<sup>145</sup> colombienne en France : la lutte qui dépasse les frontières.*

" [l']activisme politique des diasporas atteste de la construction de nouvelles formes de citoyenneté extraterritoriale, et a aussi un certain impact sur le processus de démocratisation des pays d'origine " <sup>146</sup>

L'une des caractéristiques de la construction de la *Mesa Social* à Lyon consiste en ce qu'elle a été créée depuis un pays d'accueil. La migration colombienne en France a vécu divers changements qui ont un rapport avec les contextes sociaux, politiques et économiques du pays d'origine. Olga González<sup>147</sup> explique les trois grands moments de l'immigration latino-américaine ainsi : tout d'abord, dans les années 1920 et 1930 où un grand flux d'intellectuels, d'écrivains, de poètes, de peintres, enfin toute une gamme d'artistes latino-américains, sont arrivées en France pour s'inspirer de ses rues, ses ponts, ses bars et ses bibliothèques. Ils ont décidé que la France serait l'inspiration qu'il fallait à leurs œuvres. C'est le cas de

---

<sup>145</sup> L'appellation de diaspora est justifiée quand les " communautés " présentent les éléments objectifs suivants : elles sont des entités politiques et sociales transnationales ; elles résultent d'une migration volontaire ou contrainte vers un ou plusieurs pays d'accueil ; leurs membres résident de façon permanente dans le pays d'accueil elles y constituent des minorités ; elles témoignent d'une identité ethnique explicite ; elles créent et maintiennent des associations communautaires conséquentes ; elles font preuve de solidarité avec d'autres membres de la communauté et donc d'une certaine cohérence culturelle et sociale ; elle mettent en œuvre par l'intermédiaire des organisations communautaires, des activités culturelles, sociales, politiques et économiques ; elles maintiennent des échanges culturels, sociaux, politiques et économiques avec le pays d'origine, que ce dernière soit un État ou une communauté sur un territoire considéré comme une patrie ; elles créent de réseaux transnationaux pour faciliter l'échange de ressources significatives avec la patrie ou avec d'autres communautés dans d'autres pays d'accueil ; enfin elles possèdent un potentiel de coopération ou de conflit avec le pays d'accueil et le pays d'origine ". BUGA N. (2011), *Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale* (Thèse de doctorat en sciences économiques), Université de Grenoble, Grenoble.

<sup>146</sup> LE TEXIER E. (2005), " Diasporas latinos aux États Unis et la démocratisation ", *Revue hommes et migrations*, N° 1256 , Juillet-août. pp. 66- 76.

<sup>147</sup> GONZÁLEZ O (2005), " La présence latino-américain en France ". *Revue Hommes et migrations*. N° 1256 – Juillet-août. pp. 8-18.

l'écrivain cubain Alejo Carpentier, l'écrivain guatémaltèque Miguel Ángel Asturias ou le poète mexicain Alfonso Reyes. C'était une étape de nombreux échanges culturels durant laquelle l'impact de la France se retrouve dans les œuvres de grands latino-américains.

Viens ensuite la deuxième étape, l'indéniable vague de militants et d'exilés, des hommes politiques venus de l'Amérique du Sud en cherchant un abri pour se protéger des dictatures ; le plus grand nombre d'émigrés venaient du Chili, d'Argentine et du Brésil. La France leur donnera l'appui qu'ils cherchaient et ils apportèrent en échange leurs réflexions politiques sur l'Amérique Latine et le monde. Aussi ils renforceront les luttes ouvrières et des étudiants en France<sup>148</sup>, puis la majorité est revenue à leurs pays d'origine après l'instauration dans ces pays, de la solution politique de la démocratie. De ce fait, en 1970, deux vagues de migrants politiques arrivèrent en France, notamment de demandeurs d'asile :

*La première [vague] fut celle de classes moyennes, notamment des membres et de sympathisants du M-19, une guérilla essentiellement urbaine. La deuxième fut celle de membres d'autres guérillas, moins ancrées dans le monde urbain, comme l'ELN, des cadres du PCC et de leaders populaires du monde rural et urbain (syndicalistes et militants de mouvements sociaux).<sup>149</sup>*

Et, finalement, dans les années 1980 et 1990, l'émigration latine recommença à être un sujet important dans les discussions internationales. Une vague d'immigrants venus des pays andins (de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou) est arrivé en Europe, cette fois afin de trouver de meilleures opportunités économiques, en fuyant des gouvernements instables, des pays avec un grand taux de délinquance et d'homicides ; dans le cas du Pérou d'un pays plongé dans la guerre avec le Sentier lumineux et, pour la Colombie, à cause d'une guerre qui

<sup>148</sup> Dans le cas de la Colombie un groupe de demandeurs d'asile a créé des liens entre des ONG françaises et avec des partis politiques. Guerrero mentionne le sujet : " les ONG françaises avec lesquelles les réfugiés politiques ont établi une relation significative au cours des années 1980 furent surtout le Comité Inter-Mouvements Au près des Évacués (CIMADE), France Terres d'Asile, Terres des Hommes, Amnesty International, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) [Entre autres]. GUERRERO BERNAL (2009), *Se sentir concerné par la violence en Colombie : vecteurs et modalités de la constitution de publics internationaux* (Thèse du doctorat en sociologie), L'école des hautes études en sciences sociales, Paris. p. 167.

<sup>149</sup>. GUERRERO, Op. Cit., p. 159.

s'intensifiait au fil des ans. Au sujet de la Colombie, González nous révèle les raisons les plus courantes de quitter le pays :

*Si pendant les années 1980 la Colombie a réussi à maintenir une croissance relative, depuis la fin des années 1990 les politiques de restriction budgétaire du gouvernement touchent directement un large secteur des citoyens. À ces crises économiques s'ajoute l'instabilité sociale et politique. Dans les récits des migrants, ces facteurs se conjuguent pour expliquer la décision de quitter le pays.<sup>150</sup>*

Ainsi cette nouvelle vague d'émigrants répond aux crises économiques des pays. Et elle est caractérisée pour être une génération de main-d'œuvre peu qualifiée, peu diplômée et avec des conditions de vie très pauvres, pour laquelle il y a peu de réponses de l'État tant colombien que français. Aussi, les taux de migrants sans papiers sont en augmentation avec des conditions de vie peu dignes. Ce sont les migrants "sans voix". Contrairement, aux deux autres générations d'émigrés qui avaient obtenu un espace dans le pays d'accueil, de la protection et des échanges interculturels. Cette dernière génération est "invisible".

Mais, si au long du nouveau siècle des migrants "économiques" continuent de se multiplier, la Colombie pour sa part, en plus de cela, a aussi une histoire d'émigration politique très forte, non seulement à cause du conflit armé qui a servi comme excuse à poursuivre et à stigmatiser les dirigeants et les défenseurs des droits de l'homme, mais à cause de la violence politique du pays, où les acteurs opposants des derniers gouvernements ne disposent pas des garanties de sécurité pour exercer l'opposition.

Les histoires de ces acteurs politiques sont très diverses, ainsi que leurs actions en dehors du pays. Rodrigo Restrepo, réfugié politique en France, l'explique ainsi :

*Peu à peu, on commence à accepter que tous les Colombiens de l'étranger représentent une richesse sans pour autant reconnaître leur statut d'exilés. Ils ont fait des études, appris des langues, certains ont même été*

---

<sup>150</sup> GONZÁLEZ, Op. Cit., p. 13.

*élus dans leurs communes. Nous allons avoir besoin de toutes les forces possibles pour soigner les blessures. Nous avons déjà fait l'expérience de processus qui ont échoué. Nous avons peur de faire face à une nouvelle frustration. Les signes néfastes se manifestent déjà [ces derniers mois, de nombreux militants des droits de l'Homme ou de l'environnement ont été menacés ou assassinés. 534 activistes politiques ont été tués entre 2011 et 2015]. La signature des accords est irréversible. L'espoir et la crainte s'entremêlent.*<sup>151</sup>

De sorte que pour ceux qui ont vécu la cruauté de la guerre et le stigmate des gouvernements, la vie en France a toujours été attachée à leurs valeurs de lutte. Plusieurs d'entre eux déplacent même ces luttes ici et continuent d'être actifs et cherchent à créer des liens de solidarité, non seulement avec les Colombiens mais avec l'Amérique latine en général. En France, les associations qui cherchent à soutenir, à informer et à sensibiliser sur la vie sociale et politique de ces pays sont très nombreuses. Pour les Colombiens qui portent déjà une longue trajectoire en créant des liens de solidarité, l'opportunité de la paix et des dialogues avec les FARC a créé une opportunité de repenser le pays. Et dans ce cadre et à partir de 2012, le sujet central des "activités politiques transnationales" sont les accords de paix et la lutte pour faire connaître ses enjeux politiques et sociaux.

Tel est le cas de la *Mesa Social de Lyon* et de beaucoup d'autres expressions politiques dont l'objectif est de s'informer, sensibiliser et rendre possible un dialogue interculturel entre la diaspora colombienne et les membres de la société où cette diaspora se place. Je voudrais nommer ici quelques activités politiques transnationales de colombiens dans des pays d'accueil européens :

- Festival pour la Paix en Colombie en février 2014, septembre 2015 et septembre 2016. Le prochain aura lieu en septembre 2017, tous à Paris.
- *Mesa Social por la Paz* : Genève 2015, Lyon 2016, Pays Basque 2016.
- Foro Internacional de Víctimas del Conflicto Armado : Alicante décembre

---

<sup>151</sup> Interview à Rodrigo Restrepo, Hernando Franco et Gloria Cala, réfugiés politiques colombiens en France. Par VALDEZ ANDINO F. (2016), " Processus de paix en Colombie : craintes et rêves de trois réfugiés politiques " *TVmonde5*, 17 mai, [En ligne] consultable sur : <<http://information.tv5monde.com/info/processus-de-paix-en-colombie-craintes-et-reves-de-trois-refugies-politiques-107774> >, [consulté le 10-06-2017].

2014, Genève 2016. (avec des transmissions virtuelles dans plus de 10 pays.)

Ceci entre beaucoup d'autres activités et rassemblements autour de la paix en Colombie. Mais les activités de la diaspora ne s'arrêtent pas au sujet de la paix, elles cherchent aussi à donner la place à la parole de l'immigré, victime du conflit armé ou social qui a dû quitter le pays à la recherche de protection et d'une meilleure qualité de vie. De ce fait, les discussions ont porté sur la vie en Europe, les difficultés vécues, les craintes et les obstacles surmontés, les besoins spécifiques de la population colombienne à l'extérieur, sur la mémoire collective et les récits de vie.

La diaspora colombienne est constituée par un grand nombre d'étudiants, grâce aux avantages qu'offre l'éducation française : la qualité éducative, la forte offre et la variété de formations et de spécialités, les aides que les étudiants reçoivent en termes de logement, de transport et d'alimentation, en plus de l'appui de l'entité " Campus France " qui s'est installée dans le pays en 2010 et qui conseille et accompagne les étudiants colombiens dans les formalités administratives, en plus des conventions avec plus de 400 institutions colombiennes<sup>152</sup>.

De ce fait, la MSPL a été conçue par la diaspora colombienne, accompagnée par des acteurs sociaux français au milieu de la convivialité, la diversité et l'échange interculturel.

### ***Conclusion du chapitre.***

L'analyse du cas de la *Mesa Social* de Lyon, nous a permis de nous rapprocher d'une manière plus tangible des actions collectives proposées par la diaspora colombienne, une diaspora complexe et variable qui a quitté le pays à cause du conflit armé et social. Une diaspora qui au long de son histoire a réussi à faire

---

<sup>152</sup> " Francia abre sus puertas a estudiantes colombianos ", *Revista de la Universidad Nacional de Colombia*, 09 mai 2017, consultable en ligne sur : <http://agenciadenoticias.unal.edu.co/en/detalle/articulo/francia-abre-sus-puertas-a-estudiantes-colombianos.html>.> [Consulté le 10 juin 2017].

partie prenante du pays d'accueil, dans beaucoup de cas activement. Cette diaspora a changé avec l'évolution du conflit armé et social du pays, et sa construction collective comprend une grande diversité d'acteurs et d'actions. Dans la TSPL spécialement, les apports des jeunes, des étudiants et des exilés politiques sont remarquables.

Il est aussi clair que pour la diaspora colombienne, les Accords de paix ont signifié une nouvelle espérance de retour, ce qui explique l'urgence de compréhension des accords signés et de mobilisation afin d'exiger la participation active de la population colombienne habitant à l'étranger.

Il est aussi évident de souligner l'intérêt des jeunes, et étudiants pour la création de ces nouvelles pratiques sociales et de résistance, qui se conjuguent avec les réalités sociales mais aussi avec l'académie et la recherche, puisque cela permet une plus grande reconnaissance des actions alternatives et leur légitimation dans le secteur éducatif.

## Conclusion finale

Dans ce mémoire, nous avons réalisé un bref parcours historique sur le conflit armé en Colombie, la violence politique et le bipartisme qui ont caractérisé la vie politique colombienne depuis des années. Nous avons également décrit brièvement le contexte général du pays dans les années 60 marqué par les inégalités, le problème de la répartition des terres, une hégémonie politique et un contexte international (révolution cubaine, action des États-Unis) et qui ont contribué à la création de groupes armés illégaux. De plus, nous avons mentionné les diverses tentatives de négociation de paix menés depuis, mais aussi le conflit militaire, tout cela afin de comprendre la teneur des accords actuels, signés entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et les FARC.

Nous avons souligné comment les dialogues de paix avec les FARC ont déclenché une vague de débats et discussions autour, non seulement du conflit armé en Colombie, mais aussi de la question sociale qui menace la bonne exécution de tout arrangement politique et construction de la paix dans le pays. Ainsi, plusieurs mouvements sociaux revendiquent une réforme des politiques agraires qui puissent garantir un développement rural responsable et équitable ; la protection de ressources hydriques et de la bio-diversité végétale ou animale ; le respect des traditions culturelles, politiques et sociales des différents groupes ethniques ; l'active participation des citoyens dans les dialogues de paix avec les FARC et désormais l'ELN.

Pour faire face à ces exigences, les mouvements sociaux ont proposé des actions alternatives visant un projet *antiglobalizador* dont les pratiques invitent à l'émancipation du système hégémonique mondial néolibéral. De ce fait, nous avons décrit trois organisations qui appelaient à la convergence des mouvements sociaux afin de créer une seule proposition de revendications : la *Cumbre Agraria, Étnica y Campesina*, le *Congreso de los Pueblos* et la *Mesa Social para la Paz en Colombia*.

Ainsi, les membres de la *Cumbre* font appel aux actions traditionnelles des peuples indigènes et afro-colombiens, car elles sont fondées sur des pratiques collectives et recherchent à instaurer une relation respectueuse avec les ressources naturelles et la Terre. Ils ont initié une convergence entre les mouvements sociaux indigènes de la Colombie et les autres secteurs mobilisés dans le but de revendiquer plusieurs formes politiques et de justice sociale issues des traditions paysannes et indigènes.

Ensuite, nous avons vu comment le *Congreso de los Pueblos* proposait une démocratie populaire fondée sur le respect de la terre, de même qu'une économie familiale, locale et solidaire. De plus, le *Congreso* affirme lui aussi comme nécessaire un renforcement des formes d'organisation des peuples indigènes et afrocolombiens, notamment la figure de la "Guardia". Nous avons aussi décrit l'organisation de la *Mesa Social para la Paz en Colombia* qui a été créé comme un espace de dialogue, d'apprentissage, de construction, de mémoire et de construction citoyenne dans le cadre des accords de paix avec les FARC, et a émis une proposition qui exigeait la participation citoyenne active dans ce processus historique. C'est ainsi que les mouvements sociaux en Colombie ont lancé un appel, au niveau national et international, dans le but de créer un agenda pour la paix proposé par les citoyens eux-mêmes. Finalement, nous avons proposé l'analyse du cas de la *Mesa Social para la Paz* menée à Lyon en 2016, où une partie de la diaspora colombienne installée dans cette ville française a proposé et organisé une action collective autour des accords de paix et le conflit social en Colombie.

Nous avons aussi évoqué les multiples tensions qui ont mis en difficulté la convergence des mouvements sociaux en Colombie. Sur le plan externe, citons notamment la répression d'État, la violence politique de part et d'autre et la menace des groupes paramilitaires envers les leaders sociaux, de même que la désinformation et la déformation délibérée de l'information promus par certains médias. Quant aux tensions internes, nous avons décrit le cas du CRIC et ses conflits avec l'AICO, où des postures idéologiques opposées ont empêché tout rapprochement entre les deux organisations. De plus, dans le processus d'organisation de la Minga, la notion de pouvoir construit de façon verticale ou

l'imaginaire de la compétition politique existant entre les organisations qui veulent "représenter" le mouvement ont créé de très graves dysfonctionnements et ont empêché leur articulation.

Malgré ces problématiques difficiles à surmonter, les mouvements sociaux proposent aujourd'hui des actions collectives qui visent à créer des espaces de dialogue et de co-construction démocratique, fondés sur le respect des différences politiques, sociales et culturelles. De ce fait, l'exploration des diverses actions « alternatives » qu'ils mènent nous a permis de réfléchir sur l'apparition de ces nouveaux sujets politiques dans le cadre des négociations de paix en Colombie. Nous avons pu décrypter une lente *reconfiguration* de sujets politiques qui cherchent à échapper à une logique où le Sujet est relégué à une position de simple récepteur de la politique et non pas dans une position d'acteur de celle-ci. Ces nouvelles visions du politique, nous avons pu les constater lors de notre participation à la TSPL où des personnes très diverses ont confronté leurs visions de « faire politique », ainsi les militants ayant une vocation politique héritée des politiques de la gauche traditionnelle, plus au moins sympathisante des actions des guérillas, se sont confrontés aux idées des plus jeunes qui rejettent la prise des armes dans la recherche d'une démocratie participative.

### **Le processus de paix en Colombie : vers une reconfiguration du Sujet politique ?**

Comme nous l'avons montré, les actions collectives proposées par les mouvements sociaux colombiens suggèrent l'émancipation des dynamiques de la mondialisation et du modèle extractiviste. Ces propositions *antiglobalizadoras* non seulement visent l'émancipation du pouvoir économique, mais elles vont plus loin, elles cherchent à contrer les idées sur le sujet politique construits par la modernité et qui ont servi de soutien aux idéaux économiques du capitalisme néolibéral. Face au pouvoir de l'État, elles suggèrent la construction d'économies solidaires, la légitimité des droits de la Terre-Mère et des formes responsables d'exploitation de ressources naturelles et hydriques.

Selon plusieurs chercheurs critiques, le Sujet Moderne serait ainsi immergé dans

un contexte où il devient une partie intégrante d'un *ordre social intégré, rationnel et universel*, où l'individu cède au "souverain" tous ses droits politiques.<sup>153</sup> Selon cette logique, le Sujet Moderne trouve un espace dans la société qui lui permet "d'être libre" à condition qu'il s'adapte aux règles implantées par l'État, comme l'explique Martinez, qui recourt aux critiques faites par Locke : " *El hombre debe renunciar a una libertad absoluta (estado de naturaleza) en nombre de una libertad jurídica, la cual le permita ser libre en la medida en que sea propietario de sí mismo, de sus capacidades y del producto de las mismas, sin depender de la voluntad de los demás* "<sup>154</sup>. En ce sens, l'individu serait « réduit » au citoyen (comme l'affirme Alain Touraine) et privé de son pouvoir d'action en se limitant à être « moyen ou instrument homogénéisateur » pour répondre aux *catégories totalisantes* de Peuple, Nation et Volonté générale.<sup>155</sup>

Ainsi, la revendication des droits universels, au nom de l'égalité citoyenne, omet le droit à la différence et à la diversité. En Amérique Latine par exemple, à l'époque de l'Indépendance, a surgit l'urgence de reconstruire une Nation unie, et cela a signifié dans beaucoup de cas l'acculturation et la dépouille des traditions linguistiques et symboliques de centaines de peuples indigènes. Plus tard, l'indigénisme, au nom de protéger ces peuples et pour leur offrir une meilleure "qualité de vie" a lui aussi condamné à la disparition langues et traditions indigènes qui ne tenaient pas à l'intérieur du projet de Nation proposé par l'État oiligarchique. Dans ce cas, le projet d'homogénéisation de la population " *fue producto de la exclusión y, algunas veces, eliminación, de una parte importante de la población:indigenas, negros, mestizos* "<sup>156</sup>.

Ceci dit, il est nécessaire de repenser le Sujet Politique, de faire une *reconfiguration* de sa notion pour ainsi comprendre les actions collectives qui

---

<sup>153</sup> MARTINEZ PINEDA M. (2006), " Disquisiciones sobre el sujeto político. Pistas para pensar su reconfiguración ", *Revista Colombiana de Educación*, N° 50, janvier-juin, pp. 120-145, Bogotá : Universidad Pedagógica Nacional. p. 124.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> MARTINEZ cite Touraine à ce sujet : " La ciudadanía reduce el individuo al ciudadano; es decir, a aquel que acepta las leyes y las necesidades del Estado, que sólo tiene derechos si cumple unos deberes, si contribuye a la utilidad colectiva, al interés general; pero al mismo tiempo, afirma que el poder político no tiene más fundamento legítimo que la soberanía popular ". Touraine (1997), en *Ibid.*

<sup>156</sup> QUIJANO A. (2000), " Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina ", en LANDER E. (ed.) (2000), *La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales*, Buenos Aires, CLACSO, [En ligne] consultable sur : <[www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/clacso/sur-sur/20100708034410/lander.pdf](http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/clacso/sur-sur/20100708034410/lander.pdf)>.

sortent de cette reconfiguration. Martinez propose un ensemble de *ruptures nécessaires* pour réaliser la reconfiguration du Sujet politique en Amérique Latine : la rupture avec des “référents déterminants”<sup>157</sup> imposés; la rupture avec notre manière de concevoir le Sujet de manière fermée et délimitée : une profession, une identité, une idéologie, pour passer à la conception d'un Sujet entier; et finalement la rupture des limites du *dado* (du donné)<sup>158</sup> pour réfléchir à la construction du *dàndose*, qui situe le Sujet comme créateur de sa propre histoire. Cependant ces *ruptures* impliquent de surmonter “*las ideas que rehuyen pensar simplemente lo que carece de formas claramente definidas.*”<sup>159</sup>

Il s'agit donc d'un exercice individuel et collectif qui se nourrit du "moi" et du "nous". D'un apprentissage en spirale qui ne se finit pas, et qui est dans un dialogue constant avec « l'autre »; avec l'histoire et la société, avec la réalité : un exercice qui n'impose pas le collectif sur l'individuel, un dialogue horizontal, qui permettrait la réflexion, la déconstruction, l'analyse, la critique et la reconstruction de nos actions et visions du monde<sup>160</sup>. Tel est, selon nous, le plus grand défi pour les mouvements sociaux. Une telle affirmation implique l'*autonomisation* et construction d'un sujet politique alternatif, dont les caractéristiques seraient la diversité, la différence, son caractère individuel et collectif, et dont les actions seraient dirigées vers l'émancipation, depuis le local pour tout de suite les faire dialoguer avec le national et international.

Dans le cas colombien, nombreuses sont les difficultés pour réaliser un tel projet notamment du fait de la dépolitisation du citoyen, qui a vu son pouvoir d'action réduit au fait de choisir une représentation politique et qui s'est désintéressé au fait de *faire* politique. Un sentiment renforcé par les scandales de corruption, le mauvais usage du pouvoir, le clientélisme, tout cela accompagné de la forte

---

<sup>157</sup> Martinez explique que dans le processus de reconfiguration du sujet doit avoir une réflexion sur les référents qui influent sur notre comportement : “[...] preguntarnos acerca de los referentes que nos determinan, de las nociones de autonomía y protagonismo por las que abogamos. Si la historia personal, el contexto y la cultura son constituyentes de subjetividad, y a la vez le determinan el devenir –desde lo que está instituido socialmente–, es claro que el sujeto emerge constituyéndose en tensión y disputa permanente entre lo determinado y lo indeterminado”, Op. Cit., p. 127.

<sup>158</sup> Pour Martinez surmonter le donné : “*implica desprenderse de ese modo de concebirse como un sujeto de tenencias definidas : una profesión, una identidad, una ideología, para pensarse con otra idea de sujeto que dé cuenta de nuevas formas de implicación*”, Op. Cit., p. 127.

<sup>159</sup> ZEMELMAN H. (2010), “Sujeto y subjetividad : la problemática de las alternativas como construcción posible”, *Revista de la universidad Bolivariana*, vol 9. N° 27, Santiago.

<sup>160</sup> MARTINEZ, Op. Cit.

répression de la part de l'État et des groupes illégaux, qui menacent la vie de leaders sociaux qui prennent la tête des luttes pour la Terre, l'éducation, la santé et d'autres problèmes sociaux. Ceci sans compter la constante stigmatisation des mouvements sociaux de la part des médias et des entités étatiques.

De sorte que, selon nous, un des paris est de créer des espaces qui invitent le citoyen à être partie d'un projet émancipateur, mais surtout de lui permettre de s'autonomiser, de le rendre actif, de l'inviter à trouver sa voix et lui montrer qu'il a sa propre voix. Le deuxième grand défi est de demander des comptes à l'État, d'intensifier le contrôle sur les comptes publics, de nous approprier ce qui nous appartient, d'avoir une conscience des biens publics. Et, enfin, il faut dépasser les barrières de la stigmatisation et réussir à proposer nos propres alternatives de communication, d'information (au travers des réseaux sociaux, des radios indépendantes, des chaînes virtuelles) qui invitent à la construction d'alternatives démocratiques tissées depuis la différence et la complexité. Ceci afin de "Rendre visible l'invisible".<sup>161</sup>

---

<sup>161</sup>MARTINEZ, Op. Cit.

## Bibliographie

- ANCUR (2015), “ *Tendencias globales, 2015 : desplazamiento forzado en 2015*”. [En ligne] consultable sur: <<http://www.acnur.org/t3/fileadmin/Documentos/Publicaciones/2016/10627.pdf>>.
- ARANGO GARCÍA (2013), “ Le processus de justice transitionnelle en Colombie ”, *Critique internationale*, N° 58, pp. 117-132.
- ARCHILA M. et PARDO M. (ed) (2001), *Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- ARCHILA M. (2008), “ Sobre los movimientos sociales en la historia ”, *Historia Crítica*, Bogotá: Universidad de los Andes. [En ligne] consultable sur: <<https://historiacritica.uniandes.edu.co/view.php/274/1.php>>.
- ARISTIZABAL E., DIARTT K., GARCÍA P., et al. (2016), *Oportunidades y desafíos. Análisis desde el Caribe colombiano, de los puntos de la agenda que componen el acuerdo general para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, Barranquilla : Universidad del Norte.
- BENÍTEZ M. (2006), “ El M-19 en el contexto de las guerrillas en Colombia. ”, *Sociedad y Economía*, No.10, pp.157-188, [En ligne] consultable sur : <<https://core.ac.uk/download/pdf/11860734.pdf>>.
- BUGA N. (2011), *Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale* (Thèse de doctorat en sciences économiques), Université de Grenoble, Grenoble.
- CALDAS A. (2016), *Les expériences Minga et Congreso de los Pueblos en Colombie : Convergence conflictuelle et subjectivation politique* (Mémoire de maîtrise), Université Paris Diderot, Paris.
- CAPERA J. (2016), *Prácticas, discursos y resistencias de los movimientos sociales en el contexto Colombiano*. [En ligne] consultable sur: <[https://www.researchgate.net/publication/294258662\\_Practicas\\_discursos\\_y\\_resistencias\\_de\\_los\\_movimientos\\_sociales\\_en\\_el\\_contexto\\_Colombiano](https://www.researchgate.net/publication/294258662_Practicas_discursos_y_resistencias_de_los_movimientos_sociales_en_el_contexto_Colombiano)>.

- CARACOL RADIO, Conférence de presse du président Santos, 25 d'août 2013, [En ligne] consultable sur : <[http://caracol.com.co/radio/2013/08/25/nacional/1377456000\\_957389.html](http://caracol.com.co/radio/2013/08/25/nacional/1377456000_957389.html)>.
- CASTAÑO A. (2013), *La Minga de Resistencia Social y Comunitaria: Construcción de un proyecto de movilización popular bajo lógicas de articulación intersectoriales*, Santiago de Cali : Universidad ICESI, [En ligne] consultable sur : <[https://repository.icesi.edu.co/biblioteca\\_digital/bitstream/10906/76521/1/minga\\_resistencia\\_social.pdf](https://repository.icesi.edu.co/biblioteca_digital/bitstream/10906/76521/1/minga_resistencia_social.pdf)>.
- CASTRO-GÓMEZ et GROSGOUEL (2007), *El giro decolonial: reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores; Universidad Central : Instituto de Estudios Sociales Contemporáneos et Universidad Javeriana : Instituto Pensar.
- Centro Nacional de Memoria Histórica (CNMH) (2013), *¡Basta Ya! Colombia: Memoria de Guerra y Dignidad*. Resumen. Bogotá.
- CNMH (2015), *Rearmados y reintegrados : Panorama posacuerdos con las AUC*. Bogotá.
- CHAMALE' PA'ATZ'AN N. (2013), *Nuestras abuelas parieron mujeres libres*, [En ligne] Consultable sur : <<https://chamalepatzan.wordpress.com/2013/07/24/nuestras-abuelas-parieron-mujeres-libres/>>.
- CINEP (2014), *Luchas sociales en Colombia 2013*. (Rapport spéciale), [En ligne] consultable sur : <<https://drive.google.com/file/d/0B2IRK2KYj9RBTERrY0pIRFVNNGFwcGlpRnpVSENMc19hLVdn/edit>>.
- COMISIÓN NACIONAL DE RECONCILIACIÓN Y REPARACIÓN (2006), *II informe de la comisión nacional de reparación y reconciliación : La reintegración: logros en medio de rearmes y dificultades no resueltas*, [En ligne] Consultable sur : <<http://www.ideaspaz.org/tools/download/52283>>.

- CONSTITUTION COLOMBIENNE DE 1991, Article 42 du décret 356 de 1994.
- CONSTITUTION COLOMBIENNE DE 1991, Article 42 du décret 356 de 1994.
- CONSTITUTION COLOMBIENNE DE 1991, Article 1 du décret 870 du 8 mai 2014.
- CONSTITUTION COLOMBIENNE DE 1991. Articles 2, 3, 4 et 5 du décret 870 du 8 mai 2014.
- CONGRESO DE LOS PUEBLOS (SD), *País para la vida digna* , [En ligne] Consultable sur : <<http://congresodelospueblos.org/phocadownloadpap/Cartilla%20CDP.pdf>>.
- CUMBRE AGRARIA, *Que no nos cueste la vida, a la Cumbre se le cumple*, prononciation publique, 09 mars 2017, [En ligne] consultable sur : <<http://www.cumbreagraria.org/que-no-nos-cueste-la-vida-a-la-cumbre-se-le-cumple/>>.
- DANE, Resultados Pobreza Monetaria y Desigualdad 2012, por Departamentos, Communiqué de presse, 10 juillet 2013, Bogotá, [En ligne] consultable sur : <[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones\\_vida/pobreza/cp\\_pobreza\\_departamentos\\_2012.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/cp_pobreza_departamentos_2012.pdf)>.
- EL TIEMPO (2014), *60% la abstención más alta en la últimas elecciones*, 25 mai, [En ligne] consultable sur : <<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-14035636>>.
- ELLACURIA E. (1991), “ análisis ético-político del proceso de diálogo en El Salvador ” *Escritos políticos*, Tomo III, San Salvador : UCA Ed.
- EQUIPO NACIONAL DINAMIZADOR DE LAS CONSTITUYENTES POR LA PAZ CON JUSTICIA SOCIAL (2015), *Del Paro Nacional Agrario a la Cumbre agraria, campesina, étnica y popular 2013-2014 : Sistematización del proceso*. Bogotá : Mesa Nacional Agropecuaria Y Popular De Interlocución Y Acuerdo (MIA).

- ESCOBAR A. (2010), *Una minga para el postdesarrollo : lugar, medio ambiente y movimientos sociales en las transformaciones globales*, Lima : Programa Democracia y Transformación Global, Universidad Nacional Mayor de San Marcos.
- FIGUEROA J. (SD), *Prácticas, discursos y resistencias en las comunidades negras de Buenaventura Colombia*, [En ligne] consultable sur : <file:///C:/Users/user/Downloads/208998-buenaventura.pdf>.
- FORREST H. (2008), *Colombie, les heures sombres* (Barbara Schmidt, trad.), Paris : Éditions Imho.
- GARCÍA F., ESCOBAR ROLDÁN et CASAÑAS (2013), “ Voces del debate del documental 970 ”, *El Espectador*, 1 septembre, [En ligne] consultable sur : <http://www.elespectador.com/noticias/medio-ambiente/voces-del-debate-del-documental-970-articulo-443599>.
- GARIBAY D. (2010), “ Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuites de violences ”, *Résistances, insurrections, guérillas*, Presses universitaires des Rennes, pp. 127-140.
- GAVILAN PINTO (2012), “ El pensamiento en espiral, el paradigma de las comunidades indígenas ”, *Working papers series 40*, [En ligne] consultable sur : <http://ebiblioteca.org/?/ver/111340>.
- GIL A (2013) (Représentante de la MIA), Conférence de presse au sujet de la “ Cumbre Agraria, campesina, étnica y popular ”. Le 13 décembre. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=Z0hrnizromQ.>.
- GONZÁLEZ O. (2005), “ La présence latino-américain en France ”, *Revue Hommes et migrations*, N° 1256, Juillet-août, pp. 8-18.
- GUERRERO BERNAL (2009), *Se sentir concerné par la violence en Colombie : vecteurs et modalités de la constitution de publics internationaux* (Thèse du doctorat en sociologie), L'école des hautes études en sciences sociales, Paris.
- INDEPAZ (2017), *Venga esa mano por la paz !, Communiqué de presse*, [En ligne] consultable sur : <<http://www.indepaz.org.co/venga-esa-mano-por-la-paz/>>.

- INDEPAZ (2017), *Liste de leaders sociaux assassinés en 2017*, Rapport, [En ligne] consultable sur : <<http://www.indepaz.org.co/7344/30-lideres-o-defensores-de-ddhh-en-el-2017-han-sido-asesinados-quelapaznonoscuestelavida-colombiaenlacidh/>>.
- INDEPAZ. (2016), *Liste de leaders sociaux assassinés en 2016*, Rapport, [En ligne] consultable sur : <<http://www.indepaz.org.co/6918/listado-actualizado-lideres-organizaciones-sociales-defensores-ddhh-asesinados-2016/>>.
- JAMIOY H. (2010), *Bínýbe oboyejuayéng : Danzantes del viento*, Biblioteca básica de los pueblos indígenas de Colombia, Tomo 6, Bogotá Ministerio de cultura.
- JARAMILLO J. (2016), *Mesa Social para la paz, encuentro región Sur-occidente: Recapitulación de actas*. Santader de Quilichao :Universidad del Valle.
- LACOMBE D. (SD), *La paix maintenant ? Une analyse du processus de paix colombien*. Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes OPALC. [En ligne] consultable sur : <[https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20paix%20maintenant\\_%20DL.pdf](https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/La%20paix%20maintenant_%20DL.pdf)>.
- LEFRANC (2008), “ La justice transitionnelle n'est pas un concept ”, *Mouvements*, N° 53, pp. 61-69, [En ligne] consultable sur : <<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2008-1-page-61.htm>>.
- LE TEXIER E. (2005), “ Diasporas latinos aux États Unis et la démocratisation ”, *Revue hommes et migrations*, N° 1256 , Juillet-août.
- MANTILLA C. (SD), *¿En qué va la Cumbre Agraria?*, COMOSOC. [En ligne]consultable sur: <[://www.comosoc.org/En-que-va-la-Cumbre-Agraria](http://www.comosoc.org/En-que-va-la-Cumbre-Agraria)>
- MANTILLA, HERRERA et PARDO (2014), *Congreso de los Pueblos : poder popular para la vida digna*, Bogotá: Corporación para la educación y la investigación popular et Instituto Nacional Sindical.
- MARTÍNEZ PINEDA M. (2006), “Disquisiciones sobre el sujeto político. Pistas para pensar su reconfiguración ”, *Revista Colombiana de*

- Educación*, N° 50, janvier-juin, pp. 120-145, Bogotá : Universidad Pedagógica Nacional.
- OFICINA DE ALTO COMISIONADO PARA LA PAZ. Site web officiel: <<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/Documents/informes-especiales/abc-del-proceso-de-paz/abc-jurisdiccion-especial-paz.html>>.
  - ORDÓÑEZ F. (2016), “ Plebiscito, abstención y sistema democrático ”, *Revue América Latina en movimiento*, 11 octubre, [En ligne] Consultable sur : <<http://www.alainet.org/fr/node/180876>>.
  - OSPINA F. (2013), *Propuesta y trayectoria del movimiento social y político A Luchar 1984-1991* (Mémoire de Master), Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.
  - PIÑACUÉ ACHICUE J. (2014), “ Pensamiento indígena, tensiones y academia ”, *Revue Tabula Rasa*, Bogotá, N° 20, janvier-juin, pp. 161-192. [En ligne] consultable sur: : <[https://antropolitica.uniandes.edu.co/IMG/pdf/Pinacue\\_2014.pdf](https://antropolitica.uniandes.edu.co/IMG/pdf/Pinacue_2014.pdf)>.
  - PIZARRO E. (1991), “ Elementos para una sociología de la guerrilla en Colombia ”, *Revue análisis político*, N°. 12, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), [En ligne] consultable sur: <<http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/colombia/assets/own/analisis12.pdf>>.
  - PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA (2016), *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*. Bogotá, Colombie.
  - QUIJANO A. (2000), “ Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina ”, en LANDER E. (ed.) (2000), *La colonialidad del saber : eurocentrismo y ciencias sociales*, Buenos Aires, CLACSO, [En ligne] consultable sur : <[www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/clacso/sur-sur/20100708034410/lander.pdf](http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/clacso/sur-sur/20100708034410/lander.pdf)>.
  - QUINTERO NAVA (2009), *Espaces ruraux, conflit armé et accès à la terre en Colombie : L'accès a la terre et ses usages*, Nantes, France, [En ligne] consultable sur : <hal-00716941>.
  - REGISTRO ÚNICO DE VICTIMAS (2017), *Victimas del conflicto armado en*

- Colombia. Periodos de 1984 - abril 2017*, [En ligne] consultable sur : <<http://rni.unidadvictimas.gov.co/RUV>>.
- RIVERA CUSICANQUI S. (2010), *Ch'ixinakax utxiwa : una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*, (1ere ed.), Buenos Aires : Tinta Limón.
  - SANDOVAL H. (2014), “ Campesinos preparan nuevo paro”, *El Espectador*, [En ligne] consultable sur : <<http://www.elespectador.com/noticias/economia/campesinos-preparan-nuevo-paro-agrario-articulo-480226>>.
  - SANTOS BOAVENTURA DE SOUSA (2016), *Epistémologies du Sud : mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris : Desclée de Brouwer, (Laville, Jean-Louis, trad.).
  - SARMIENTO E. (2005), “ ¿Por qué no firmar el TLC? ” *Revista Colombia Internacional*, N° 61, p. 136-145.
  - SAUMETH E. (2013), *Historia de la guerrilla en Colombia*. Brasil: Universidad Federal de Juiz de Fora, [En ligne] consultable sur : <<http://ecsbdefesa.com.br/defesa/fts/HGC.pdf> >.
  - URREGO A. (2004), “ El genocidio de la U.P ”, *El Tiempo*, [En ligne] consultable sur : <<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1547221>>.
  - VALDEZ ANDINO F. (2016), “ Processus de paix en Colombie : craintes et rêves de trois réfugiés politiques ” *TVmonde5*, 17 mai, [En ligne] consultable sur : <<http://information.tv5monde.com/info/processus-de-paix-en-colombie-craintes-et-reves-de-trois-refugies-politiques-107774> >.
  - ZEMELMAN H. (2010), “Sujeto y subjetividad: la problemática de las alternativas como construcción posible”, *Revista de la universidad Bolivariana*, vol 9. N° 27, Santiago.

## Annexes

### Annexe 1 : Les “ Convivir. ”



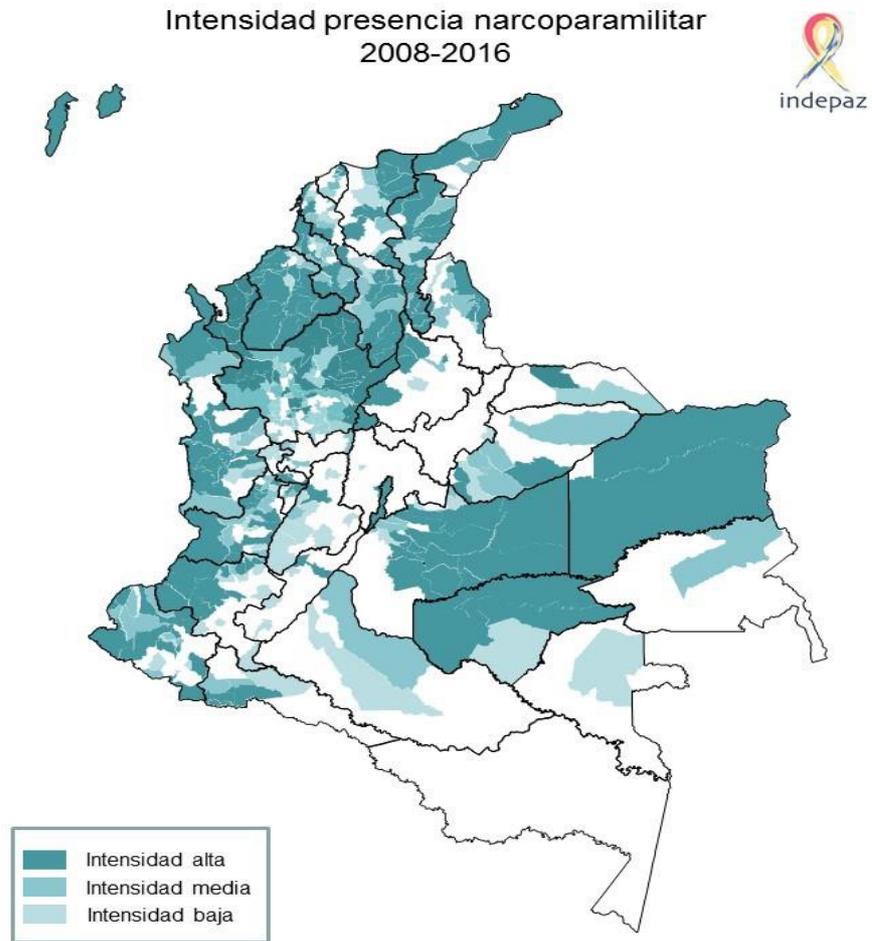
Publicité des Convivir installée à Urabá. Photo de : Jesús Abad Colorado © 1998.

## Annexe 2 : Les zones “ Veredales transitorias ”

Departamento	Municipio	Vereda
Guajira	Fonseca	Pondores (PTN)
Cesar	La Paz	Los Encantos (ZVTN)
Norte de Santander	Tibú	Caño Indio (ZVTN)
Antioquia	Remedios	Carrizal (ZVTN)
Antioquia	Ituango	Santa Lucía (ZVTN)
	Dabeiba	Llano Grande (ZVTN)
	Anori	El Carmin (PTN)
	Vigía del Fuerte	Vidri (PTN)
Choco	Ríosucio	Brisas/La Florida (PTN)
Córdoba	Tierra Alta	Gallo (PTN)
Tolima	Planadas	El Jordan (ZVTN)
Cauca	Buenos Aires	El Ceral, Robles (ZVTN)
	Caldono	Los Monos (ZVTN)
	Corinto	Cominera (PTN)
Nariño	Policarpa	Betania/La Paloma (ZVTN)
	Tumaco	La Variante (ZVTN)
Putumayo	Puerto Asís	La Pradera (ZVTN)
Caquetá	Cartagena del Chaira	La Esperanza (ZVTN)
	La Montañita	El Carmen (ZVTN)
	San Vicente Caguan	Mira Valle (PTN)
Tolima	Villarica	Guanacas (ZVTN)
Arauca	Araucuita	Bocas del Ele (ZVTN)
Meta	Mesetas	La Guajira (ZVTN)
	Vista Hermosa	La Reforma (ZVTN)
	La Macarena	Yarí (ZVTN)
Guaviare	San José del Guaviare	Charras (ZVTN)
	El Retorno	La Colina (ZVTN)

Source: Alto Comisionado para la Paz (2016), *Comunicado sobre las Zonas Veredales Transitorias de Normalización*, [En ligne] consultable sur : <http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/documentos-y-comunicados-conjuntos/Paginas/Comunicado-Conjunto-No-01-16-de-septiembre-de-2016.aspx>

### Annexe 3 : la présence paramilitaire.



Construido con datos 2008-2016 de la Unidad Investigativa del Conflicto - INDEPAZ

Source : INDEPAZ (2017), *XIII Informe sobre presencia de grupos narcoparamilitares 2016*, [En ligne] consultable sur : <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2017/02/XII-INFORME.pdf>

Conférence organisée à l'Université Grenoble-Alpes le 7 avril 2017



# CONSTRUCTION DE LA PAIX EN COLOMBIE

## LES FEMMES PRENNENT LA PAROLE

En présence de:

**Francia Márquez**, Prix National des droits humains en Colombie en 2015 et représentante des victimes dans le cadre des négociations de paix à la Havane  
**Attilio Bernasconi**, doctorant en anthropologie à l'Université de Lausanne, Suisse

*Musique colombienne et dégustation d'arepas*

### 7 AVRIL 2017 - 17-20H

SALLE JACQUES CARTIER, MAISON DES LANGUES ET DES CULTURES,  
DOMAINE UNIVERSITAIRE, SAINT MARTIN D'HERES

ORGANISATION



SOUTIEN



## **Résumé**

L'annonce des accords de paix entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et la guérilla des FARC, en 2012, a hissé la Colombie dans la sphère internationale. Il s'agissait de résoudre par la voie pacifique et politique l'un des conflits armés les plus longs de l'histoire. Après 53 ans de guerre et plusieurs tentatives de paix, avec la guérilla, en septembre 2016, le président Santos a annoncé la signature des accords de paix avec les FARC.

Ce document présente un bref parcours historique des origines et des acteurs de la guerre en Colombie, pour ensuite expliquer les Accords récemment signés. Puis il propose un parcours par les actions alternatives et émancipatrices menées par le Mouvements sociaux en Colombie dans ce conjoncture historique. Finalement, il décrit et analyse la *Mesa Social para la paz* menée à Lyon, qui est une action collective caractérisée par son interculturalité et sa diversité d'idéologies.

## **Mots-clés**

Accords de Paix en Colombie, Mouvements sociaux de la Colombie, Congreso de los Pueblos, Cumbre agraria, Mesa Social para la Paz, Mesa Social de Lyon.